

SOMMAIRE

- Devenir membre le mercredi 1er octobre 2014.
- L'Ukraine, une crise politique qui révèle les tensions qui traversent le continent européen par Philippe de SUREMAIN , le samedi 14 décembre 2013.
- Kiev défie Poutine par Xavier GUILHOU, le vendredi 28 février 2014.
- Géopolitique de Sébastopol par CASSINI, Kevin LIMONIER, le mardi 4 mars 2014.
- L'OSCE et la crise ukrainienne par Maxime LEFEBVRE, le samedi 26 avril 2014.
- Ukraine : géopolitique d'un Etat tampon par Patrice GOURDIN, le vendredi 2 mai 2014.
- Russie-Ukraine : de la guerre à la paix ? Entretien avec A. Arjakovsky par Antoine ARJAKOVSKY, Pierre VERLUISE, le samedi 12 juillet 2014.
- Qu'apprend la Transnistrie à l'Ukraine ? par Cyrille BRET, Florent PARMENTIER, le mercredi 3 septembre 2014.
- Quelle Guerre froide ? Du recyclage anachronique d'un concept par Pierre VERLUISE, le dimanche 9 novembre 2014.
- Russie et « Étranger proche » : retour sur une année dramatique par Laurent CHAMONTIN, le mardi 18 novembre 2014.
- Ex-URSS : la bataille des dépouilles de l'empire par Pierre VERLUISE, le samedi 12 avril 2014.

Devenir membre

mercredi 1er octobre 2014

Oui, vous avez le droit de soutenir le *Diploweb.com*. Découvrez immédiatement les buts de l'association qui soutient le *Diploweb.com* : le Centre géopolitique.

Message de Pierre Verluise, Fondateur du *diploweb.com*

AUJOURD'HUI, je vous demande de soutenir le *diploweb* en faisant un don ou en devenant membre du Centre géopolitique qui soutient ce site.

Nous avons lancé le *Diploweb* en 2000, et au cours des dernières années, j'ai vu avec émerveillement et humilité des centaines de milliers d'internautes devenir lecteurs réguliers du premier site géopolitique francophone, fondé sans le moindre soutien institutionnel.

Le *Diploweb* n'est pas un site commercial. C'est **média libre et indépendant** qui respecte sa charte : expert, pluraliste et transparent. C'est encore une communauté de lecteurs qui y trouvent l'information qui leur convient et une aide gratuite à la formation pour construire une vie meilleure.

Vous faites partie de notre communauté sans frontière. Vous donnez du prix à la liberté et à l'indépendance de l'information géopolitique sur Internet, **alors donnez-lui les moyens de se développer.**

Merci

Pierre Verluise, Fondateur du *diploweb.com*

1. Les buts du Centre géopolitique

Le « Centre géopolitique - Geopolitics Center » est une association loi 1901, fondée le 15 juin 2003, déclarée à la sous-préfecture de Nogent-sur-Marne le 17 juin 2003, sous le n° 0942017345.

Voici ses buts : « soutenir et promouvoir les activités, travaux et publications de ses membres ; ainsi que de contribuer à la création et au développement d'œuvres ou conférences pour l'éducation et la formation en histoire, géographie, éducation civique, science politique, relations internationales, stratégie et géopolitique. Elle souhaite contribuer à des synergies entre journaux, revues, sites, éditeurs, chercheurs, équipes de recherche et instituts. » (Extrait des statuts)

Présidente : Marie-Joëlle Poulain ; Directeur : Pierre Verluise, (Directeur du

diploweb.com) ; Trésorier : Marc Poulain.

En devenant membre associé du Centre géopolitique, **vous participerez concrètement** au développement du site diploweb.com. Vous bénéficierez d'un **droit d'entrée privilégié** aux conférences de Pierre Verluise et aux événements **explicitement** co-organisés par le diploweb.com sous la mention Communauté du diploweb. Pour en être informé, il vous faut vous inscrire à la Lettre du diploweb.com.
Voir

Merci de nous adresser le bulletin ci-dessous, avec votre cotisation.

2. Votre bulletin pour devenir membre du Centre géopolitique

Voici le bulletin à imprimer ou recopier sur papier libre

Nous vous remercions de l'adresser complété et accompagné d'un chèque à l'ordre du Centre géopolitique. Puis adressez l'enveloppe à P. Verluise, Centre géopolitique, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France.

Bulletin d'adhésion au Centre géopolitique – Geopolitics Center

Je demande à devenir pour 12 mois (entourer votre choix)

- . **membre associé** du Centre géopolitique : 29 euros.
- . **membre associé, catégorie jeune ou étudiant** (jusqu'à 25 ans, adresser une copie de votre carte d'identité ou d'étudiant) : 19 euros.
- . **membre associé bienfaiteur** du Centre géopolitique : 199 euros et plus.

A compléter pour recevoir votre carte de membre :

Nom :

Prénom :

N° et rue :

Ville :

Code postal :

Pays :

Date d'adhésion :

Signature :

SOMMAIRE

- Devenir membre le mercredi 1er octobre 2014.
- L'Ukraine, une crise politique qui révèle les tensions qui traversent le continent

européen par Philippe de SUREMAIN , le samedi 14 décembre 2013.

- Kiev défie Poutine par Xavier GUILHOU, le vendredi 28 février 2014.
- Géopolitique de Sébastopol par CASSINI, Kevin LIMONIER, le mardi 4 mars 2014.
- L'OSCE et la crise ukrainienne par Maxime LEFEBVRE, le samedi 26 avril 2014.
- Ukraine : géopolitique d'un Etat tampon par Patrice GOURDIN, le vendredi 2 mai 2014.
- Russie-Ukraine : de la guerre à la paix ? Entretien avec A. Arjakovsky par Antoine ARJAKOVSKY, Pierre VERLUISE, le samedi 12 juillet 2014.
- Qu'apprend la Transnistrie à l'Ukraine ? par Cyrille BRET, Florent PARMENTIER, le mercredi 3 septembre 2014.
- Quelle Guerre froide ? Du recyclage anachronique d'un concept par Pierre VERLUISE, le dimanche 9 novembre 2014.
- Russie et « Étranger proche » : retour sur une année dramatique par Laurent CHAMONTIN, le mardi 18 novembre 2014.
- Ex-URSS : la bataille des dépouilles de l'empire par Pierre VERLUISE, le samedi 12 avril 2014.

L'Ukraine, une crise politique qui révèle les tensions qui traversent le continent européen

samedi 14 décembre 2013, par Philippe de SUREMAIN

Géopolitique de l'Ukraine. P. de Suremain met brillamment en perspective la crise politique ukrainienne dans son contexte géopolitique. Cette crise est un révélateur des tensions qui traversent notre continent. Il en dégage le sens et précise les enjeux.

EN REFUSANT *ex abrupto* de signer fin novembre 2013 à Vilnius l'accord d'association qu'Ukrainiens et Européens croyaient acquis, le Président ukrainien Victor Ianoukovitch a provoqué une onde de choc dont nul n'a prévu les conséquences. Un moment de vérité. Pour l'Ukraine, pour l'Union européenne, pour la Russie. La réaction immédiate de la rue par son ampleur a changé la donne. Tous les acteurs se sont trouvés pris à contre pied.

En Ukraine, c'est l'irruption d'une crise latente depuis longtemps qui a créé la surprise, en résonance avec la Révolution Orange, tout aussi spontanée, dirigée contre le même homme, au nom des mêmes valeurs : indépendance, justice et démocratie. Mais le contexte a changé.

En 2004, c'est une élection truquée qui a soulevé les foules sous la conduite de leaders reconnus, Victor Youchenko et Youlia Timochenko.

En 2013, c'est le choix de la Russie contre l'Europe par un Chef d'Etat légitimement élu qui a indigné l'opinion, obligeant l'opposition et ses dirigeants à surmonter leurs divisions pour faire front.

Le drapeau européen a remplacé la bannière orange

La détermination des manifestants est à la mesure de leur exaspération devant la corruption du pouvoir, incapable de mener les réformes promises et de ce fait discrédité à l'intérieur comme à l'extérieur. Ceci au point que nombre d'oligarques, dérangés par l'irrépressible avidité de la « la famille » du Président, sa verticale du pouvoir, semblent se démarquer de celui qu'ils croyaient leur rempart : l'actuelle liberté de ton des médias qu'ils contrôlaient surprend. Les voilà qui viennent en appui aux réseaux sociaux d'une redoutable efficacité. Les étudiants ont donné l'impulsion, rejoints par les plus âgés, alors que c'était l'inverse en 2014. Le drapeau européen a remplacé la bannière orange, mais dans les deux cas **ce sont bien les revendications politiques et éthiques et non sociales qui s'expriment, une mobilisation civique pour un choix de**

société. Ce qui reste à traduire en un programme qui permette enfin de transformer l'essai. Cette crise est aussi un **révélateur des tensions qui traversent notre continent**, entre l'U.E et la Russie, entre celles-ci et l'Ukraine, à qui il faut faire sa place.

Moscou redoute l'effet de contagion

Le Kremlin a fait de l'Ukraine une question existentielle, non seulement par nostalgie du statut perdu de super puissance et de la grandeur impériale, mais aussi par souci de préserver la nature du régime : la verticale du pouvoir intimide plus qu'elle séduit et ne propose pas un modèle très attrayant aux pays en transition. Le Président Poutine qui a perçu la Révolution Orange comme un revers majeur et garde en mémoire les manifestations de décembre 2011 à Moscou redoute l'effet de contagion d'un pays aussi proche de la Russie gagné par l'osmose européenne. L'échec infligé aux Européens, préparé par une guerre économique préventive est sans nul doute un succès pour Moscou, mais en tirera-t-elle tout le bénéfice escompté si l'instabilité perturbe le principal de ses voisins ? L'Ukraine n'est pas l'Arménie et l'objectif prioritaire que s'est fixé le Président Poutine d'une Union Eurasienne qui contrebalance l'U.E. ressentie comme une menace n'est pas gagnée. La Russie a-t-elle à terme les moyens de ses ambitions ? Les Européens ont été eux aussi désarçonnés par la volteface de Viktor Yanoukovitch qu'ils n'ont pas su prévenir. Persuadé que le refus par la Rada de permettre la libération de Youlia Timochenko obligerait l'UE à s'opposer à la signature de l'accord d'association, le voilà lui-même contraint à en assumer l'échec. L'activisme des plus fervents avocats de l'Ukraine, les nouveaux entrants, **Pologne en tête** a prévalu sur les réticences des anciens, tous devenus plus conscients de la portée politique de l'évènement, du fait même de l'opposition russe.

La situation présente doit inciter les Etats membres à plus de cohésion vis à vis de la Russie.

Il n'est plus temps d'esquiver l'attraction qu'exerce l'Europe, malgré ses états d'âme sur ceux qui aspirent à la rejoindre et tout le moins à y puiser leur inspiration et y trouver leur modèle. La politique de voisinage quelque peu improvisée et qu'a refusée en son temps la Russie (pas de voisinage commun) puis le partenariat oriental, mieux ciblé mais mal financé n'ont pas été à la mesure de l'enjeu. La situation présente doit inciter les Etats membres à plus de cohésion vis à vis de la Russie qui dépend autant, sinon plus de l'UE que celle-ci de la Russie. Ce qui suppose de notre part une vision commune de l'Ukraine, carrefour stratégique de notre continent, appelé à être la clé de voûte de la future Europe plutôt que le champ clos de ses vieilles rivalités.



**Atlas de l'Ukraine,
Francois de Jabrun**

Cartes de l'Ukraine à
travers les siècles

C'est dire l'enjeu que représente l'Ukraine pour les Européens qui ne peuvent plus la traiter par prétérition. C'est surtout constater la responsabilité des Ukrainiens eux-mêmes à un moment crucial de leur histoire. L'avenir immédiat est des plus incertains, avec un Président qui joue sa survie face à une population dont la légendaire patience atteint ses limites. Quelle que soit l'issue de cette crise qui peut dégénérer dans la violence, ce qui avait jusqu'à présent évité, l'Ukraine n'est pas près de quitter l'actualité.

Manuscrit clos le 14 décembre 2013

Décembre 2013-Suremain/Diploweb.com

P.-S.

Philippe de Suremain est Ministre plénipotentiaire hors classe, Ambassadeur de France en Ukraine de 2002 à 2005.

SOMMAIRE

- Devenir membre le mercredi 1er octobre 2014.
- L'Ukraine, une crise politique qui révèle les tensions qui traversent le continent européen par Philippe de SUREMAIN , le samedi 14 décembre 2013.
- Kiev défie Poutine par Xavier GUILHOU, le vendredi 28 février 2014.
- Géopolitique de Sébastopol par CASSINI, Kevin LIMONIER, le mardi 4 mars 2014.
- L'OSCE et la crise ukrainienne par Maxime LEFEBVRE, le samedi 26 avril 2014.
- Ukraine : géopolitique d'un Etat tampon par Patrice GOURDIN, le vendredi 2 mai 2014.
- Russie-Ukraine : de la guerre à la paix ? Entretien avec A. Arjakovsky par Antoine ARJAKOVSKY, Pierre VERLUISE, le samedi 12 juillet 2014.
- Qu'apprend la Transnistrie à l'Ukraine ? par Cyrille BRET, Florent PARMENTIER, le mercredi 3 septembre 2014.
- Quelle Guerre froide ? Du recyclage anachronique d'un concept par Pierre VERLUISE, le dimanche 9 novembre 2014.
- Russie et « Étranger proche » : retour sur une année dramatique par Laurent CHAMONTIN, le mardi 18 novembre 2014.

- Ex-URSS : la bataille des dépouilles de l'empire par Pierre VERLUISE, le samedi 12 avril 2014.

Kiev défie Poutine

vendredi 28 février 2014, par Xavier GUILHOU

Après avoir montré avec l'ambassadeur de France P. de Suremain pourquoi l'Ukraine révèle les tensions qui traversent le continent européen, puis présenté avec E. Dreyfus le projet d'Union eurasiatique porté par Moscou, voici l'approche de X. Guilhou à propos du contexte stratégique et des enjeux géopolitiques de la crise ukrainienne.

DE NOUVEAU la presse occidentale titre avec exaltation et toujours avec un certain romantisme sur cette nouvelle « révolution » ukrainienne : « *Timochenko libérée ! Ianoukovitch démissionné ! Une nouvelle ère débute ! ...* ». Pour autant tous les chroniqueurs font preuve cette fois-ci de prudence et nuancent leurs analyses en se demandant avec un peu d'inquiétude si les événements de la place Maïdan ne seraient pas une « *révolution de trop* », « *la goutte d'eau qui pourrait faire déborder le vase* », compte tenu du niveau de tensions qui règnent sur cette région de la Mer Noire, du Caucase, de la Caspienne et de la Méditerranée orientale. Tous, forts des enseignements récents et des convulsions en Lybie, en Egypte, en Tunisie, mais aussi actuellement dans les Balkans, s'interrogent sur les dérivées de ce nouvel épisode. La plupart savent par ailleurs que le rêve européen n'est qu'un miroir aux alouettes pour l'Ukraine et que l'UE ne pourra pas réellement l'assumer. Par ailleurs certains font remarquer que la plupart des signaux géopolitiques sur ces régions ne sont pas sans nous rappeler étrangement les causes de la Grande guerre dont nous célébrons le centenaire... Pour reprendre ce fameux mot de Marcel Achard : « *La grande illusion , c'est la guerre, - La grande désillusion, c'est la paix !* » Telle est désormais l'équation que Poutine doit traiter face à ce défi ukrainien.

Il est clair que le temps long de l'Histoire n'a rien à voir avec le temps court des médias. L'émotion twittée de l'infirmière, qui se meurt puis revit sur la place Maïdan, paraît désormais bien fugace face à l'arrivée des bataillons d'experts occidentaux au chevet d'une Ukraine en défaut de paiement et sans réelle gouvernance. Pour autant, face à l'inexpugnable ours russe qui se sent encerclé et assailli dans sa tanière, à la réémergence discrète du Sonderweg [1] de Mme Merkel ou au basculement historique des Etats-Unis vers le Pacifique incarné par Obama, la réalité est d'un autre ordre. Certes il y a cette indéniable aspiration des peuples à rejoindre d'autres modèles de société et de gouvernance où la liberté, la démocratie, le bien être, la sécurité sont portés en exergue face à l'oppression, la pauvreté, les dictatures... Elle est non seulement légitime mais estimable. Pour autant nous ne pouvons pas conjointement sous-estimer l'instrumentalisation médiatique, portée par les tenants des droits de l'homme, qui l'accompagnent au titre de la modernité avec tous leurs réseaux. La place

Maïdan n'a pas échappé à cette scénarisation très bien rodée auprès de nos opinions avec les divas habituelles des plateaux TV et ces agents d'influence de toutes les révolutions dites libérales de ces dernières décennies [2]. Maintenant, face au crescendo militaire auquel nous assistons, et qui n'est pas s'en rappeler la crise de Cuba (1962), nous ne pouvons nous satisfaire de ces formes récurrentes de catharsis collective et ignorer ce que sont les fondamentaux de la géopolitique, surtout sur une région aussi sensible pour l'équilibre de la sécurité mondiale.

Un agenda chargé

Les événements de la place Maïdan (novembre 2013-février 2014) convergent, comme par hasard, avec un agenda très dense et sensible au niveau mondial. Bien entendu personne n'a occulté le fait qu'ils se sont déroulés pendant les jeux olympiques d'hiver de Sotchi, contraignant Vladimir Poutine à un apparent silence pour ne pas gâcher sa fête et sa volonté d'affirmer au monde que la grande Russie était de retour. Etrange parallèle de l'Histoire, si nous rapprochons cette actualité avec celle des jeux olympiques de Pékin lorsque, dans la nuit du 7 au 8 août 2008, au moment de la cérémonie d'ouverture, Poutine lança une guerre éclair en Ossétie du sud pour répondre aux tentations d'émancipation de la Géorgie [3], bien conseillée entre autre par les américains, et qui manifestait le souhait de rejoindre l'OTAN... Match nul : les réseaux occidentaux, qui soutiennent et conseillent début 2014 les opposants ukrainiens dans leur volonté de rejoindre l'Europe, ont bien retenu la leçon de leurs échecs sur le Caucase. Ils avaient à l'époque sous-estimé le coup de patte de l'ours russe qui ne négocie plus lorsque l'on s'amuse à toucher de près ou de loin à son « étranger proche », celui qui conditionne sa place, son rôle, sa sécurité et désormais son hégémonie dans les grands jeux mondiaux. En l'occurrence ce corridor caucasien constitue un nœud géostratégique pour le pétrole et le gaz de Bakou, d'Asie centrale, du Moyen-Orient et de l'Iran vers l'Europe et surtout vers la Chine. C'est aussi un nœud sécuritaire très sensible pour Moscou qui doit faire face aux groupes islamistes de Tchétchénie et du Daguestan. Poutine avait planifié dès 2006 l'opération sur Tbilissi pressentant cette obsession, notamment anglo-saxonne, de lui amputer son espace vital. Qu'a-t-il planifié pour l'Ukraine ? Est-il cette fois-ci surpris et déstabilisé ? Ou bien attendait-il les occidentaux pour les piéger ? Les scénarios sont ouverts y compris celui, forcément inconcevable pour les européens, d'un retour de la guerre.

Pourquoi cet emballement de nouveau sur Kiev ? Les experts en énergie diront : « *pour les mêmes raisons que dans le Caucase et en Syrie* », et nous pourrions ajouter « *qu'en Asie centrale* » où les réseaux, notamment néo conservateurs américains, ont maintenu sans cesse la pression depuis 20 ans pour tenter d'obtenir des anciens satellites de l'URSS qu'ils basculent sous obédience occidentale, certes pour la démocratie mais surtout pour la richesse de leurs sous-sols... Ils n'y sont jamais arrivés, Vladimir Poutine étant plus coercitif et fin manœuvrier sur le terrain... En revanche sur la Mer Noire les manœuvres se sont durcies depuis un an avec une remise en cause des

grands projets de gazoduc et de pipe-line sur l'ensemble de la région, surtout avec le règlement en cours de l'affaire iranienne qui clôt la stratégie du « Great Middle East » de la politique étrangère américaine.

Nabucco, South Stream et North-Stream : chacun de ces gazoducs a une signification géopolitique différente.

Les tracés adoptés modifient la carte des équilibres géostratégiques et ne sont pas neutres pour comprendre la sensibilité que revêt le verrou ukrainien. Jusqu'au mois de juillet 2013 deux projets s'affrontaient de part et d'autres de la Mer Noire pour alimenter l'Europe du sud. Le projet **Nabucco** au sud [4] était porté jusqu'à présent par la commission européenne, avec la bénédiction de Dick Cheney et de ses réseaux d'influence [5]. Il permettait au gaz de transiter par la Turquie, les Balkans, la Hongrie jusqu'à l'Autriche. Son concurrent, le projet **South Stream** passe plus au nord et est porté par un consortium Gazprom/ENI via la Mer Noire, la Bulgarie et la Serbie [6]. Les décisions entre autre de l'Azerbaïdjan de se rallier à South Stream et du Turkménistan de privilégier la demande chinoise, ont donné de fait à Vladimir Poutine une main considérable pour ses négociations avec l'Europe, mais aussi pour monter en puissance son projet d'Union eurasiatique [7]. Rappelons qu'il contrôle aussi au nord le réseau **North-Stream** qui transite par la Baltique pour approvisionner l'Allemagne au travers d'un consortium Gazprom, EOM, GDF [8]. La mise en échec de Nabucco, conjuguée au verrouillage du nœud syriaque par la diplomatie russe (*avec l'accord discret des chinois*) a radicalisé le jeu d'un certain nombre de réseaux européens et anglo-saxons dont les intérêts marchands et financiers sont menacés. Il faut ajouter à ce dossier les découvertes récentes de poches de gaz au large de Chypre, de la Syrie, du Liban, d'Israël et de Gaza avec le champ dit du **Léviathan**, dont les potentiels seraient aussi, sinon plus important, que les gisements qui sont exploités par le Qatar et l'Iran dans le golfe d'Oman...

Au premier degré nous retrouvons tous les jeux d'acteurs des opérateurs du monde de l'énergie, avec un certain nombre de majors américains et européens qui sont très visibles et actifs autour de Nabucco. Au deuxième degré il y a les éternels jeux discrets de la diplomatie d'affaire allemande qui joue son double jeu classique en bilatéral vis-à-vis de la Russie (*ne jamais oublier que G. Schroeder est le conseiller de Gazprom*), mais aussi en parallèle avec la Turquie, l'Iran, la Chine. Au troisième degré il y a les anciens équilibres que l'Occident a noués avec la dynastie saoudienne et les pays du Golfe autour de la sécurité énergétique, mais qu'Obama n'a plus envie désormais d'incarner et de soutenir. Au quatrième degré il y a tout ce repositionnement du barycentre énergétique qui est en cours depuis vingt ans sur le Tigre et l'Euphrate (*Irak, Iran*) avec l'affirmation d'un nouveau nœud géostratégique sur la Syrie, le Kurdistan et l'**Asie centrale** où la Russie joue un rôle de pivot incontournable notamment vis-à-vis des besoins de la Chine et de l'Europe [9]. Enfin il ne faut jamais oublier quel est le poids

actuel de la Russie dans les marchés mondiaux du gaz et du pétrole [10], surtout dans cette phase post Fukushima (2011) qui génère des débats politiques aigus sur la transition énergétique au sein des pays européens.

Cette tectonique des plaques s'accompagne par ailleurs d'un repositionnement de plus en plus explicite de l'actuelle administration américaine sur l'Océan indien et sur le Pacifique, avec un transfert très conséquent de leurs moyens militaires, doublé d'un repli monétaire et économique au profit du continent nord américain et d'une volonté d'un retour à une autosuffisance énergétique, grâce aux gaz de schiste, pour assurer la survivance de leur modèle et la résistance de leur leadership. Ce basculement géostratégique voulu par Obama depuis son premier mandat ne fait pas l'unanimité à Washington. Il est notamment contesté par la plupart des milieux néoconservateurs, entre autre par les lobbies israéliens, qui voient d'un mauvais œil un affaiblissement de la posture américaine sur la zone du Proche et Moyen-Orient, en particulier pour le complexe militaro-industriel. De fait, ce repositionnement de la diplomatie américaine se traduit par une réémergence fulgurante des grandes puissances centrales sur l'ensemble de la région (*Turquie, Egypte, Iran et Russie*) qui conversent désormais entre elles en s'affranchissant des tutelles occidentales [11]. Elle se caractérise aussi par une implosion identitaire et religieuse du Moyen et Proche-Orient, avec le retrait progressif du parapluie américain. Cela se traduit par une radicalisation de cette Fitna [12] qui déchire le monde sunnite, à laquelle il faut ajouter cet affrontement historique et de plus en plus violent entre sunnite et chiite qui, des faubourgs de Bahreïn à ceux de Beyrouth, endeuille quotidiennement le monde arabo-musulman [13].

Vu de Moscou

Pour toutes ces raisons Moscou ne peut rester insensible aux évènements en Ukraine et à l'échec patent d'Anoukovitch dans la maîtrise de la violence sur cette place Maïdan, surtout si un « *emballement démocratique* » et une volonté de stigmatisation débouchait, comme dans les Balkans, sur des affrontements en ravivant les griefs ancestraux entre les communautés uniates et slaves [14]. Encore plus si l'agitation diplomatique et médiatique en cours suscitait une escalade avec une éventuelle scission de l'Ukraine en deux, voire en trois en jouant sur une velléité d'indépendance des Tatars sur la Crimée. Ces développements ne peuvent qu'être inacceptables pour Vladimir Poutine qui ne peut admettre les menaces sous-jacentes pour les intérêts vitaux de la Russie, mais aussi en termes d'effets collatéraux sur les autres pays d'Asie centrale et surtout vis-à-vis de son propre leadership personnel à Moscou. D'une part les exhortations de I. Timochenko, dans sa prise de parole très médiatisée du 22 février 2014, pour dupliquer cette révolution partout... jusque sous les murs du Kremlin, ne peuvent être ressenties que comme une provocation pour V. Poutine. Par ailleurs Vladimir Poutine ne pourra jamais admettre que la Crimée puisse passer, avec une indépendance ou une partition de l'Ukraine, sous contrôle de l'Europe et des intérêts

occidentaux. Ce serait un casus belli ! Sébastopol, ne l'oublions pas, concentre une grande partie de la flotte russe [15], celle justement qui est en Abkhazie en appui de la stratégie caucasienne et surtout celle qui est sur les rivages alaouites du côté de Tartous en appui de l'allié syrien, ainsi qu'au large des zones grecque et chypriote en soutien des communautés orthodoxes. Ces navires de guerre qui croisent en Méditerranée orientale sur le flanc sud de la Turquie, et de fait de l'Otan ont ne l'oublions jamais leur base arrière en Crimée... Or l'Ukraine a passé un accord de 30 ans avec la Russie sur ce point contre un accord préférentiel sur les approvisionnements gaziers. Toucher à ce dossier sensible c'est s'attaquer aux racines les plus profondes de l'histoire russe [16]. C'est ignorer tous les fondamentaux de cette civilisation slave issue entre autre de l'histoire de l'empire byzantin et incarnée par le triangle historique « *Novgorod, Saint-Pétersbourg, Kiev* » [17]. Medvedev dans ses prises de position depuis le 23 février 2014 ne cesse de le préciser comme s'il s'agissait d'un avertissement solennel qui va bien au-delà les usages sémantiques pratiqués par les diplomates. La mobilisation de 150 000 hommes, 90 avions, plus de 120 hélicoptères, 880 tanks, 80 navires sur le flanc ouest de la Russie et la mise en alerte de la flotte de la Mer Noire n'est pas qu'une figure de style, notamment pour l'Otan...

Certes en jouant sur ce verrou ukrainien, les chancelleries et réseaux d'influence, qui sont vexées par l'échec de Genève II sur le règlement de la question syrienne, qui sont obligées d'assumer désormais une délocalisation dramatique de la gestion de cette crise sur le Liban, et qui ont perdu leurs capacités de gesticulations sur le Bosphore avec l'abandon de Nabucco, imaginent qu'ils vont faire plier Vladimir Poutine en l'obligeant à négocier cette fois-ci sur Kiev. C'est méconnaître l'intéressé et sous-estimer sa fierté, son cursus et sa pugnacité en matière géostratégique. C'est jouer avec l'ours en voulant le harceler dans sa tanière. Certes l'Occident a de nombreuses cordes à son arc dans cette bataille : la dette ukrainienne qui n'est pas sans conséquence sur l'économie russe, elle-même mise sous tension avec la guerre monétaire entre le dollar et le rouble [18] (*comme toutes les monnaies des pays émergents*), sans compter les cours du pétrole et du gaz qu'américains et saoudiens peuvent encore et de nouveau manipuler, ainsi que les taux d'intérêts qui dépendent de la politique plus ou moins accommodante de la FED, tout ceci se négociant actuellement dans les coulisses du G20...

La Russie se veut de nouveau une puissance

Mais Poutine n'est pas naïf. Il sait tout cela et il n'a pas oublié, lorsqu'il était encore au KGB, tous les enseignements qu'il a pu tiré de la chute de l'Union soviétique et de toutes les opérations menées par le couple Reagan-Bush dans les années 1980 pour casser l'hégémonie du système communiste. Depuis la Russie s'est redressée, elle détient des ressources énergétiques, financières, économiques mais aussi militaires qui ne peuvent être sous-estimées. Elle est aussi devenue une puissance globale au même

titre que les Etats-Unis avec une présence géostratégique affirmée sur le Pacifique vis-à-vis de la Chine, en Méditerranée orientale vis-à-vis des grands jeux énergétiques mais aussi vis-à-vis de l'Arctique dans la perspective de l'ouverture de la route nord qui changera beaucoup de choses dans les rapports de force sur ce XXIème siècle. Elle contrôle avec beaucoup de fermeté et de proximité ses intérêts en Asie centrale. C'est une puissance spatiale, engagée dans l'univers des cyber-stratégies, bien au-delà la maîtrise balistique des ADM. C'est surtout une puissance qui n'est plus seulement régionale, comme ce fut le cas après l'effondrement du communisme, mais de nouveau mondiale et qui entend bien exister avec sa singularité dans les grands jeux qui se reformulent notamment sur le Pacifique nord.

C'est ce que Poutine a voulu démontrer au travers des jeux de Sotchi. Néanmoins avec la place Maïdan, un certain nombre d'acteurs, qui aiment bien jouer depuis quelques temps avec des boîtes de Pandore, ont voulu le ridiculiser et l'enfermer dans un jeu régional. La fenêtre de tir était il faut l'avouer tentante. Est-ce que l'opportunité va se transformer en piège, notamment pour les européens ? Où est ce que le "tsar" va admettre qu'il a perdu une bataille en acceptant de se replier en deçà du Dniepr ? N'oublions pas que Poutine détient l'arme du gaz, pratique l'effet de surprise et surtout n'a peur de rien ! C'est un patriote au sens où il entend incarner de nouveau l'histoire de la Sainte Mère Russie (*Родина-Мать*). Ces critères sont bien entendu très éloignés de nos référentiels démocratiques et des modes de représentation véhiculés par les médias occidentaux. Pour autant ils constituent un préalable incontournable pour bien cerner le personnage dont la longévité politique et l'audace géopolitique défient jusqu'à présent tous les pronostics.

La situation reste ouverte

La plupart des grands experts de la Russie et plusieurs grands diplomates ont appelé à la plus grande prudence et à un retour à une certaine modération dans l'exaltation démocratique du moment. D'autant que les termes de la nouvelle gouvernance de l'Ukraine, avant les éventuelles élections de mai 2014, sont loin d'être fiables et stabilisés. Tous sont unanimes pour avouer que les niveaux de corruption pratiqués par l'ensemble des leaders ukrainiens sont irrecevables et qu'ils posent concrètement de vraies questions de stabilisation pour ce pays désormais profondément divisé. Problèmes de gouvernance qu'aucun pays européen, il faut bien l'avouer, n'est à même d'assumer réellement, encore moins sur le plan sécuritaire. Par ailleurs le niveau de défaillance financière avec un défaut de paiement de l'ordre de 35 milliards de dollars et la quasi disparition d'un Etat ne sont pas de nature à faciliter une sortie de crise par le haut. Tous ont par ailleurs rappelé que Vladimir Poutine n'était pas n'importe qui, que nous avons affaire à un nouveau « tsar » et qu'il serait très aventureux, entre autre pour l'Europe, de générer sur ce verrou ukrainien les germes d'une nouvelle guerre civile ou division civilisationnelle, comme en ex-Yougoslavie. Elle ne ferait qu'enflammer

la fierté russe, la solidarité panslavique et ranimer la discorde entre le monde chrétien et le monde orthodoxe. Cela mettrait en échec vingt ans d'efforts bilatéraux pour apaiser les relations entre ces deux civilisations, berceaux de toute l'histoire du continent européen. Dans le jeu ambivalent de la diplomatie américaine, et même allemande, à laquelle les anglais apportent une fois de plus leur quitus ambigu (*comme si les expéditions dans les Dardanelles et en Crimée ne leur avaient rien appris*), il est clair que certains essaient de calmer leurs réseaux d'affaire et leurs lobbies sur ce dossier comme le demande Sergueï Lavrov [19], alors que d'autres allument joyeusement les mèches, les polonais et français n'étant pas parmi les derniers...

Il n'est pas certain que cette agitation soit totalement du goût de Barack Obama et de John Kerry qui passent actuellement beaucoup de temps sur le Pacifique nord pour calmer les coréens et japonais face à la montée de l'hégémonie chinoise. Ils ont par ailleurs sur leurs propres zones d'intérêts stratégiques en ASEAN et dans les Caraïbes d'autres événements tout aussi sensibles à gérer avec le Venezuela et la Thaïlande dont les pics de colère font autant de victimes que l'Ukraine (*mais avec beaucoup moins d'échos dans nos médias européens*). Il n'est pas certain que ce réchauffement géostratégique sur cette région de la Mer Noire soit vraiment opportun pour eux alors qu'ils essaient de se dégager par tous les moyens et en souplesse de cette zone complexe où tous les prétextes sont bons pour les obliger à revenir en termes d'arbitrage et de régulation [20]. Ils ont à peine réussi à se sortir momentanément du piège syrien (*paradoxalement grâce aux russes*) qu'ils se retrouvent de nouveau embarqués dans le piège ukrainien... Pour autant ils ne peuvent pas déjuger J-M Barroso et leurs alliés à la veille d'élections importantes pour la survie du projet européen, mais aussi à la veille d'importantes négociations sur une éventuelle signature d'un accord de libre échange entre les Etats-Unis et l'UE [21]. Le jeu est complexe côté occidental et Vladimir Poutine le sait parfaitement. Il sait que personne n'ira se battre militairement pour l'Ukraine, excepté les soldats russes qui ont la mémoire de Stalingrad.

Qui est prêt à mettre plusieurs dizaines de milliards d'euros sur la table pendant plusieurs dizaines d'années ?

Il sait qu'aucun argentier occidental ne fera un chèque de 35 milliards à fonds perdu sans un minimum de garantie de bonne gouvernance. A commencer par le FMI qui est actuellement poussé en avant pour jouer le rôle de pompier après le passage des pyromanes. Il sait surtout que l'Ukraine ne peut pas exister sans le gaz et l'aide de la Russie dans tous les domaines... Pour qu'une OPA, voire une OPE, fonctionne il faut que les fondamentaux de l'opération soient sains et durables. Or le "tsar" sait que ces derniers sont explosifs et sans avenir immédiat. Le temps joue pour lui et paradoxalement contre les occidentaux : s'il coupe le gaz, s'il commence à jouer sur les irrédentismes civilisationnels de part et d'autre du Dniepr et s'il décide de monter la pression sécuritaire en dénonçant les menaces sur les populations russophones de la

région (*Transnistrie, Crimée,...*) nous n'aurons plus qu'à nous replonger dans les livres d'histoire pour revisiter nos expéditions désastreuses en Orient [22] à moins que nous soyons tout simplement ridiculisés par notre incapacité chronique à répondre à ce type de défi...

Dans ce jeu de poker menteur oublier la Russie ou la mépriser constituerait une grave erreur dans le traitement de cette crise très sensible. Rien ne pourra être envisagé sur ce dossier sans Vladimir Poutine. Qu'elle que soit l'opinion que l'on a de l'intéressé et de ses méthodes de gouvernance, mais aussi qu'elle que soit l'admiration que l'on puisse porter vis-à-vis de tous ces ukrainiens qui se sont levés pour plus de dignité et de liberté, la solution n'est pas qu'à Bruxelles, à Berlin ou Washington, elle est aussi et surtout à Moscou ! Les relations internationales ne sont pas qu'une pièce de théâtre médiatique, elles peuvent être aussi à la base de grandes tragédies historiques qui commencent toujours quand l'hubris et l'hégémon sont utilisés sans discernement. Plus que jamais sur l'ensemble de cette partie orientale de la Méditerranée, de la Mer Noire et de la Caspienne, il faut faire preuve de prudence et d'intelligence. Toutes les mèches sont en train de s'allumer sur de multiples barils de poudre qui rappellent à tout le monde que le temps long de l'Histoire est plus dimensionnant que le commentaire médiatique. Gare au coup de patte de l'ours s'il se sent acculé. Il peut se dresser pour grogner mais il peut aussi se défendre parce qu'il se sent attaqué sur l'intégrité de son territoire... La mise sous tension de l'ensemble des forces russes sur le front occidental pour des manœuvres d'envergure de la Baltique à la Mer Noire surprend tous les commentateurs sauf ceux qui connaissent bien Vladimir Poutine !

Maintenant, au-delà les discours romantiques et vertueux de la place Maïdan, avons-nous le courage d'aller réellement l'affronter sur les rives du Dniepr, nous qui n'avons même plus les moyens d'aller en Syrie, qui ne sommes pas capables de monter de véritables coalitions européennes pour traiter les crises africaines et qui nous confinons dans une velléité réduite aux plateaux télévisés ? Poutine le sait mieux que quiconque, il connaît parfaitement l'impuissance de nos puissances [23]. Il sait aussi que nous sommes dans une phase très délicate de déconstruction de l'ordre mondial issu de Yalta, et qu'il doit préserver ses capacités de manœuvre pour consolider l'avenir. Mais peut-il admettre pour autant l'offense et les germes de déstabilisation sous-jacents vis-à-vis de sa stratégie de restauration du rayonnement de la grande Russie ? La guerre n'est jamais une finalité en soi sans un but politique, mais une déstabilisation géopolitique légitime toujours une guerre. En Syrie, Poutine a réussi à mettre en « échec » le jeu des occidentaux et de leurs alliés du Golfe. Sur Kiev ces derniers viennent de pratiquer une manœuvre aventureuse pour « roquer [24] » les pièces maitresses du Kremlin. Désormais Poutine n'a plus le choix, il doit mettre l'Europe, et les actionnaires de cette opération Maïdan, en « échec et mat » en les divisant et en les effrayant, voire en les brutalisant afin qu'ils comprennent qu'il y a des limites à ne pas franchir... Il en va tout simplement de sa survie politique ! L'affrontement paraît inévitable et la bataille du Dniepr ne fait que commencer.

Plus

. **Voir le site de Xavier Guilhou** [Voir](#)

P.-S.

Spécialiste de la prévention des risques, du pilotage des crises et de l'aide à la décision stratégique. CEO XAG Conseil

Notes

[1] « Sonderweg » : « le chemin particulier de l'Allemagne »- cf. Jean Pierre Chevènement 1914-2014 « L'Europe sortie de l'Histoire ? » Fayard - déc. 2013

[2] cf. les actions menées par la fondation Freedom Zone et comment les Etats-Unis préparent les révolutions colorées : agoravox.tv/actualites/international/article/comment-les-usa-preparent-les-43719

[3] Suite à cette opération sur l'Ossétie du Sud et Abkhazie, 20% du territoire national géorgien est contrôlé par les forces russes. La Russie a reconnu l'indépendance de ces deux régions et a installé de nouvelles bases militaires dotées d'une forte présence militaire russe avec un armement lourd offensif. Cela signifie que la Russie est aujourd'hui à 50 kilomètres de la capitale géorgienne, Tbilissi.

[4] rfi.fr/emission/20130627-gazoduc-nabucco-verra-pas-jour

[5] fr.ria.ru/analysis/20080903/116530047.html

[6] south-stream.info/?L=1

[7] institut-thomas-more.org/fr/actualite/de-la-communaute-des-etats-independants-a-lunion-eurasienne-un-projet-russo-turcique.html

[8] nord-stream.com

[9] Voir Diploweb - Xavier Guilhou : « l'énigme syrienne » <http://www.diploweb.com/L-enigme-sy...>

[10] institut-thomas-more.org/fr/actualite/la-russie-leurope-et-le-gaz-une-guerre-de-lenergie-.html

[11] Cf. Les dernières rencontres entre le général Sissi et Vladimir Poutine sur l'aide à apporter à l'Egypte en substitution à celle des USA : rfi.fr/europe/20140213-russi-egypte-poutine-soutien-sissi

[12] « Fitna » signifie en arabe la division fr.wikipedia.org/wiki/Fitna

[13] Cf. Diploweb Xavier Guilhou : « Un islamisme séculier ? Au-delà des « révoltes », quel devenir pour le monde arabe » <http://www.diploweb.com/Un-islamism...>

[14] regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=167 la-croix.com/Religion/Actualite/Staline-a-voulu-la-fin-de-l-Eglise-greco-catholique-d-Ukraine-_NG_-2009-08-10-538085

[15] lefigaro.fr/international/2010/04/21/01003-20100421ARTFIG00458-la-flo-te-russe-reste-a-sebastopol-pour-trente-ans-.php

[16] fr.wikipedia.org/wiki/Marine_imp%C3%A9riale_de_Russie

[17] Cf. Edward Rutherford, « Russka » Les Presses de la cité 2008

[18] globalresearch.ca/the-bricso-vs-the-us-dollar-what-will-happen-to-the-global-economy-if-brics-announce-launch-of-new-currency/5353714

[19] Le ministre des affaires étrangères russe qui est en première ligne sur tous les fronts syriens, chypriotes, caucasiens, et ukrainiens
orientlejour.com/article/856193/lavrov-critique-ce-x-qui-voudraient-forcer-la-main-de-lukraine.html

[20] Cf. édito Xavier Guilhou : « Crash ou guerre ? » août 2012
[xavierguilhou.com/clients/guilhou/site_xavier.nsf/005546776102f9f0c1256d09002800c8/a44948df9340ad3cc125730900514c51/\\$FILE/Crash%20ou%20guerre.pdf](http://xavierguilhou.com/clients/guilhou/site_xavier.nsf/005546776102f9f0c1256d09002800c8/a44948df9340ad3cc125730900514c51/$FILE/Crash%20ou%20guerre.pdf)

[21] lemonde.fr/economie/article/2013/11/11/libre-echange-les-negociations-entre-les-etats-unis-et-l-europe-s-annoncent-longues_3511519_3234.html

[22] Cf. Pierre Miquel « Les poilus d’Orient » Fayard février 1998

[23] Cf. Bertrand Badie « L’impuissance de la puissance » chez Biblis sept 2013.

[24] [fr.wikipedia.org/wiki/Roque_\(%C3%A9checs\)](http://fr.wikipedia.org/wiki/Roque_(%C3%A9checs))

SOMMAIRE

- Devenir membre le mercredi 1er octobre 2014.
- L’Ukraine, une crise politique qui révèle les tensions qui traversent le continent européen par Philippe de SUREMAIN , le samedi 14 décembre 2013.
- Kiev défie Poutine par Xavier GUILHOU, le vendredi 28 février 2014.
- Géopolitique de Sébastopol par CASSINI, Kevin LIMONIER, le mardi 4 mars 2014.
- L’OSCE et la crise ukrainienne par Maxime LEFEBVRE, le samedi 26 avril 2014.
- Ukraine : géopolitique d’un Etat tampon par Patrice GOURDIN, le vendredi 2 mai 2014.
- Russie-Ukraine : de la guerre à la paix ? Entretien avec A. Arjakovsky par Antoine ARJAKOVSKY, Pierre VERLUISE, le samedi 12 juillet 2014.
- Qu’apprend la Transnistrie à l’Ukraine ? par Cyrille BRET, Florent PARMENTIER, le mercredi 3 septembre 2014.
- Quelle Guerre froide ? Du recyclage anachronique d’un concept par Pierre VERLUISE, le dimanche 9 novembre 2014.
- Russie et « Étranger proche » : retour sur une année dramatique par Laurent CHAMONTIN, le mardi 18 novembre 2014.
- Ex-URSS : la bataille des dépouilles de l’empire par Pierre VERLUISE, le samedi 12 avril 2014.

Géopolitique de Sébastopol

UNE ANALYSE CONSTRUITE SUR TROIS CARTES ET UN GRAPHIQUE

mardi 4 mars 2014, par CASSINI, Kevin LIMONIER

Trois cartes géopolitiques pour comprendre la situation en Crimée. Rattachée à l'Ukraine au moment de l'éclatement de l'Union Soviétique, la base navale de Sébastopol est aujourd'hui louée par la Russie aux termes d'un accord passé en 1994 et renouvelé en 2010, pour un bail courant jusqu'en 2042. Alors que la ville fait les gros titres de l'actualité depuis quelques jours, on peut s'interroger sur les motivations de la Russie à intervenir militairement en Crimée.

A L'EPOQUE soviétique, cette péninsule au cœur de la mer Noire faisait office de véritable arsenal face à la Turquie et à l'Alliance atlantique (**carte 1**).

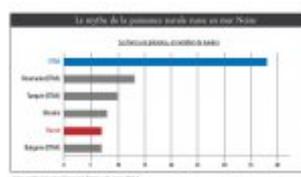


Carte de la Crimée dans les années 1980

L'arsenal soviétique face à l'OTAN. Cliquer pour agrandir

En cas de guerre, le contrôle de cette mer fermée devait être l'un des premiers objectifs à atteindre par le pacte de Varsovie afin de garantir la sécurité des côtes soviétiques et de permettre le ravitaillement des troupes qui fondraient sur le sud de l'Europe.

Mais aujourd'hui, cette puissance militaire n'est plus qu'un lointain souvenir. Le rapport de force maritime actuel en mer Noire est largement en faveur des pays membres de l'OTAN (**cf. graphique**).



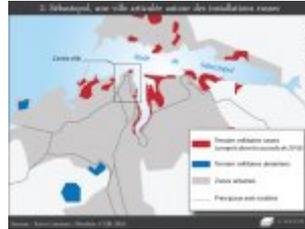
Les forces navales en mer noire

Cliquer pour agrandir

Les motivations de la Russie à intervenir en Crimée et à Sébastopol sont davantage liées à l'histoire de cette ville et de ce qu'elle représente dans l'imaginaire collectif

russe qu'à des intérêts géostratégiques.

Fondée en 1783 par l'impératrice Catherine II afin d'asseoir au sud la domination maritime russe face à l'empire ottoman, Sébastopol est une ville qui demeure bâtie autour de ses bases navales (**carte 2**), et qui incarne une certaine vision de l'héroïsme national.



Carte du port de Sébastopol

Une ville articulée autour des installations militaires russes.
Cliquer pour agrandir.

En 1853, ce port militaire intégra une première fois l'imaginaire patriotique lorsqu'une coalition franco-britannique l'assiégea trois ans durant. Entrée dans la légende grâce aux « Récits de Sébastopol » de Léon Tolstoï, la ville devint le symbole du sacrifice du peuple russe. Un siècle plus tard l'histoire bégaya, cette fois de manière bien plus terrible.

Assiégée pendant une année entière par les armées du IIIe Reich, Sébastopol fut rasée à 95% et donna lieu à l'une des batailles les plus terribles de la Seconde Guerre mondiale. Honorée du titre de « ville héros », le sacrifice de Sébastopol est aujourd'hui encore intensément célébré. La ville devint l'égale de Stalingrad ou de Leningrad et, preuve de ce qu'elle représentait désormais dans l'imaginaire collectif, Staline lui-même dut revenir sur sa décision de reconstruire la ville sur un plan d'aménagement nouveau. Sébastopol fut reconstruite à l'identique.

Dans ce véritable musée à ciel ouvert (**carte 3**), où les uniformes et drapeaux russes se rencontrent à chaque coin de rue, on se dit sébastopolitain avant de se dire russe ou ukrainien.



Carte du centre ville de Sébastopol

Un musée à ciel ouvert en l'honneur de la

marine russe. Cliquer
pour agrandir.

L'intervention russe doit être vue comme la volonté de Moscou de s'afficher en sauveur de cette mythologie impériale, dont se nourrit depuis plusieurs années la rhétorique poutinienne.

Pour les organisations anti-Maïdan qui dominent désormais le Conseil Municipal, **Sébastopol demeure en effet l'incarnation d'une destinée commune à tous les peuples d'un empire désormais disparu, et dont la geste se raconte en russe.** Bien plus que pour défendre des intérêts militaires, l'intervention russe doit être vue comme la volonté de Moscou de s'afficher en sauveur de cette mythologie impériale, dont se nourrit depuis plusieurs années la rhétorique poutinienne.

Cette perspective permet de replacer l'intervention russe en Ukraine dans un contexte où les notions d'histoire et d'identité sont centrales, en cela qu'elles structurent une grande partie de l'action de la Russie dans son « étranger proche ».

Copyright Mars 2014-Limonier-Cassini/Diploweb.com

Plus



Dossier géopolitique de Sébastopol, pdf

Texte, cartes,
graphique. Cliquer pour
télécharger

P.-S.

Cassini est un cabinet de conseil spécialisé dans l'analyse géopolitique et l'expertise cartographique. Kevin Limonier : chercheur à l'Institut Français de Géopolitique, enseignant à l'université Paris 8 et à l'université russe d'Etat des sciences humaines (RGGU).

SOMMAIRE

- Devenir membre le mercredi 1er octobre 2014.
- L'Ukraine, une crise politique qui révèle les tensions qui traversent le continent européen par Philippe de SUREMAIN , le samedi 14 décembre 2013.

- Kiev défie Poutine par Xavier GUILHOU, le vendredi 28 février 2014.
- Géopolitique de Sébastopol par CASSINI, Kevin LIMONIER, le mardi 4 mars 2014.
- L'OSCE et la crise ukrainienne par Maxime LEFEBVRE, le samedi 26 avril 2014.
- Ukraine : géopolitique d'un Etat tampon par Patrice GOURDIN, le vendredi 2 mai 2014.
- Russie-Ukraine : de la guerre à la paix ? Entretien avec A. Arjakovsky par Antoine ARJAKOVSKY, Pierre VERLUISE, le samedi 12 juillet 2014.
- Qu'apprend la Transnistrie à l'Ukraine ? par Cyrille BRET, Florent PARMENTIER, le mercredi 3 septembre 2014.
- Quelle Guerre froide ? Du recyclage anachronique d'un concept par Pierre VERLUISE, le dimanche 9 novembre 2014.
- Russie et « Étranger proche » : retour sur une année dramatique par Laurent CHAMONTIN, le mardi 18 novembre 2014.
- Ex-URSS : la bataille des dépouilles de l'empire par Pierre VERLUISE, le samedi 12 avril 2014.

L'OSCE et la crise ukrainienne

samedi 26 avril 2014, par Maxime LEFEBVRE

Dans la crise ukrainienne, quel est le rôle de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe ? Le Représentant permanent de la France auprès de l'OSCE répond en cinq points. Puis il ouvre le débat : l'OSCE va-t-elle devenir l'enceinte où se traitent les différents avec la Russie ? Voici un document de référence sur une organisation trop souvent méconnue.

AVANT la crise ukrainienne, l'OSCE était une organisation un peu dormante, prise entre les débats ronflants sur la « communauté de sécurité » (grand thème du sommet d'Astana de 2010) et la réalité d'un fossé croissant entre les Occidentaux d'une part, la Russie et de rares affidés d'autre part. La crise en Ukraine a remis cette organisation au centre du jeu, sans en faire autre chose qu'un mécanisme dans les rouages compliqués de la géopolitique européenne.

Une organisation unique dans l'architecture de sécurité européenne

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe est un produit de la guerre froide, et plus précisément de la période de la détente, où il était question d'amorcer un dialogue est-ouest en Europe (1973-1975). L'Acte d'Helsinki de juillet 1975, avec ses dix principes (le « décalogue »), a été à l'époque un « big deal », confirmant les frontières issues de la Seconde guerre mondiale (demande soviétique), et faisant accepter les principes des droits de l'homme (demande occidentale), qui ont été au fondement de l'ingérence occidentale dans la situation des pays de l'Est (cf. les « Helsinki watch », ancêtre de *Human rights watch*). Pour certains, le processus de la CSCE a apporté une contribution non négligeable à la défaite finale du camp soviétique dans la guerre froide.

Après la fin de la guerre froide, l'OSCE (la « conférence » est devenue « organisation » en 1994) a connu un fort développement. Les engagements d'Helsinki ont été étendus (Charte de Paris sur la sécurité en Europe). Des instruments de maîtrise des armements ont été mis au point (traité de désarmement sur les forces conventionnelles en Europe, document de Vienne sur les mesures de transparence et de confiance, traité « ciel ouvert » permettant le survol des Etats parties). Des « structures autonomes » ont été mises en place (Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme à Varsovie, Haut Commissaire aux minorités nationales, Représentante pour la liberté des médias, Cour de conciliation et d'arbitrage). Des missions se sont déployées sur le terrain.

L'OSCE est une organisation légère, presque fragile, plastique et traversée de tensions politiques.

Malgré cette montée en puissance, l'OSCE reste une organisation légère, presque fragile, plastique et traversée de tensions politiques. Elle n'a pas la personnalité juridique. Son budget est dérisoire (moins de 150 millions de dollars, un millième du budget de l'Union européenne). Son effectif est faible (300 personnes dans le siège des institutions, à Vienne, Varsovie et La Haye). Sa structure est éclatée, comprenant, outre les institutions, une quinzaine de missions ou de bureaux de terrain (Europe orientale, Caucase, Asie centrale, Balkans).

Le territoire couvert par l'OSCE est immense : **57 Etats participants de Vancouver à Vladivostok**, le dernier Etat admis étant la Mongolie ; à quoi s'ajoutent 11 pays partenaires (6 au sud de la Méditerranée, 5 en Asie - le Japon mais pas la Chine). L'OSCE offre une lecture particulière de la géopolitique européenne, qui est l'héritage de la guerre froide (la dimension est-ouest, OTAN contre pacte de Varsovie) et de l'Empire soviétique (d'où la présence de l'Asie centrale). En même temps, c'est une organisation qui a sa spécificité et son utilité par rapport aux organisations « occidentales » (UE, OTAN) ou au Conseil de l'Europe, qui ne comprend « que » 47 Etats membres. **C'est la seule enceinte multilatérale en Europe où parlent à la même table, d'égal à égal, les Etats-Unis et la Russie.**



Maxime Lefebvre

Ambassadeur, Représentant permanent de la France auprès l'OSCE

Le rôle de l'OSCE dans la crise ukrainienne

L'OSCE a été mobilisée dans la crise ukrainienne de cinq manières différentes.

L'OSCE est d'abord un forum, une enceinte pour **dialoguer et échanger**. C'est

l'héritage de la CSCE, qui n'était au départ qu'une conférence. Les ambassadeurs se réunissent chaque semaine dans deux formats différents : le conseil permanent pour traiter des questions politiques, le forum de coopération en matière de sécurité pour traiter des questions militaires. L'Union européenne s'exprime d'une seule voix, ce qui oblige les pays européens à se concerter en amont pour définir des positions communes, a l'avantage de réduire le temps du débat au conseil permanent (d'autant qu'une bonne dizaine de pays en moyenne ont l'habitude de s'aligner sur l'intervention de l'UE), et n'empêche pas de temps en temps les délégués nationaux de l'UE de prendre la parole, quand ils en éprouvent la nécessité.

Dans le cas de la crise ukrainienne, l'OSCE a eu **une fonction tribunicienne**, amenant l'Ukraine et les Occidentaux (Etats-Unis, UE) à dénoncer la violation par la Russie des principes fondateurs du droit international, de l'Acte d'Helsinki et de la Charte des Nations Unies (non recours à la force, respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats). Comme à l'ONU, cette dénonciation s'est étendue de l'univers (plus ou moins) feutré des réunions diplomatiques à des polémiques publiques, en particulier de la part des Etats-Unis et de la Russie.

Le deuxième rôle de l'OSCE est celui d'**une force de médiation**. L'OSCE est impliquée dans différentes négociations en Europe (Transnistrie, Haut Karabakh, Géorgie). Elle est en général représentée par le pays en présidence (la Suisse depuis le 1er janvier 2014, et pour un an), sauf dans le cas du Haut Karabakh (format particulier du « groupe de Minsk » et des trois coprésidents français, américain et russe). La fonction de Secrétaire général (actuellement l'Italien Lamberto Zannier) est plus faible à l'OSCE qu'au Conseil de l'Europe, à l'OTAN ou à l'UE (« Haut Représentant ») : il est sous l'autorité de la présidence.

Le basculement de la crise interne vers une gestion internationale de la question ukrainienne.

Dès le début de sa présidence, la Suisse a cherché à s'imposer dans un rôle de médiateur dans la crise ukrainienne, qui n'était encore qu'une crise interne (le pouvoir de V. Ianoukovitch contre les manifestants du Maïdan). Mais Madame C. Ashton - Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité - cherchait aussi de son côté à jouer ce rôle de médiation, et finalement ce sont les trois ministres du « triangle de Weimar » (France, Allemagne, Russie) qui ont imposé le 21 février 2014 un accord entre le pouvoir et l'opposition ukrainienne, prévoyant le retour à la Constitution de 2004 et l'avancement des élections présidentielles à la fin 2014 au plus tard. **C'est la première fois depuis sa création que le « triangle de Weimar » se manifestait ainsi par un rôle actif et concret.** Même si l'accord (paraphé, dans sa version initiale, par un représentant de la Russie), est devenu caduc dès le lendemain, avec la poursuite des manifestations et la fuite puis la destitution de

V. Ianoukovitch, il a symbolisé le basculement de la crise interne vers une gestion internationale de la question ukrainienne.

La présidence suisse s'est emparée de ce « momentum » en nommant un « envoyé spécial » (le diplomate Tim Guldemann, ambassadeur de Suisse à Berlin), en proposant la création d'un « groupe de contact » (discours de M. Burkhalter, ministre suisse des affaires étrangères, au Conseil de sécurité de l'ONU), et en mobilisant tous les instruments de l'organisation pour stabiliser l'Ukraine (rôle du bureau de l'OSCE à Kiev pour lancer des projets concrets, rôle de la représentante pour la liberté des médias, rôle du BIDDH pour superviser les nouvelles élections). Avec l'escalade de la crise (soulèvement organisé de la Crimée, annexée par la Russie après un référendum hâtivement tenu le 16 mars 2014), la présidence suisse a cherché à mettre au point un groupe de contact à Vienne, où l'on a commencé à discuter du mandat d'une mission de stabilisation de l'OSCE. Finalement, sous la pression des Etats-Unis et de l'UE, qui ont décidé une stratégie de « riposte graduée » de sanctions contre la Russie, et sur fond de négociations continues entre les capitales, un accord a pu être trouvé le 21 mars 2014 à Vienne sur le déploiement d'une « mission spéciale de surveillance » de l'OSCE en Ukraine, ne couvrant pas explicitement la Crimée. C'est le premier accord dans la phase internationale de la crise, et le premier pas dans la désescalade.

Le troisième rôle de l'OSCE tient aux **instruments de maîtrise des armements et aux mesures de confiance**. Cette dimension de l'OSCE, qu'on appelle parfois « première dimension » ou « première corbeille » (par rapport à la deuxième dimension, économique, et à la troisième, humaine), est en crise depuis plusieurs années, reflétant les blocages du processus de désarmement au niveau mondial. La Russie a suspendu en 2007 l'application du traité sur les forces conventionnelles en Europe, et l'OTAN a suspendu à son tour le traité vis-à-vis de la Russie en 2011. Malgré cela, la première dimension n'est pas « morte », et la crise ukrainienne l'a montré. Le traité « ciel ouvert » de 1992, qui permet le survol réciproque des Etats parties, est toujours d'application, et des survols ont pu être effectués normalement durant la crise ukrainienne. Le « document de Vienne » sur les mesures de confiance et de sécurité, dont la négociation remonte à la guerre froide, comprend des dispositions diverses qui ont été mobilisées par les Occidentaux : inspections demandées par un Etat hôte sur son territoire (l'Ukraine), inspections demandées dans un Etat tiers (les Occidentaux en Russie), demande de consultations à un Etat pour rendre compte d'activités inhabituelles (les Occidentaux vis-à-vis de la Russie). La Russie a critiqué un certain acharnement occidental, poussé par les Etats-Unis, elle s'est justifiée avec des arguments souvent de mauvaise foi, mais elle n'a jamais remis en question la validité de ces mécanismes de confiance. C'est au moins quelque chose qui a pu être sauvé dans le choc énorme que représente cette crise pour le système de la sécurité européenne.

Un quatrième rôle de l'OSCE est l'**activité concrète et opérationnelle de ses**

structures exécutives, qui jouissent d'une large autonomie dans le système OSCE. A partir du moment où l'OSCE a été clairement investie, grâce au leadership de la présidence suisse, d'un rôle dans la crise, tous les moyens opérationnels de l'organisation ont été mobilisés. Le BIDDH a lancé une mission d'évaluation sur la situation des droits de l'homme, et une mission d'observation électorale pour superviser les élections présidentielles prévues le 25 mai 2014. La Représentante pour la liberté des médias, Dunja Mijatovic (Bosniaque), s'est rendue plusieurs fois en Ukraine, y compris en Crimée, pour suivre cet aspect des choses. La commissaire aux minorités nationales, Astrid Thors (finlandaise), s'est elle aussi enquis de la dimension interethnique, et s'est en particulier alarmée de la situation des Tatars de Crimée. Par des visites de terrain, des rapports, des prises de position publiques, ces institutions exercent un droit de regard qui est d'une certaine façon celui de la communauté internationale. Leurs critiques et leurs recommandations ont beaucoup plus de poids que celles des Occidentaux, car elles tirent leur légitimité de la configuration très inclusive de l'organisation et des principes et des engagements auxquels ont souscrit tous les pays participants dans le passé (même si certains ont tendance à les oublier ou à les négliger aujourd'hui).

Le cinquième et dernier rôle de l'OSCE est celui de sa **présence de terrain**. L'OSCE a une quinzaine de missions de terrain dans des zones qui se caractérisent par leur instabilité : les Balkans, l'Europe orientale, le Caucase, l'Asie centrale. En Ukraine, la « mission » est devenue un bureau de coordination de projets, l'Ukraine ayant souhaité, comme beaucoup de pays de l'OSCE, réduire la tutelle et le droit de regard que pourraient incarner ces missions un peu trop intrusives à leur goût. Mais ce bureau a pu lancer, au moment de la montée en puissance de la crise, un projet de « dialogue national » qui a en fait été l'embryon de la mission spéciale de surveillance. Celle-ci a pu commencer à se déployer dès le lendemain de l'accord du 21 mars 2014. Très vite, un premier palier de **100 observateurs de terrain**, déployés sur tout le territoire ukrainien (mais en pratique **pas en Crimée, barrée par les forces russes**), a été atteint. La mission, dont le mandat couvre une période initiale de 6 mois, a vocation à rester sur le terrain au-delà de cette durée et pourra monter jusqu'à 500 observateurs. Son mandat dépasse la simple observation, car elle a aussi un rôle de stabilisation, de mesures de confiance, de veille en matière de droits de l'homme et de relations interethniques. C'est pourquoi, l'accord de Genève du 17 avril 2014, négocié entre Etats-Unis, Russie, Ukraine et UE, en pleine escalade des tensions du fait du soulèvement « spontané » des régions orientales de l'Ukraine, confie à la mission de surveillance la mise en œuvre de nombreuses mesures de désescalade (désarmement des milices, évacuation des bâtiments publics, etc.). C'est à travers cette mission de l'OSCE que se cristallise un début d'accord pour tenter de réduire les tensions géopolitiques et idéologiques entre Occidentaux et Russes en Ukraine.

L'OSCE a-t-elle un avenir après la crise ukrainienne ?

Il y a longtemps qu'on percevait le retour d'une dialectique de confrontation avec la Russie.

La crise ukrainienne est loin d'être terminée. Il est probable qu'elle continuera d'accaparer une bonne part de l'attention à l'OSCE. Quelle que soit l'évolution des choses (une rechute dans la confrontation, un accord solide sur l'avenir de l'Ukraine, ou simplement une stabilisation mal assurée), quelques défis vont se poser de toutes les façons à cette organisation.

Il y a longtemps qu'on percevait le retour d'une dialectique de confrontation avec la Russie. Ce n'est sans doute pas le retour à la CSCE de l'époque de la guerre froide, mais il est de fait qu'il est de plus en plus difficile de s'entendre sur des principes communs, tant la Russie bafoue de plus en plus les engagements pris, aussi bien ceux de la sécurité collective (non recours à la force, respect de l'intégrité territoriale des Etats) que ceux au titre des droits de l'homme. En même temps, l'existence d'une enceinte inclusive où l'on peut à la fois dialoguer, échanger, et s'entendre sur des accords et des coopérations de portée limitée, montre précisément son utilité dans une telle période de tensions. **L'OSCE va peut-être devenir de plus en plus l'enceinte où se traitent les différends avec la Russie** : tensions politico-militaires, sécurité énergétique, différences de conception sur les intégrations économiques régionales, question des droits de l'homme, etc.

Il faut aussi s'interroger sur la manière de gérer la Russie et les complexités de l'espace postsoviétique.

A l'OSCE, l'Occident représente une force écrasante : une quarantaine de pays en comptant les membres de l'OTAN et de l'UE et les « like minded » (Suisse, Monaco, Andorre, Balkans occidentaux, Moldavie, Géorgie, etc.). Mais la Russie est une force avec laquelle il faut compter, et elle n'est pas complètement isolée. Dans la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies condamnant le coup en Crimée, **deux pays ont voté contre avec la Russie (Arménie et Biélorussie), et huit se sont abstenus ou n'ont pas pris part au vote (Asie centrale, Mongolie, Serbie, Bosnie)**. La montée des tensions avec la Russie se traduit par une **remobilisation de l'OTAN** (et du leadership américain) dans la sécurité européenne, en particulier au titre des engagements de la défense collective (article 5 du traité de Washington). Mais il faut aussi s'interroger sur la manière de gérer la Russie et les complexités de l'espace postsoviétique. **Pour l'OTAN, mais aussi pour l'UE qui avait beaucoup misé sur la politique du « partenariat oriental », un détour par la case OSCE peut devenir plus utile.**

L'OSCE peut-elle pour autant redevenir le terrain de rencontre des contraires, le berceau de nouveaux « big deals » comme celui de l'Acte d'Helsinki ? Si la crise ukrainienne s'apaisait et trouvait un début de solution, il faudrait songer à revisiter les principes communs qui ont fondé l'organisation, pour tenter de les réaffirmer et de les refonder. A défaut d'une telle ambition, il faudrait au moins réussir à s'entendre sur des mesures utiles de coopération et de confiance, sur des principes de coexistence. L'ébranlement par la crise ukrainienne des fondations de la « maison commune » (comme l'a un jour appelée M. Gorbatchev) est tel cependant que tout mouvement de rapprochement des intérêts et des positions sera entravé par des réactions de défiance et de rejet. Le défi sera long à relever.

Manuscrit clos le 24 avril 2014

Copyright Avril 2014-Lefebvre/Diploweb.com

Plus

. Déclaration des chefs d'Etat et de gouvernement du G7 sur l'Ukraine, 26 avril 2014, [sur le site de l'Elysée](#)

. Maxime Lefebvre, *La construction de l'Europe et l'avenir des nations*, éd. A. Colin (2013)

Ce livre a été présenté sur le Diploweb par le Professeur Serge Sur

La 4e de couverture rédigée par l'éditeur

L'Europe ne peut être comprise sans prendre en compte la diversité et l'identité des nations qui la composent. La crise de la zone euro, l'importance toujours redécouverte de la relation franco-allemande sont là pour le montrer. Les différences entre la latinité et la germanité, entre le nord et le sud, entre l'est et l'ouest, entre les grands et les petits pays sont toujours bien présentes malgré l'approfondissement de la construction européenne depuis plus d'un demi-siècle.

L'Europe ne se fera pas contre, mais avec les nations. Elle ne peut ni se transformer en État fédéral, ni se déterminer uniquement en fonction de la mondialisation, des Nations Unies ou de l'Occident. Elle ne sortira de ses difficultés actuelles que si elle parvient à réinventer la coexistence de ses nations et à renforcer sa cohésion, en particulier à partir de l'union monétaire. En remettant les nations au cœur de la réflexion, cet ouvrage livre de nouvelles perspectives, pleines d'espoir pour le projet européen.

Voir le livre de Maxime Lefebvre, *La construction de l'Europe et l'avenir des nations* sur le site des éditions Armand Colin.

P.-S.

Ambassadeur, Représentant permanent de la France auprès de l'OSCE. Professeur à Sciences Po. Maxime Lefebvre vient de publier « La construction de l'Europe et l'avenir des nations » (A. Colin).

SOMMAIRE

- Devenir membre le mercredi 1er octobre 2014.
- L'Ukraine, une crise politique qui révèle les tensions qui traversent le continent européen par Philippe de SUREMAIN , le samedi 14 décembre 2013.
- Kiev défie Poutine par Xavier GUILHOU, le vendredi 28 février 2014.
- Géopolitique de Sébastopol par CASSINI, Kevin LIMONIER, le mardi 4 mars 2014.
- L'OSCE et la crise ukrainienne par Maxime LEFEBVRE, le samedi 26 avril 2014.
- Ukraine : géopolitique d'un Etat tampon par Patrice GOURDIN, le vendredi 2 mai 2014.
- Russie-Ukraine : de la guerre à la paix ? Entretien avec A. Arjakovsky par Antoine ARJAKOVSKY, Pierre VERLUISE, le samedi 12 juillet 2014.
- Qu'apprend la Transnistrie à l'Ukraine ? par Cyrille BRET, Florent PARMENTIER, le mercredi 3 septembre 2014.
- Quelle Guerre froide ? Du recyclage anachronique d'un concept par Pierre VERLUISE, le dimanche 9 novembre 2014.
- Russie et « Étranger proche » : retour sur une année dramatique par Laurent CHAMONTIN, le mardi 18 novembre 2014.
- Ex-URSS : la bataille des dépouilles de l'empire par Pierre VERLUISE, le samedi 12 avril 2014.

Ukraine : géopolitique d'un Etat tampon

vendredi 2 mai 2014, par Patrice GOURDIN

Dans l'est de l'Ukraine, les forces ukrainiennes ont lancé une opération militaire tôt ce 2 mai sur un symbole des séparatistes pro-russes, la ville de Slaviansk.

Dans ce contexte, voici une magistrale étude géopolitique de l'Ukraine, à la fois solidement documentée, puissamment pensée et clairement écrite. Elle fera grincer des dents parce qu'elle déconstruit des discours et éclaire des stratégies tout en pointant des insuffisances, mais elle fera référence. Bonne lecture.

VLADIMIR POUTINE, l'instigateur des massacres en Tchétchénie (y compris des Russes résidant à Grozny) et de la violation de l'intégrité territoriale de la Géorgie, s'en prend aujourd'hui à l'Ukraine. L'exacerbation des rivalités pour le pouvoir sur ce territoire risque de mener à un affrontement sanglant entre Ukrainiens, susceptible de s'internationaliser. Certaines caractéristiques de ce pays, de ses habitants et de ses liens avec son principal voisin peuvent nous aider à comprendre.

L'Ukraine est un carrefour pluriculturel en proie à de graves difficultés économiques, sociales et politiques. Les habitants de la région ne maîtrisent plus leur destin depuis le XIIIe siècle. La population est hétérogène et la nation ukrainienne ressort comme plus potentielle que réelle. La Russie estime que le contrôle de ce pays est indispensable à la renaissance de sa puissance. Cela divise tant les Ukrainiens que la communauté internationale. Les tenants d'une Ukraine indépendante conservant son intégrité territoriale se trouvent aujourd'hui réduits à la même impuissance.



I - L'UKRAINE, OU LES APPARENCES MATÉRIELLES D'UNE PUISSANCE

A priori, l'Ukraine détient des atouts naturels, mais un examen critique en montre les limites.

Avec une superficie de 577 400 km² (603 550 km² moins la Crimée, perdue le 20 mars 2014 après la ratification par la Douma du traité de rattachement à la Russie de cette région et de la ville de Sébastopol) [1], l'Ukraine bénéficie d'une taille importante à l'échelle européenne (Russie exclue). Constitué principalement par une fraction de l'immense plaine qui s'étend d'Allemagne en Russie d'Europe, le relief n'est guère accidenté. Le vaste plateau de Volhynie-Podolie, à l'ouest, n'atteint pas 500 m d'altitude. Quant aux montagnes, moyennement élevées - Carpates à l'ouest (culminant au mont Hoverla, 2 061 m), Crimée au sud (ce prolongement de la chaîne du Caucase ne dépassant pas ici 1 500 m) -, elles se trouvent à la périphérie. Aucun obstacle naturel ne protégea les régions prospères des convoitises des voisins et du passage des hordes. Composé d'une côte basse et sableuse (exception faite de la Crimée), le littoral, contrôlé par le khanat des Tatars puis les Turcs, demeura longtemps inaccessible. Conquis par les Russes à la fin du XVIII^e siècle, il n'échut donc que tardivement à l'Ukraine. Aussi, avec la perte de la Crimée et celle, possible, des régions de l'est et du sud, renouerait-elle avec l'enclavement, ce qui ne pourrait qu'accentuer ses difficultés économiques.

Kiev, sa capitale, fondée aux alentours du Ve siècle, idéalement placée au centre du pays, occupe un site éminemment favorable : un carrefour aisé à défendre. Elle fut édifiée sur des collines surplombant le Dniepr, non loin du confluent avec la Desna et s'étendit progressivement sur les deux rives du fleuve, segment clé de la route de l'ambre. Ajoutant au commerce les fonctions de commandement politique, religieux et intellectuel, elle acquit une importance considérable au Xe siècle en devenant la capitale de la Rus, mais elle déclinait déjà lorsque les Mongols la détruisirent en 1240. Elle recouvra un rôle de premier plan avec l'affermissement de la domination russe, consécutif à l'échec de la révolte du Cosaque Khmel'nitski, en 1654. Après cette date, elle redevint une grande cité prestigieuse, mais au cœur d'une contrée qui demeura dépendante de Moscou jusqu'en 1991. Sa physionomie actuelle résulte essentiellement des aménagements de la période stalinienne - avant et après la Seconde Guerre mondiale -, même s'il y eut des ajouts sous Leonid Brejnev et depuis l'indépendance.

Hormis le sud, qui jouit d'un climat méditerranéen, le pays se trouve dans l'aire du climat continental, mais dans sa nuance tempérée, ce qui favorisa l'installation humaine et les activités agricoles. Ces dernières bénéficient en outre d'une excellente hydrographie, exception faite pour la Crimée, déficitaire en eau. Le pays est traversé ou bordé par plusieurs fleuves qui se jettent dans la mer Noire : le Dniepr, au centre, qui parcourt le pays du nord au sud, le Dniestr à l'ouest, le Boug méridional au sud-ouest et

la rive gauche du delta du Danube, au sud. À l'est, le Donets, un affluent du Don, débouche sur la mer d'Azov. Cette eau abondante combinée à la très grande fertilité des sols (tchernoziom et lœss dominant) explique la présence de cultures sur plus de la moitié de la superficie du pays, avant tout dans la partie centrale, mais aussi dans les provinces orientales de Dnipropetrovsk et de Kharkiv. Les régions qu'occupe aujourd'hui l'Ukraine furent des greniers à blé des siècles durant, du moins lorsqu'elles étaient épargnées par les guerres, dont leurs richesses furent souvent un des enjeux. Le pays demeure un important producteur agricole : 16 millions de tonnes de blé (8e rang mondial, 2,4% de la production mondiale, 5% des exportations mondiales), 21 millions de tonnes de maïs (8e rang mondial, 2,4% de la production mondiale, 16% des exportations mondiales), 11 millions de tonnes de graines de tournesol (1er rang mondial, 50% de la production mondiale), 18,4 millions de tonnes de betteraves à sucre (5e rang mondial, 6,8 % de la production mondiale) et 19 millions de tonnes de pommes de terre (5e rang mondial, 5,9 % de la production mondiale). Lorsque le sol n'est ni exploité ni urbanisé, la steppe boisée le recouvre, hormis au sud, moins humide, où l'on trouve la steppe au sens propre, c'est-à-dire exclusivement herbeuse. Celle-ci constituait le domaine par excellence des nomades et sa bordure septentrionale marqua durant de longs siècles la frontière avec les populations sédentaires slaves. Les Russes colonisèrent tardivement cette steppe : à l'issue des conquêtes réalisées sous le règne de Catherine II (1762-1796).

Le sous-sol de l'Ukraine renferme des matières premières qui fondèrent l'industrialisation précoce (activités de transformation de type proto-industriel dès le XVIIIe siècle) et massive de la région. La production de charbon - à usage thermique - du bassin du Donets a diminué de moitié (88 Mt, 11% de la production mondiale) depuis l'indépendance (1991) et ne dispense pas le pays d'importer du coke pour son industrie métallurgique. Le minerai de fer de la région de Kryvyï Rih (80,6 Mt, 2,7% de la production mondiale) engendra une sidérurgie puissante, aujourd'hui en pleine régression (33 Mt d'acier, 2% de la production mondiale), tout comme les entreprises métallurgiques et mécaniques. Ajoutons du gaz naturel (90 Mds m³, 2,7% de la production mondiale), de l'uranium (900 t, 1,6% de la production mondiale) ou des minerais comme le manganèse (0,6 Mt, 3,9% de la production mondiale). Industries chimiques ou agro-alimentaires, usines textiles ou d'armements, l'ensemble du secteur secondaire - avant tout localisé dans la partie orientale du pays et autour de Kiev - accuse une dépendance énergétique totale vis-à-vis Russie. Une entreprise publique, Naftogaz, achète à la Russie le gaz naturel indispensable pour le commercialiser ensuite. L'aménagement hydroélectrique des fleuves ne permet pas d'assurer plus de 5% de la production totale d'électricité. Depuis 1991, les gouvernements successifs ont tenté d'assurer l'indépendance énergétique par la mise en valeur des réserves nationales d'hydrocarbures. Mais le déficit budgétaire et l'instabilité politique détournent les investisseurs, tant nationaux qu'étrangers, hormis les... Russes !

Prospère avant l'industrialisation et durant la première révolution industrielle, l'Ukraine

était la première région économique de l'Empire russe avant la Première Guerre mondiale et la principale destinataire des investissements occidentaux dans ce pays. Elle produisait la moitié des céréales, 80% des betteraves à sucre, possédait l'essentiel du cheptel du pays, assurait 90% des exportations de blé, 19% de la production industrielle nationale (déjà avec prépondérance de l'industrie lourde et sucrière, au détriment de l'industrie de biens de consommation, notamment le textile) ; le bassin du Donets extrayait 70% du charbon et la région de Kryvyï Rih 75% du minerai de fer russes. En dépit des ravages occasionnés par deux guerres totales, une guerre civile et l'impitoyable volontarisme stalinien, la république d'Ukraine produisait un quart de la "richesse" de l'Union soviétique. Mais aujourd'hui, du fait de son obsolescence et de ses liens étroits avec la Russie, cet héritage matériel ne vaut plus grand-chose. Pire, il entrave le développement du pays : marché russe comme principal voire unique débouché, chantage russe permanent à la fourniture de gaz, attractivité quasi nulle pour les capitaux occidentaux, finances exsangues interdisant d'investir pour pallier l'obsolescence des équipements et des activités. Cela s'appelle une impasse. Pourtant, Kiev dispose d'universités et de centres de recherche de qualité qui pourraient fournir à un coût raisonnable la main-d'œuvre qualifiée et hautement qualifiée indispensable à la modernisation du pays. Cela s'appelle du gâchis.

L'Ukraine répond aux critères définissant un "pivot géopolitique".

Le territoire de l'Ukraine occupe une partie de l'isthme européen septentrional qui relie la mer Baltique et la mer Noire (par le bassin du Dniepr), ainsi que la mer Baltique et la mer Caspienne (par le bassin de la Volga). Il se trouve donc en situation de carrefour, sur le plan tant économique que culturel ou stratégique. Le contrôle des échanges entre la Scandinavie, (bois, peaux et ambre, principalement) et l'Asie - par l'intermédiaire de l'Empire byzantin - (cire d'abeille, miel, soieries et or, pour l'essentiel) fonda sa prospérité, son rayonnement et sa puissance sous la dynastie des Riourikides. Au IXe siècle, les Varègues, des Vikings qui se livraient au commerce, à la piraterie et au mercenariat, prirent le contrôle du bassin du Dniepr, soumettant les Slaves orientaux qui l'occupaient depuis le IVe siècle. Leur chef, Riourik (?-879) possédait Novgorod et son fils, Oleg le Sage (882-912), fonda la dynastie qui régna jusqu'au XIIIe siècle sur ce qui devint la principauté de Kiev au Xe siècle. En 980, le prince Vladimir Ier Sviatoslavitch, prit le titre de grand prince de Kiev et fit de cette ville la capitale de son royaume en 988. Il se convertit alors au christianisme de rite byzantin. Cela renforça les liens entre la région et le monde grec ainsi qu'avec le monde européen occidental. Mais l'avantage conféré par la situation de carrefour suscitait bien des convoitises : le contrôle de cet État prospère stimula rivalités internes (favorisées par le système successoral : fondé sur le principe de frère à frère, il engendra de longs et violents conflits entre oncles et neveux) et ambitions étrangères. La dislocation territoriale débuta en 1169 et installa la route commerciale dans un état d'insécurité latent. Le sac

de Constantinople par les Croisés de la IV^e Croisade, en 1204, précipita la ruine du commerce du royaume de Kiev. Les Mongols, en s'emparant de la capitale en 1240, portèrent le coup de grâce et les échanges commerciaux par l'isthme européen septentrional cessèrent définitivement. La terre devint la seule source de richesse. Une partie de la population chercha refuge au nord, entre Rostov et Souzdal. Une autre fraction fuit en Galicie-Volhynie, à l'ouest, où elle fonda, en 1252, sous la direction des rescapés de l'élite kiévienne, un royaume qu'absorba la Pologne en 1352. Depuis le XIII^e siècle, la région, dépourvue d'une construction étatique forte capable d'assurer sa sécurité, pâtit de sa situation avantageuse. Disputée par les États voisins, elle subit le passage et/ou l'occupation de nombreuses armées. Sa partie centrale échappa longtemps à tout contrôle affermi, demeurant une zone de confins militaires (c'est l'un des sens du mot *oukraïna*) et de refuge pour des proscrits politiques, des persécutés religieux ou des hommes libres tentant d'échapper au servage. La portion du littoral de la mer Noire qu'elle possède actuellement, ne lui appartenait pas : elle fut conquise sur l'empire Ottoman par les Russes, qui la mirent ensuite en valeur. Odessa, Sébastopol et la Crimée sont donc pour Moscou des symboles de la gloire militaire et de la modernité impériales russes.

Ce rôle de zone tampon contribue à expliquer l'insigne faiblesse dont fait preuve ce grand corps malade qu'est l'Ukraine contemporaine.

L'Ukraine répond aux critères définissant un "pivot géopolitique". L'Américain Zbigniew Brzezinski, qui classe ce pays dans cette catégorie, propose cette dénomination pour « les États dont l'importance tient moins à leur puissance réelle et à leur motivation qu'à leur situation géographique sensible et à leur vulnérabilité potentielle, laquelle influe sur le comportement des acteurs géostratégiques. Le plus souvent, leur localisation leur confère un rôle clé pour accéder à certaines régions ou leur permet de couper un acteur de premier plan des ressources qui lui sont nécessaires. Il arrive aussi qu'un pivot géopolitique fonctionne comme un bouclier défensif pour un État ou une région de première importance. » (*Le grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde*, Paris, 1997, Bayard p. 74). Ce rôle de zone tampon contribue à expliquer l'insigne faiblesse dont fait preuve ce grand corps malade qu'est l'Ukraine contemporaine.

II - L'UKRAINE, OU LES APPARENCES D'UN PEUPLE

Dépourvue des bases matérielles de la puissance, l'Ukraine n'en affiche pas davantage les ressorts humains.

Avec 45 500 000 habitants (dont 2 800 000 à Kiev), l'Ukraine n'a pas la force du nombre. En outre, sa population régresse d'environ 0,35% par an : elle comptait 52 100 000 habitants en 1991. Et elle vient de subir l'amputation d'environ 2 millions de personnes avec la perte de la Crimée. Le taux de fécondité du pays a culminé en 1986 à

2,13 enfants par femme. Il chuta de manière vertigineuse jusqu'à 1,08 enfants par femme en 2001, pour remonter timidement jusqu'à la crise économique de 2008. Depuis cette date, il stagne aux alentours de 1,53 enfants par femme. La mortalité (15‰) l'emporte sur la natalité (11‰), ce qui entraîne un vieillissement de la population : seuls 14% des Ukrainiens ont moins de 15 ans.

En 2012, le PIB par habitant était de 3 971 dollars [2] (à peu près le même que celui de l'Albanie : 3 821 dollars) et l'indice de développement humain était de 0,740 (78e sur 187 pays évalués), comparable à celui de la Macédoine et à peine supérieur à celui de l'île Maurice. Une carte établie à partir des données 2013 fait, de plus, apparaître une fracture économique et sociale entre les 24 (25, moins la Crimée) régions administratives (*oblasts*) du pays (Mathilde Gérard, « Pourquoi l'est de l'Ukraine n'est pas la Crimée », *Le Monde*, 16 avril 2014). Avec un PIB par habitant supérieur à 6 000 euros par an, la capitale, Kiev (dont le statut administratif est particulier), affirme une prospérité que l'on ne retrouve nulle part ailleurs dans le pays. Cela illustre l'avantage en général conféré aux capitales par le cumul de l'excellence et des fonctions de commandement dans la plupart des domaines. Ensuite, six *oblasts* s'affichent en tête, avec un PIB par habitant compris entre 2 100 et 3 400 euros par an : Kiev, Kharkiv, Poltava, Donetsk, Dnipropetrovsk et Zaporijia. Mis à part celui de Kiev, ils se situent tous à l'est du pays, dans la partie la plus industrialisée du pays, qui assure aussi une part non négligeable de la production agricole (notamment celui de Poltava) et voisine la Russie. Cinq *oblasts* ont un PIB par habitant compris entre 1 600 et 2 100 euros par an : Lougansk, Tcherkassy, Mikolaïv, Odessa et Lviv. La moitié des *oblasts* (12), disposent de moins de 1600 euros par an. Parmi eux, tous ceux de l'ouest à l'exception de celui de Lviv, auxquels il faut rajouter ceux de Tchernihiv et Soumy au nord-est, Kirovohrad au centre, et Kherson au sud. La Crimée en faisait également partie, ce qui contribue à expliquer l'adhésion d'une partie de la population à son annexion par Moscou. La croyance aux lendemains qui chantent semble y avoir survécu à la chute de l'URSS. Toutefois, les scores électoraux ne résultent pas exclusivement de ces inégalités économiques régionales : bien que "favorisés", les électeurs des *oblasts* de Kiev, Poltava et Tcherkassy votent en faveur des pro-Occidentaux (majoritaires dans tous les *oblasts* de l'ouest), tandis que les "deshérités" des *oblasts* de Kherson et de Crimée apportent leurs suffrages aux pro-Russes (majoritaires dans tous les *oblasts* de l'est). Depuis l'indépendance, ces déséquilibres propulsent le thème de la décentralisation au cœur du débat politique. La Constitution adoptée en 1996, comme celles de 2004 et 2010, a consacré la centralisation de l'État ukrainien. Cela pose la question de la perception et de la redistribution des impôts et des taxes. Les habitants des régions relativement prospères de l'est, Donetsk et Dnipropetrovsk en tête, se montrent sensibles à la question des transferts, réputés leur être défavorables. Le Parti des Régions, fondé en 1997 et dirigé par Viktor Ianoukovitch, prenait la suite de partis qui militaient en faveur de la décentralisation et d'une plus grande maîtrise locale des ressources fiscales. Pourtant, lorsque ce dernier parvint au pouvoir, en 2010, il ne

modifia pas les institutions du pays sur ce point. La décentralisation apparaît comme un argument durant les campagnes électorales, mais les oligarques qui soutiennent les organisations porteuses de cette revendication n'y trouveraient qu'un intérêt tactique. En effet, ils contrôlent des entreprises du secteur minier et de l'industrie lourde, dépendantes de l'aide publique. De bonnes relations avec (ou le contrôle sur) le pouvoir central permettant de l'obtenir, il n'apparaîtrait pas utile d'affaiblir ce dernier. Ajoutons que les pouvoirs régionaux, d'une part, pourraient adopter des budgets plus conformes aux demandes des électeurs et, d'autre part, ne disposeraient pas forcément de moyens nécessaires à ces grandes entreprises.

Les habitants se dissocient en fonction de leur origine ethnique. L'élément slave domine largement, avec environ 70 à 80% d'Ukrainiens et 15 à 20 % de Russes, ainsi que des Biélorusses et quelques Polonais. En outre, il se trouve plusieurs groupes témoins de l'histoire mouvementée de la région : Moldaves et Bulgares, notamment. Auxquels il convenait d'ajouter les quelque 250 000 Tatars de Crimée jusqu'à ces dernières semaines (0,5 % de la population totale de l'Ukraine, mais plus de 10% de celle de la presqu'île). Hormis la marginalisation des Tatars, dont la solution n'est plus du ressort de Kiev, la principale question que pose cette hétérogénéité est celle du statut des citoyens ukrainiens d'origine russe. Depuis l'indépendance de l'Ukraine, en 1991, ces derniers constituent une minorité dont le sort fait l'objet de controverses et offre un champ infini aux manœuvres de déstabilisation comme aux actes d'ingérence. Agissements facilités par l'inégale répartition spatiale de cette minorité : peu voire pas du tout présente dans les régions occidentales du pays, elle se concentre avant tout dans les provinces méridionales et orientales, géographiquement les plus proches de la Russie. Cela résulte de deux raisons principales. D'une part, la conquête de la rive nord de la mer Noire (baptisée "Novorossia"-Nouvelle Russie) au XVIII^e siècle fut pérennisée par une politique active de colonisation, menée par des Russes. D'autre part, l'essor de l'industrie (sur les bassins du Donets et du Donbass) ainsi que du réseau ferré et de l'urbanisation qui l'accompagnaient reposa essentiellement sur des Russes.

Faute d'homogénéité ethnique et d'histoire commune, la langue constitue le fondement principal de l'identité nationale ukrainienne, ce qui en fait un sujet politiquement très sensible.

Cette diversité ethnique s'accompagne de la pratique de plusieurs langues, dont le nombre de locuteurs recoupe les effectifs humains. Quelques noyaux parlent le biélorusse, le moldave, le hongrois ou le polonais. Les éléments turcophones étaient localisés en Crimée. À partir d'un tronc commun slave oriental, trois langues émergèrent à une date indéterminée : le russe, le biélorusse et l'ukrainien. Longtemps exclusivement parlée (depuis la conversion de 988, la langue écrite savante était le slavon) la langue ukrainienne, fixée dans sa forme littéraire écrite par le poète et peintre Taras Chevtchenko (1814-1861), prédomine largement. Sa pratique fut tantôt

autorisée, tantôt interdite avec plus ou moins de rigueur. Faute d'homogénéité ethnique et d'histoire commune, la langue constitue le fondement principal de l'identité nationale ukrainienne, ce qui en fait un sujet politiquement très sensible. Les tensions résultent avant tout de ce que le russe est pratiqué par plusieurs millions de personnes, qui entendent continuer à en user alors que les nationalistes ukrainiens les plus radicaux tentent d'en faire interdire l'utilisation. Après plusieurs textes plus ou moins libéraux, l'ex-président Ianoukovitch avait fait adopter, en juillet 2012, une loi qui permettait de déclarer deux langues officielles dans les régions où une minorité linguistique dépassait les 10 %. Ainsi, le russe avait été déclaré deuxième langue officielle dans les régions d'Odessa, Kharkiv, Sébastopol, Dnipropetrovsk, ou encore Donetsk. Pour certaines villes de l'ouest du pays, le hongrois, le moldave et le roumain avaient également été déclarés langues officielles. Sous l'influence d'extrémistes nationalistes de droite qui exploitèrent l'exacerbation du sentiment anti-Ianoukovitch, le Parlement (la Rada) vota, le 23 février 2014, l'abrogation de ce texte. Même si le président de la Rada, Oleksander Tourchinov, qui est aussi le chef de l'État par intérim, opposa son veto à la promulgation ce texte polémique, le mal était fait : les pro-Russes et le Kremlin disposent désormais d'un redoutable argument pour susciter l'inquiétude des russophones et élargir le clivage entre ceux-ci et les ukrainophones. Or, les premiers sont essentiellement concentrés dans les parties orientale et méridionale du pays, celle qui jouxte la Russie et celle qui borde la mer Noire. Dans la mesure où nombre d'Ukrainiens pratiqu[ai]ent le russe et l'ukrainien, la querelle linguistique peut apparaître davantage comme une machine à susciter du clivage que comme un enjeu vital. Toutefois, lorsque l'on compare les cartes, celle qui coïncide le plus exactement avec celle des résultats électoraux est celle des aires ethnolinguistiques. La mouvance pro-russe remporte systématiquement la majorité des suffrages dans les 9 (8 sans la Crimée) *oblasts* où l'on pratique majoritairement voire exclusivement la langue russe depuis le XVIIIe siècle : Kharkiv, Lougansk, Dnipropetrovsk, Donetsk, Odessa, Mykolaïv, Kherson et Zaporijia. Les deux premiers incorporèrent l'empire russe sous Pierre Ier le Grand, en 1709. Les autres, conquis au détriment des Tatars et des Turcs ottomans, furent regroupés par Catherine II, sous le nom de "Nouvelle Russie", en 1764. L'utilisation de ce vocable dans les discours officiels russes depuis avril 2014 joue donc sur un souvenir historique et les observateurs seraient bien avisés de noter que cette année coïncide avec le 250e anniversaire de la décision de la Grande Catherine. Quelle preuve plus éclatante de la renaissance de la puissance russe que la réintégration de ce territoire dans la Fédération de Russie Vladimir Poutine pourrait-il administrer *urbi et orbi* ?

À ce litige linguistique s'ajoutent de fortes tensions religieuses héritées de l'histoire complexe de la région. Hormis quelques communautés juives et les Tatars de Crimée, musulmans sunnites, la plupart des Ukrainiens sont chrétiens de rite orthodoxe, ce qui explique que la religion, élément de dissociation essentiel vis-à-vis des Polonais, des Hongrois ou des Tatars, n'ait pas joué de rôle dans l'affirmation de l'identité ukrainienne

face aux Russes. Néanmoins, la discorde règne car les uns sont affiliés au patriarcat de Moscou, d'autres à celui de Kiev et certains font allégeance à Rome. Le grand prince de Kiev, Vladimir Ier Sviatoslavitch, qui convola à cette occasion avec la sœur de l'empereur Basile II, Anna Porphyrogénète, se convertit au christianisme byzantin en 988 et contraignit ses sujets à l'imiter. Cela lui valut de passer à la postérité sous le nom de Vladimir Ier *le Saint*. Après la disparition de la principauté de Kiev, en 1240, une grande partie de ses terres et de ses populations passèrent progressivement sous le contrôle du grand duché de Lituanie, tandis que le clergé orthodoxe se tournait vers le patriarcat de Moscou. Or, en 1385, par le traité de Krevo, la Pologne et la Lituanie s'unirent. Cette fusion s'accompagna de la conversion au christianisme romain du souverain du nouvel État, le prince lituanien Ladislas Jagellon, qui avait épousé la princesse Hedwige, héritière du trône de Pologne. L'ouest de l'Ukraine se polonisait, une partie des habitants se rallièrent à l'Église d'Occident ; mais l'est demeura fidèle au christianisme byzantin. Toutefois, au début du XVe siècle, l'Église orthodoxe d'Ukraine, qui disposait de sa propre hiérarchie, se détacha de Moscou. Les réformes religieuses du XVIe siècle se répercutèrent jusqu'aux confins européens. La Pologne catholique, plus étroitement liée encore à la Lituanie par l'Union de Lublin, conclue en 1569 face à la poussée russe, renforça son emprise sur les régions ukrainiennes. Elle offrit à la Compagnie de Jésus une base arrière pour mener une activité missionnaire intense. Celle-ci, conformément à la stratégie de conquête des élites mise en œuvre par l'ordre qu'avait fondé Ignace de Loyola, attira une partie de l'aristocratie ukrainienne au catholicisme. Le désir de préserver leur statut et leurs biens contribua également à la conversion de ces nobles. Parmi les résultats les plus curieux qu'obtinrent les Jésuites, s'inscrit sans conteste l'*Union de Brest(-Litovsk)*, conclue en 1596 : le clergé orthodoxe de Galicie reconnut l'autorité du pape, tout en obtenant le droit de conserver sa liturgie de type byzantin. Ainsi peut-on résumer l'originalité de l'uniatisme. Les fidèles orthodoxes se rapprochèrent alors de Moscou et demandèrent son appui. Cette fracture religieuse, est l'un des avatars du schisme d'Orient intervenu en 1054. Les Vénitiens instrumentaliserent cette rupture pour pousser les combattants de la IVe Croisade à piller Constantinople en avril 1204. Le pape Innocent III commença par condamner cet acte barbare, puis chercha à en tirer partie pour latiniser l'Orient. Ce projet de réunification religieuse sous l'autorité de Rome fit long feu et renforça la détestation des orthodoxes envers les chrétiens d'Occident, uniates compris (environ 6 millions de fidèles, dont l'église fut interdite et persécutée entre 1946 et 1989). Les Polono-Lituanais catholiques introduisirent le servage à partir du XVIe siècle dans les régions de l'ouest, ce qui ajouta une motivation sociale au clivage confessionnel. Quant à la séparation entre les tenants du patriarcat de Moscou (environ 12 500 000 fidèles) et ceux du patriarcat de Kiev (environ 12 500 000 fidèles), elle plonge ses racines dans les aléas de l'église orthodoxe des régions ukrainiennes en proie aux rivalités entre l'ensemble polono-lituanien et la Moscovie après la destruction de la principauté de Kiev. Elle resurgit lors de la proclamation de l'indépendance du pays, en 1991. Elle tient autant au nationalisme qu'à des rivalités personnelles et à des litiges matériels

(propriété des biens ecclésiastiques, notamment). Elle alimente les tensions actuelles, comme on put le constater avec les propos peu amènes qu'échangèrent les chefs des deux églises à la veille de Pâques, le 19 avril 2014. Le patriarche russe Kirill exhorta ses fidèles en ces termes : « Nous devons aujourd'hui prier pour le peuple russe qui vit en Ukraine, pour que le Seigneur fasse la paix sur la terre ukrainienne (...), qu'il mette fin aux desseins de ceux qui veulent détruire la sainte Russie ». Filaret, le patriarche de Kiev, déclarait pour sa part : « Le pays qui nous avait garanti l'intégrité territoriale [accord quadripartite de Budapest, 1994] a commis une agression. Dieu ne peut pas être du côté du mal, c'est pour cela que l'ennemi du peuple ukrainien est condamné à l'échec ».

L'appareil d'État ukrainien est rongé par l'autoritarisme, la corruption et des antagonismes personnels qui recoupent souvent des rivalités d'intérêts.

De création récente (1991), l'État ukrainien est faible, ce qui reflète les lacunes du mouvement national ukrainien depuis le XIXe siècle : l'inexpérience politique, l'incapacité à concevoir des institutions politiques stables, sans oublier le déficit en cadres qualifiés aptes à gouverner et administrer un pays. Accaparé par des membres de l'ex-nomenklatura soviétiques et des oligarques, l'appareil d'État est rongé par l'autoritarisme, la corruption et des antagonismes personnels qui recoupent souvent des rivalités d'intérêts. Il en résulte l'atomisation des partis, une grande instabilité de la vie politique et la cristallisation de vives oppositions régionales, particulièrement marquées lors des consultations électorales ou des débats sur l'avenir du pays, comme on l'observe actuellement. L'affirmation des identités nationales, au XIXe siècle, fut assortie de la revendication d'un État propre à chaque nation. Mais il arrive que des populations s'entremêlent sur un même territoire. De là naquirent et naissent encore d'innombrables et parfois inexpiables conflits dès lors qu'une ethnie majoritaire confisque (ou donne l'impression de confisquer) le pouvoir et les ressources au détriment de la (ou des) minorité(s) qui réside(nt) à l'intérieur des mêmes frontières. Hormis un accord politique garantissant un partage équitable, il n'existe pas de solution satisfaisante. Cette "équité" semble, parfois, passer par un système de type fédéral avec redistribution. Ainsi fonctionnait l'URSS : les peuples constitutifs (les "nationalités") étaient à la fois citoyens égaux d'un même État et distincts les uns des autres par l'appartenance à une République (ou un territoire autonome) formée en tenant compte de leur histoire et de leur culture. Le gouvernement fédéral veillait à (ou donnait l'impression de) rééquilibrer les niveaux de vie entre les différentes entités. Toutefois, ce système explosa en 1991 : la façade fédérale masquait un fonctionnement totalitaire. Le parti communiste contrôlait l'ensemble de l'édifice politique et réprimait les aspirations nationalistes sans jamais parvenir à les éradiquer complètement. Dès que l'emprise du "centre" faiblit, elles resurgirent, menant le pays à sa dislocation. Aussi l'ex-URSS ne survécut-elle pas à la libéralisation politique lancée par Mikhaïl

Gorbatchev en 1986 : 15 États lui succédèrent fin 1991. La nostalgie qui se manifeste actuellement dans les *oblasts* russophones d'Ukraine, résulte de la persistance, sous un autre régime politique et économique, des maux économiques, sociaux et moraux qui avaient détruit le système soviétique de l'intérieur. Pourtant la fédéralisation, sous ses différentes formes, est loin de stabiliser automatiquement les pays qui y recourent (*cf.* le Nigeria passé de 2 États en 1960 à 36 depuis 1999, ou l'Union indienne, engagée dans un redécoupage territorial quasi continu depuis son indépendance en 1947). D'une part, en dépit de leur multiplication, les États fédérés connaissent à leur tour des revendications internes. Le processus tourne à l'atomisation du pays, génératrice d'affaiblissement. D'autre part, la répartition du budget suscite d'incessantes récriminations. Tout bien considéré, la forme institutionnelle s'avère secondaire, le plus important réside dans le respect du principe d'égalité entre tous les habitants et dans l'existence d'une autorité capable de l'appliquer. Il paraît donc hautement improbable que la fédéralisation de l'Ukraine (à laquelle les autorités provisoires de Kiev se sont engagées dans la "feuille de route" signée à Genève le 17 avril 2014) résolve la crise qui oppose les parties occidentale et orientale du pays : faute d'une gouvernance compétente et irréprochable acceptée par tous les Ukrainiens, la fédéralisation accélérerait la décomposition du pays, pour le plus grand profit de la Russie qui apparaîtrait (ou serait présentée) comme le recours salvateur. Ce que Moscou semble en passe de faire en suscitant dans les régions russophones, à l'aide de ses forces spéciales, un mouvement rompant avec Kiev et cherchant à organiser un référendum d'autodétermination le 11 mai 2014. Ainsi pourrait elle rééditer le processus qui lui a permis d'annexer la Crimée et restaurer la province de "Nouvelle Russie" créée par Catherine II.

III - L'UKRAINE, OU LES APPARENCES D'UNE NATION

Tous les Ukrainiens subirent le régime soviétique, mais ceux de la partie occidentale participent de la culture européenne, fruit d'une longue incorporation à la Pologne puis, pour certains, à l'Autriche.

La question de l'existence d'une identité ukrainienne se pose, et l'histoire n'apporte pas de réponse tranchée : chacun l'interprète à sa manière.

En revanche, ceux de l'est se rattachent à la Russie et à sa civilisation. Ceux du centre mêlent les deux apports aux influences cosaques et, enfin, ceux de Crimée -notamment les Tatars - présent[ai]ent leurs propres caractéristiques. La question de l'existence d'une identité ukrainienne se pose, et l'histoire n'apporte pas de réponse tranchée : chacun l'interprète à sa manière. En outre, la guerre civile (1917-1922) et la Seconde Guerre mondiale suscitent nombre de querelles mémorielles : le nationalisme, la résistance antibolchévique doivent-ils occulter l'antisémitisme ou la collaboration avec

les nazis ? Et, sur ces questions sensibles, dispose-t-on de tous les documents permettant d'éviter la manipulation de ces épisodes particulièrement complexes ? Circonstance aggravante, ces polémiques sont étroitement liées aux affrontements de personnes qui dominent la vie politique actuelle. La nation ukrainienne semble donc aujourd'hui se trouver au mieux à l'état embryonnaire.

En dépit de toutes les contorsions intellectuelles, il faut se rendre à l'évidence : avant l'indépendance en faveur de laquelle les Ukrainiens votèrent en majorité dans toutes les régions du pays en 1991, le sentiment national ukrainien était faible. En témoignent l'existence éphémère (1846-1847), de la Confrérie des saints Cyrille et Méthode, ainsi que son recrutement limité à quelques intellectuels de Kiev, dont l'historien Kostomarov (1817-1885). Qu'il s'agît d'un phénomène marginal résultait largement de l'histoire : en 1240, les envahisseurs mongols mirent fin à l'État indépendant qui contrôlait l'espace aujourd'hui revendiqué comme ukrainien et toutes les tentatives ultérieures d'y faire revivre une entité politique échouèrent jusqu'en 1991. Il est en outre permis de s'interroger sur la nature "ukrainienne" de certaines de ces entreprises, notamment durant la période des Cosaques (XVIe-XVIIIe siècles). Ces derniers étaient d'origine hétéroclite et, comme leur nom l'indique ("cosaque" est un terme turco-tatare signifiant "guerrier libre") leur dénominateur commun n'était pas la communauté ethnique et culturelle, mais le rejet (qui variait au gré des circonstances et des rapports de force) des constructions politiques qui tentaient de dominer la région (Pologne, Empire ottoman, Russie), ainsi que le refus du servage imposé par l'aristocratie polonaise catholique. Ce fut d'ailleurs pour tenter de souder l'ensemble de ces éléments que l'hetman Khmelnitski, lorsqu'il déclencha la grande révolte de 1648 contre la Pologne (toile de fond du roman historique d'Henryk Sienkiewicz, très lu en Pologne : *Par le fer et par le feu*, paru en 1884), utilisa pour la première fois dans un sens politique le vocable "Ukraine", jusque là cantonné à son acception géographique. L'échec sanctionna son entreprise, comme celles qui suivirent (notamment la révolte de Mazepa en 1708-1709), d'ailleurs. Bien plus, contraint à chercher un allié face à ce qui était l'une des plus grandes puissances européennes de l'époque, Khmelnitski convainquit les Cosaques de signer avec la Russie, en 1654, l'accord de Pereïaslav. Aujourd'hui encore, ce texte fait polémique : s'agissait-il d'une démarche de circonstance (thèse défendue par les nationalistes ukrainiens), ou de l'acte d'allégeance qui scellait la réunification, sous l'autorité de Moscou, des héritiers de l'État kiévien (interprétation de l'historiographie russe) ? Donc, au fil des siècles écoulés depuis 1240, le trait dominant des habitants des régions ukrainiennes réside dans la diversité des sujétions et des confessions, fruit d'une longue rivalité d'influence entre plusieurs puissances, notamment entre la Pologne et la Russie de part et d'autre du Dniepr (avec stabilisation par le traité d'Androusovo, en 1667) ; entre l'Empire russe et l'Empire ottoman le long de la steppe pour le contrôle du littoral des mers Noire et d'Azov (acquis au premier après la signature du traité de Küçük Kaïnardji, en 1774 et connu par la suite sous le nom de "Nouvelle Russie").

Pour autant, faire de la principauté de Kiev et donc de l'Ukraine contemporaine le berceau de la Russie et nier ainsi l'existence d'une spécificité ukrainienne prête à discussion. Certes, le débat peut sembler... byzantin ! Mais il s'agirait d'une grave erreur de perspective : cette controverse se trouve au cœur des **représentations géopolitiques** qui s'affrontent aujourd'hui et suscitent les plus vives inquiétudes de la communauté internationale. L'essentiel de la querelle, porte sur la filiation : quelle fut la postérité de la principauté de Kiev ? L'histoire russe présente cette dernière, aussi dénommée Rus, comme le premier État russe et en fait l'origine de la Russie contemporaine. Continuité qui permet d'affirmer l'appartenance de ce territoire et de sa population à la Russie, et que réfute l'histoire ukrainienne en faisant valoir deux arguments. D'une part, l'Ukraine actuelle est l'héritière de la principauté de Kiev, entité prospère grâce à son agriculture et à son commerce, urbanisée, anéantie en 1240, mais prolongée par le royaume de Galicie (sur le territoire de la Galicie et de la Volhynie modernes), qui fut largement intégré à l'ensemble polono-lituanien entre les XVe et XVIIIe siècles, jouissant d'un respect relatif de ses minorités et du poids des aristocraties locales, avant de subir la domination russe à partir du règne de Pierre le Grand (1682-1725) et surtout de Catherine II (1762-1796). D'autre part, la Russie d'aujourd'hui résulte de l'expansion de la principauté de Moscou, entité vassale (et initialement fidèle) des Mongols formée au XIIIe siècle par une branche latérale des Riourikides, isolée de l'Occident (donc coupée des territoires correspondant à l'Ukraine contemporaine), rurale, muée en puissance impériale à la fin du XVe siècle et soumise à un régime autocratique depuis le règne d'Ivan IV le Terrible (1547-1584). En réalité, Moscou dut attendre le troisième démembrement de la Pologne, en 1795, pour régner sur l'essentiel du territoire aujourd'hui ukrainien. Les habitants furent désarmés, puis soumis au servage et à une intense russification. La Galicie et la Bucovine passèrent sous le contrôle de l'Autriche jusqu'en 1918. Cela valut à leurs habitants le bénéfice d'un traitement relativement moins sévère, qui en fit le foyer de la renaissance religieuse (uniatique) et culturelle ukrainienne au XIXe siècle. La politique ouverte à l'affirmation de l'identité ukrainienne adoptée, pour des raisons tactiques, par le gouvernement bolchevik dans les années 1920 fut brutalement interrompue par Staline à partir de 1929 et la répression, atténuée sous Khrouchtchev, reprit sous Brejnev et perdura jusqu'à la libéralisation gorbatchévienne. Il s'avère donc impossible d'apporter une conclusion scientifique au débat, ce qui est le propre des représentations géopolitiques : les brassages humains et les frontières mouvantes ne permettent pas plus d'attribuer avec certitude à l'Ukraine actuelle un passé spécifique qu'une communauté pluriséculaire de destin avec la Russie. Sans oublier que le concept de nation et la forme politique d'État-nation sont des notions récentes (fin du XVIIIe siècle au plus tôt) et que toute lecture de l'histoire antérieure s'appuyant exclusivement sur celles-ci est entachée d'anachronisme : les États antécédents étaient des États "personnels", regroupant des populations plus ou moins hétérogènes sous l'autorité d'un seul et même individu, de qui elles tiraient leur "unité".

La mémoire des événements tragiques survenus au XXe siècle entretient aussi de profondes fractures. En ordre dispersé, les partisans de l'indépendance de l'Ukraine (parmi lesquels le très controversé Simon Petlioura), tentèrent en vain et au prix de sanglants affrontements assortis de pogroms, de réaliser leur projet lors de la guerre civile qui déchira l'Empire russe entre 1917 et 1922. À l'issue, les Ukrainiens connurent à nouveau le partage entre la domination polonaise et la domination russe. La majeure partie d'entre eux passa sous le joug du totalitarisme soviétique. Un joug particulièrement douloureux du fait de **la famine planifiée par Staline en 1932-1933** pour briser le sentiment identitaire qui se développait depuis le début des années 1920. Les autorités soviétiques avaient alors laissé se développer les cultures nationales sous la responsabilité de cadres autochtones (période dite de la "korenizatsia" - l'indigénisation). Elle demeure comme une plaie ouverte dans la mémoire ukrainienne qui la baptisa *Holodomor*, ce qui signifie "extermination par la faim". Pour masquer le caractère intentionnel de ce massacre, l'histoire officielle russe souligne encore aujourd'hui que l'ensemble de l'URSS souffrit de famine meurtrière entre 1931 et 1933. La polémique fait rage depuis 1991, en Ukraine comme sur la scène internationale, pour décider si l'on doit ou non qualifier l'*Holodomor* de "génocide". Dans un article très bien documenté, le journaliste Benoît Hopquin rapporta la conclusion la plus convaincante, celle de l'historien Nicolas Werth, l'un des meilleurs connaisseurs français de la période : « "Est-ce un génocide ? Plutôt oui. Par rapport aux autres famines qui ont touché l'Union soviétique, celle-ci se distingue par la volonté d'éradiquer le nationalisme et de punir des paysans. Elle est aggravée volontairement.

Les crimes du communisme soviétique furent cause du bon accueil réservé par une partie de la population aux troupes du totalitarisme rival, le nazisme, lorsqu'elles envahirent l'URSS, le 22 juin 1941.

Il y a une spécificité", estime-t-il » (« Le tabou de l'"Holodomor" ukrainien », *Le Monde*, 25 novembre 2006). Quoi qu'il en soit, les crimes du communisme soviétique furent cause du bon accueil réservé par une partie de la population aux troupes du totalitarisme rival, le nazisme, lorsqu'elles envahirent l'URSS, le 22 juin 1941. Rappelons que, en application du Pacte germano-soviétique (23 août 1939), Moscou contrôlait depuis 1939 l'ensemble des régions peuplées d'Ukrainiens. Environ 150 000 Ukrainiens collaborèrent activement et prirent part à la lutte contre les résistants prosoviétiques ou polonais ainsi qu'à l'extermination des Juifs (victimes de massacres récurrents dans l'histoire de la région, notamment lors de la révolte de Khmel'nitski, en 1648). La division SS *Galicie* formée au printemps 1943, compta 26 000 hommes. La plupart se recrutèrent à l'ouest de l'Ukraine, dont les idéologues nazis jugeaient la population "intégréable" au IIIe Reich, contrairement à celle des régions orientales, qui furent, en conséquence, soumises à une guerre de prédation et à d'innombrables massacres. Dans ce contexte, des nationalistes proclamèrent un éphémère État ukrainien à Lviv le 30 juin

1941. Stepan Bandera, chef de l'*Organisation des nationalistes ukrainiens* (OUN, créée en 1929 par Yevhen Konovalets) fit partie du gouvernement alors installé et collabora à la création de la *Légion ukrainienne*, un ensemble de deux unités de combat, le bataillon *Roland* et le bataillon *Nachtigall*, placé sous le commandement de la *Wehrmacht*. Toutefois, Hitler refusa de reconnaître ce nouvel État et, en juillet 1941, fit arrêter puis déporter ses instigateurs. Ainsi Bandera se retrouva-t-il au camp de concentration de Sachsenhausen. Et la *Wehrmacht* démantela la *Légion ukrainienne* à l'automne 1941. En 1942, l'OUN riposta par la création de l'*Armée insurrectionnelle ukrainienne* (UPA), qui affirma lutter pour l'indépendance de l'Ukraine, tout à la fois contre la Pologne, l'Allemagne nazie et l'Union soviétique. En septembre 1944, alors que l'armée Rouge progressait à leurs dépens, les Allemands libérèrent Bandera pour tenter d'utiliser à leur profit les combattants de l'UPA. Sans grand succès, car Bandera, anticipant la défaite du IIIe Reich, mena avant tout le combat pour sa propre cause : l'indépendance de l'Ukraine. La lutte armée se prolongea contre les forces soviétiques et polonaises communistes jusqu'en 1954. Après le 8 mai 1945, de nombreux soldats de la division SS *Galicie* continuèrent à combattre l'Armée rouge en intégrant l'UPA. Ces engagements sanglants et contradictoires font de Stepan Bandera une figure très controversée : certains ne veulent retenir que sa lutte pour l'indépendance et le considèrent comme un héros national, d'autres voient avant tout le criminel, qui collabora avec les nazis et fut un antisémite virulent. Le 22 janvier 2010, le président Viktor Iouchtchenko (élu majoritairement avec les suffrages des populations de l'ouest) signa un décret élevant Bandera à la dignité posthume de "Héros d'Ukraine". Cela provoqua une vague de protestations au sein de la population russophone d'Ukraine, dans la fédération de Russie, et parmi les Juifs du monde entier. Pour tous ceux-ci, Bandera demeure un collaborateur nazi responsable du massacre de milliers de personnes - juives et non-juives - pendant la Seconde Guerre mondiale. Viktor Ianoukovitch (élu majoritairement avec les suffrages des populations de l'est) fit annuler cette disposition le 12 janvier 2011. Dans le discours qu'il prononça devant la Douma le 18 mars 2014 lors du pseudo-débat sur l'intégration de la Crimée et de Sébastopol dans la Fédération de Russie, Vladimir Poutine déclara sous les ovations : « la Crimée [...] sera un foyer pour tous les peuples qui y vivent. Ce qu'elle ne sera et ne fera jamais, c'est suivre la voie de Bandera ! » Pour lui, comme pour une partie de la population russophone d'Ukraine, « des nationalistes, des néo-nazis, des russophobes et des antisémites ont mené ce coup d'État [i. e. le renversement de Viktor Ianoukovitch] » et ce sont les « héritiers idéologiques de Bandera, le complice d'Hitler pendant la Seconde Guerre mondiale » (*Address by President of the Russian Federation*, 18 March 2014, eng.kremlin.ru/news/6889). Cela explique l'usage quotidien des qualificatifs de "fascistes" et de "nazis", ainsi que l'utilisation de la croix gammée sur les banderoles ou les affiches, pour stigmatiser les dirigeants provisoires de Kiev et leur politique. De fait, parmi les manifestants qui luttèrent pour le départ de Viktor Ianoukovitch, figuraient d'authentiques extrémistes de droite se réclamant du combat nationaliste de Bandera et cachant mal leur antisémitisme, notamment le parti *Svoboda* ("Liberté") - bien

implanté dans l'*oblast* de Lviv où il était en tête aux élections législatives de 2012 et qui a 37 députés sur les 450 que compte la Rada - ainsi que les groupes *Praviy Sektor* ("Secteur droite") et *Spilna Sprava* ("Cause commune"). Passé le feu de l'insurrection, personne n'est en mesure d'évaluer avec certitude l'audience de cette mouvance. Mais, depuis février 2014, Moscou en tire argument et suscite, dans les régions russophones d'Ukraine, des "Fronts du salut" pour contrer les "fascistes" de Maïdan. Ce qui rappelle la manière dont, pour effacer l'ensemble de ses turpitudes, l'URSS instrumentalisa l'antifascisme, processus magistralement analysé par François Furet (*Le passé d'une illusion*, Paris, 1995, Robert Laffont-Calmann-Lévy, notamment chapitres VII & IX). Afin de s'inscrire dans la filiation de la lutte contre le IIIe Reich (et pour en accaparer le prestige), les pro-Russes ont choisi comme signe de ralliement un ruban noir et orange, inspiré du ruban de la médaille pour la victoire sur l'Allemagne nazie dans ce que l'on appelait en URSS et que l'on continue d'appeler en Russie la "Grande Guerre patriotique" de 1941-1945. Cette décoration reprenait les couleurs de l'ordre de Saint-Georges, "martyr et victorieux", institué par Catherine II, en 1769, pour récompenser les mérites militaires.

La population ukrainienne semble communier dans le rejet de sa classe dirigeante. Mais cela ne suffit pas, en l'état actuel des choses du moins, à fonder un sentiment national reposant sur un incontestable vouloir vivre ensemble. En effet, **la tradition démocratique fait cruellement défaut**, ce qui contribue à éclairer les aléas de la vie politique du pays depuis son indépendance. En premier lieu, il s'avère difficile d'évaluer l'état de l'opinion publique, faute que cette dernière existe réellement. Héritage du totalitarisme soviétique, l'inculture politique d'une partie de la population fait de celle-ci la proie de la propagande, comme on peut l'observer parmi les russophones de Crimée ou de l'est du pays. Ensuite, le règlement des différends politiques par la voie électorale, processus normal dans une démocratie mature, ne fonctionne pas correctement en Ukraine. Toutes les élections, depuis le référendum pour l'indépendance, ont été entachées de soupçons de fraude. Lorsque cette dernière sembla plus massive qu'à l'habitude, elle provoqua des manifestations et même un changement politique imposé : la "révolution orange" de 2004, qui fit échouer l'élection truquée de Viktor Ianoukovitch. L'absence de culture du débat démocratique entraîna également, entre novembre 2013 et février 2014, le rejet par des manifestations de rue de la politique de rapprochement avec Moscou adoptée brusquement en lieu et place d'un resserrement des liens avec l'Union européenne. Les autorités provisoires de Kiev procèdent de la même culture de la désinformation lorsqu'elles qualifient les activistes pro-Russes de "terroristes". Le terme a de quoi frapper les esprits, vise peut-être à rallier le soutien de l'Occident, mais ne correspond pas à une réalité politique observable. Autre signe d'immaturité démocratique, le pays se trouve sous la coupe d'une poignée d'oligarques, bénéficiaires des privatisations des années 1990, liés à diverses organisations politiques et contrôlant une partie des élus. Rinat Akhmetov (propriétaire des principales industries lourdes du sud-est du pays) et Dmytro Firtash

(actif dans le commerce du gaz naturel ainsi que dans l'industrie chimique et maître de la production de titane) financent le Parti des Régions et auraient influencé la politique du président Viktor Ianoukovitch. Notamment, jugeant trop coûteuse l'adaptation de leurs entreprises aux normes de l'UE, ils auraient contribué à la rupture des négociations avec Bruxelles fin 2013. Certains, comme Petro Porochenko (magnat de la confiserie, également engagé dans divers secteurs industriels) ou Viktor Pintchouk (qui a bâti sa fortune à partir des tubes en acier) seraient plutôt favorables au rapprochement vers l'UE. Toutefois, tous redouteraient les conséquences d'une révolte populaire et ont adopté un profil bas depuis la "révolution de Maïdan". Enfin, cette inexpérience démocratique nourrit des projets politiques antagonistes : nationalistes d'extrême-droite, pro-occidentaux de circonstance ; nationalistes libéraux, partisans d'un rapprochement durable avec l'Union européenne et/ou les États-Unis ; habitants des régions orientales, "clients" de l'ex-président Ianoukovitch et des oligarques qui le soutiennent ; habitants des régions orientales, convaincus que des institutions de type fédéral améliorerait leur triste sort, pourtant "meilleur" que celui des habitants des régions occidentales ; populations russophones qui ne jurent que par le rattachement à la Russie, sur le "modèle" de la Crimée. La population se retrouve donc très divisée et, dans ce contexte, la fédéralisation risquerait fort d'aggraver les problèmes au lieu de les résoudre. Ce qui ferait un grand gagnant : la Russie.

IV - L'UKRAINE, OU LES APPARENCES DE LA SOUVERAINETÉ

L'Ukraine dépend de l'extérieur, ce qui n'est pas la marque d'un État indépendant. Ce fut d'ailleurs le choix de l'entité étrangère qui lui baillerait l'aide financière dont elle a cruellement besoin qui déclencha la crise actuelle. Au-delà des apparences médiatiques, l'Ukraine ne mobilise guère la communauté internationale. *A priori* parce qu'il s'agit (ou semble s'agir) d'un enjeu essentiellement pour la Russie.

Tout, dans le dossier ukrainien, intéresse Moscou. En premier lieu, la stabilité politique, du moins comprise comme le maintien au pouvoir de Vladimir Poutine et de ses affidés. Il se trouva doté d'une majorité confortable au Parlement en 2011, puis réélu président en 2012 dans des conditions contestables et contestées. Par conséquent, il redoute la contagion d'une victoire remportée à ses frontières par tout mouvement favorable à la démocratie et hostile à la corruption ainsi qu'à la fraude. L'agitation qui secoue les régions orientales depuis le 6 avril 2014 pourrait bien viser à perturber les élections présidentielles ukrainiennes prévues pour le 25 mai, afin de démontrer que le pays n'est plus gouvernable et donc discréditer les démocrates ainsi que les élections qu'ils organiseraient. Ajoutons la solidarité ethnoculturelle avec les minorités russophones adeptes du christianisme orthodoxe et acceptant l'autorité du patriarcat de Moscou, soutien fervent et constant de Vladimir Poutine.

« L'effondrement de l'Union soviétique a été une catastrophe géopolitique majeure

Ensuite, instrumentalisant le sentiment d'humiliation ressenti par une partie des élites dirigeantes et de la population, Vladimir Poutine s'est fait le chantre de la grandeur russe perdue et se pose en héros de sa restauration. Cela entraîne une série d'actions politiques et/ou militaires. D'abord, la conservation par tous les moyens des "sujets" composant la Fédération de Russie, comme la Tchétchénie. Puis la reprise et l'amplification de la politique entamée dès 1992 en vue de constituer une zone d'intérêt exclusif sur cet "étranger proche" constitué des anciennes républiques soviétiques juridiquement sinon toujours effectivement indépendantes depuis 1991. De plus, la création et/ou l'entretien de foyers d'instabilité par le biais des conflits "gelés" comme en Moldavie (Transnistrie) ou dans le sud Caucase (Abkhazie, Ossétie du Sud, Haut Karabakh). Enfin, la récupération de territoires considérés comme russes, telle la Crimée qui, rappelons-le, n'avait jamais été ukrainienne avant 1954, date à laquelle Nikita Khrouchtchev l'"offrit" à la RSS d'Ukraine, sans que cela revêtît alors la moindre importance politique réelle. Les événements ont montré qu'il fallait prendre au sérieux les propos tenus par Vladimir Poutine, dans son discours annuel sur l'état de la Russie, le 25 avril 2005 : « l'effondrement de l'Union soviétique a été une [et non pas "la", comme on le lit parfois. Cf. texte officiel en version anglaise : *the collapse of the Soviet Union was a major political disaster of the century*] catastrophe géopolitique majeure du XXe siècle » (archive.kremlin.ru/eng/speeches/2005/04/25/2031_type70029type82912_87086.shtml). Il affirmait plus loin : « nous désirons accroître l'indépendance de la Russie et renforcer sa souveraineté. Nous sommes une nation libre. Et notre place, dans le monde d'aujourd'hui, je tiens à le souligner avec insistance, dépendra uniquement de notre force et de nos succès » (*ibidem*). Il est difficile d'être plus explicite.

Par ailleurs, Moscou défend des intérêts économiques. La Russie dépend des revenus de ses ventes de pétrole (275 millions tonnes par an) et de gaz naturel (200 milliards de mètres cubes par an) : celles-ci assurent plus de la moitié de ses recettes d'exportation et une part importante de ses rentrées budgétaires. Toutefois, la vulnérabilité russe semble faible, du moins à court terme (le fonds de stabilisation pétrolier du pays disposerait de 75 milliards de dollars) : seule une baisse significative et durable des cours mondiaux pourrait affecter Moscou, mais la bonne tenue de la demande mondiale rend cette hypothèse baissière des plus improbables. Par ailleurs, au moyen de l'interruption des flux exportés, les hydrocarbures constituent également pour la Russie un moyen de pression sur l'extérieur. Mais dont il convient d'user avec habileté et prudence car l'Ukraine et la partie occidentale de l'Europe sont des partenaires indispensables pour Gazprom, le bras armé énergétique du Kremlin. Autre motivation au moins en partie économique, le désir, depuis 2011, de mettre sur pied une union douanière : l'Union eurasiatique. Celle-ci n'a rallié aujourd'hui que l'Arménie, la Biélorussie et le Kazakhstan. Or, la Russie estime que l'Ukraine en est un maillon

indispensable.

Enfin, Moscou défend ses intérêts stratégiques. D'une part, elle a tout fait pour conserver la presqu'île de Crimée, jugée essentielle pour ses forces navales (bail de 20 ans signé en 1997, prolongé en 2010 jusqu'en 2042, annexion déguisée en autodétermination en 2014). L'argument militaire semble d'ailleurs un peu court, dans la mesure où la flotte russe de mer Noire est très modeste et où, pour sortir de cette mer, il faut passer par des détroits (Bosphore et Dardanelles) contrôlés par la Turquie, un État membre de l'Alliance atlantique et de son bras armé, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). D'autre part, comme lors de son intervention en Géorgie en août 2008, la Russie redoute que l'Alliance atlantique ne profite des dispositions pro-occidentales des dirigeants pour s'élargir encore vers l'est. De son point de vue, exprimé avec véhémence le 10 février 2007 à la conférence de Munich sur la sécurité, l'avancée de l'OTAN vise exclusivement à encercler la Russie : « l'élargissement de l'OTAN n'a rien à voir avec la modernisation de l'alliance, ni avec la sécurité en Europe. Au contraire, c'est un facteur représentant une provocation sérieuse et abaissant le niveau de confiance mutuelle. Nous sommes légitimement en droit de demander ouvertement contre qui cet élargissement est opéré » (archive.kremlin.ru/eng/speeches/2007/02/10/0138_type82912type82914type82917type84779_118123.shtml). Les protestations de bonnes intentions des Occidentaux ne sont pas forcément à prendre pour argent comptant. **L'histoire montre une propension de la Russie à l'expansion**, lorsqu'elle est stable et forte. Tout un courant en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest pense qu'il s'agit là de la nature de la Russie. Par conséquent, elle serait vouée à se montrer expansionniste pour toujours et il conviendrait de s'en préserver. Dans cette perspective, que ses difficultés aient été mises à profit pour l'entourer préventivement d'un réseau serré d'alliés ne semble pas totalement invraisemblable. Mais rien ne permet de l'assurer avec certitude, car tous les dirigeants occidentaux ne partagent pas cette vision de la Russie. En tout cas les élargissements successifs de l'Alliance atlantique (1999 : Hongrie, Pologne, République tchèque ; 2004 : Bulgarie, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Estonie, Lettonie, Lituanie ; 2009 : Albanie, Croatie) peuvent s'interpréter à la manière de Vladimir Poutine. Lui-même est-il foncièrement convaincu de ce qu'il dit, ou instrumentalise-t-il la situation au profit de ce qu'il considère comme l'intérêt de la Russie ? Sentiment d'humiliation et peur de l'encercllement appartiennent à la caisse à outils de base de toute analyse de la politique extérieure de la Russie depuis la fin de la Guerre froide. Qu'y a-t-il de fondé et qu'est-ce qui ressortit aux éléments de langage d'une communication de désinformation ? Impossible de le savoir avec précision, d'autant que chacun y a recours, qu'il soit favorable ou défavorable à la vision du monde développée par le Kremlin.

En substituant l'origine ethnique à la souveraineté et à l'intégrité territoriale, le président russe agit comme le Führer : il rejette des principes du droit international.

Comparaison n'est pas raison et le parallèle avec la crise des Sudètes et les accords de Munich n'est pas totalement avéré. Certes, Vladimir Poutine, en parlant de « compatriotes » russes ayant besoin d'être protégés, rappelle fâcheusement Hitler et ces *Volksgenossen* (« compatriotes ») qu'il prétendait défendre lorsqu'il formula ses revendications envers les Sudètes de Tchécoslovaquie. En substituant l'origine ethnique à la souveraineté et à l'intégrité territoriale, le président russe agit comme le Führer : il rejette des principes du droit international. Circonstance aggravante, ces principes sont consacrés par la Charte des Nations unies, dont la Russie est censée être l'un des éminents garants du fait de sa qualité de membre permanent du Conseil de sécurité. Toutefois, et Moscou ne se fait pas faute de le rappeler, les États-Unis ne sont pas exempts de tout reproche en matière de respect du droit international, la preuve par la guerre d'Irak (2003), par exemple. Les opérations de déstabilisation menées par des éléments des forces spéciales russes (par exemple le colonel Strelkov - qui ressemble au colonel Olrik de P.E. Jacobs - de sa véritable identité Igor Girkin, du GRU, identifié en Crimée en mars 2014, et en avril 2014 à l'œuvre à visage découvert avec ses hommes à Sloviansk) rappellent l'incident de Gliwice (Gleiwitz), qui fournit à l'Allemagne le prétexte pour attaquer la Pologne.

Font surtout écho à 1938 l'expansionnisme russe et la passivité des Occidentaux, qui rappellent l'état d'esprit qui régnait à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Ce qui frappe, mais ce n'est pas spécifique à la question tchécoslovaque en 1938, c'est la même dévaluation de la parole solennellement donnée.

Le 31 août 1939, déguisés en soldats polonais, des prisonniers de droit commun encadrés par des membres du *Sicherheitsdienst* (SD), le service de renseignement de la SS, sous les ordres d'Alfred Naujocks, attaquèrent un poste de radio allemand et diffusèrent un message hostile à l'Allemagne, afin de faire croire à une agression polonaise. Hitler envahit la Pologne le 1er septembre 1939. Font surtout écho à 1938 l'expansionnisme russe et la passivité des Occidentaux, qui rappellent l'état d'esprit qui régnait à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Ce qui frappe, mais ce n'est pas spécifique à la question tchécoslovaque en 1938, c'est la même dévaluation de la parole solennellement donnée. En effet, soucieux de faire progresser la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et le désarmement nucléaire, les États-Unis avaient poussé les anciennes républiques socialistes soviétiques devenues États indépendants à renoncer à la détention des armes nucléaires ex-soviétiques qui étaient stationnées sur leur sol. Étaient concernés la Biélorussie, le Kazakhstan et l'Ukraine. Dans la mesure où ils renonçaient à une garantie pratiquement absolue de sécurité, ces pays reçurent un certain nombre d'assurances. Signé à Budapest le 5 décembre 1994, un mémorandum fixa les "Garanties diplomatiques découlant de l'adhésion de l'Ukraine au Traité de non prolifération nucléaire". On peut y lire : « La Fédération de Russie, le Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et les États-Unis d'Amérique

réaffirment leur engagement, conformément aux principes de l'Acte final de Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe [Helsinki, 1975], de respecter l'indépendance, la souveraineté et les frontières existantes de l'Ukraine » (un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/49/765). **Comme en 1938, force est de constater que les garanties n'engagent que ceux qui les croient**, surtout lorsque les garants soit ne respectent pas leur parole, soit ne veulent pas prendre de risque. Moscou se défousse en usant d'une argutie qui ne trompe personne, mais arrange tout le monde : « un nouvel État est apparu [...] avec lequel nous n'avons signé aucun accord », déclarèrent officiellement les autorités russes le 4 mars 2014. Ajoutons deux facteurs essentiels qui font que le monde en 2014 n'est pas le même qu'en 1938 : le droit international est mieux (ou moins mal, selon les points de vue) respecté ; la détention des armes nucléaires par les principales puissances modifie les règles du recours à la force.

Comme d'habitude, l'UE réplique a minima, sur le plus petit dénominateur commun

L'Union européenne (UE), directement concernée par la stabilité du continent européen, réplique a minima, comme à son habitude. Nous sommes de nouveau confrontés à l'impuissance résultant de l'oxymore qu'est cette "fédération d'États souverains" (Jacques Delors). Le préambule du traité sur l'UE actuellement en vigueur, celui de Lisbonne, signé en 2007, affirme les États membres de l'UE « résolus à mettre en œuvre une politique étrangère et de sécurité commune [PESC...] afin de promouvoir la paix, la sécurité et le progrès en Europe et dans le monde. » L'UE dispose même d'une « politique de sécurité et de défense commune » (PSDC) qui « assure à l'Union une capacité opérationnelle s'appuyant sur des moyens civils et militaires. » En dépit de ces dispositions institutionnelles dépourvues d'ambiguïté, **les États membres de l'UE ne manifestent guère d'empressement à intervenir fermement dans le dossier ukrainien**. Pourtant, à lire le concept stratégique adopté le 12 décembre 2003 (et reconduit en 2008 : *Rapport sur la mise en œuvre de la stratégie européenne de sécurité. Assurer la sécurité dans un monde en mutation*, Bruxelles, 11 décembre 2008 : consilium.europa.eu/ueDocs/cms_Data/docs/pressdata/FR/reports/104632.pdf) à Bruxelles par les États membres, cela devrait être le cas. La priorité y est en effet donnée au voisinage immédiat : « Même à l'ère de la mondialisation, la géographie garde toute son importance. Il est dans l'intérêt de l'Europe que les pays situés à ses frontières soient bien gouvernés. Les voisins engagés dans des conflits violents, les États faibles où la criminalité organisée se répand, les sociétés défailtantes ou une croissance démographique explosive aux frontières de l'Europe constituent pour elle autant de problèmes. Si elle accroît notre sécurité, l'intégration des États adhérents aura également pour effet de rapprocher l'Union européenne des zones de troubles. Notre tâche doit être de promouvoir, à l'Est de l'Union européenne et aux frontières du bassin méditerranéen, un ensemble de pays bien gouvernés avec lesquels nous

pourrons avoir des relations étroites, fondées sur la coopération » (*Une Europe sûre dans un monde meilleur. Stratégie européenne de sécurité*, Bruxelles, 12 décembre 2003 : consilium.europa.eu/uedocs/cmsUpload/031208ESSIIFR.pdf). Avec l'Ukraine, on ne saurait être davantage au cœur du sujet. Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov cherche à discréditer l'UE en feignant d'ignorer la nature fondamentalement pacifique de la construction européenne. Ainsi a-t-il accusé à plusieurs reprises l'UE de vouloir étendre sa "sphère d'influence" en orchestrant les manifestations de l'opposition au président Ianoukovitch à Kiev. Par ailleurs, Moscou sait que l'UE, regroupement pour le moment à finalité essentiellement économique, dépend en partie de la Russie qui lui fournit une part de ses matières premières énergétiques (avant tout 133 milliards de mètres cubes de gaz qui couvrent 25 % de ses besoins, pour une facture totale de 35 milliards d'euros en 2013), lui achète des produits agricoles et des biens manufacturés, place une partie de ses capitaux dans certains pays membres. Pour compliquer encore davantage la situation, certains États sont plus engagés que d'autres. L'Allemagne arrive en tête des dépendants (notamment : achat de gaz, vente de biens manufacturés, y compris des armements, intérêts dans l'exploitation des hydrocarbures avec E.ON et BASF), avec le Royaume-Uni (notamment : la City est la principale place boursière bénéficiaire des placements russes, intérêts dans l'exploitation des hydrocarbures avec BP) et la France (notamment : vente de biens manufacturés, y compris des armements comme les navires de projection et de commandement classe *Mistral*, intérêts dans l'exploitation des hydrocarbures avec Total et GDF-Suez).

En procédant comme elle le fait à chaque fois qu'un problème sécuritaire survient, l'UE prend le risque de passer à la postérité comme exemple d'un nouvel adage : *Si vis bellum, para pacem*.

Cela ne peut qu'entretenir **la tendance habituelle de l'UE à se borner à un plus petit dénominateur commun**, ce qu'encouragent d'ailleurs ses institutions. L'histoire nous apprend que la volonté de préserver la paix ne peut résulter d'une politique commandée par les seuls intérêts mercantiles et, surtout, dépourvue d'une réelle capacité de recours à la force. En procédant comme elle le fait à chaque fois qu'un problème sécuritaire survient, l'UE prend le risque de passer à la postérité comme exemple d'un nouvel adage : *Si vis bellum, para pacem*. D'autant que la crise ukrainienne ne survient pas à des milliers de kilomètres de ses frontières, comme celles qui éclatèrent en Afrique subsaharienne et où elle n'a brillé ni par sa détermination ni par son engagement.

L'UE ne semble pas non plus pouvoir compter (ou se défausser, selon les points de vue) sur les États-Unis, comme ce fut le cas de la majeure partie de ses membres au temps de la Guerre froide par le biais de l'OTAN. Commençons par rappeler une évidence géographique : la Pologne, la Slovaquie, la Hongrie et la Roumanie, tous membres de

l'UE et de l'Alliance atlantique, ont une frontière commune avec l'Ukraine, alors que la côte est des États-Unis se trouve séparée des rivages européens par plusieurs milliers de kilomètres d'océan Atlantique. Les risques induits par la crise ukrainienne ne menacent donc pas directement la population et le territoire américains. En outre, les États-Unis jouissent, pour l'instant, de l'autosuffisance énergétique grâce aux gaz de schistes et demeurent peu engagés dans les échanges commerciaux et financiers avec Moscou. Ils n'ont donc guère à perdre sur le plan économique. De plus, la puissance américaine surclasse de très loin la Russie dans tous les domaines, ce qui permet à Washington d'appréhender la situation avec sérénité sinon indifférence. L'opinion publique américaine manifeste peu d'appétence pour les engagements extérieurs et le président, qui, rappelons-le, est avant tout l'élu du peuple américain, le sait. À en croire deux sondages récents, si elle ne nourrit aucune illusion au sujet de la Russie, l'opinion publique, très partagée et aussi très incertaine quant à l'attitude à adopter, soutient les seules sanctions économiques et politiques (Lesley Clark, « U.S. voters agree Putin won't stop at Crimea, but they're unsure what to do », *McClatchyDC*, April 14, 2014 ; Carol J. Williams, « Poll : Americans want more sanctions on Russia, no arms for Ukraine », *The Los Angeles Times*, April 28, 2014).

Le calcul russe paraît simple : les Occidentaux manquent de détermination. [...] Donc, la voie serait libre en Ukraine, ce que semble confirmer la modération pour ne pas dire l'absence de réaction significative après l'annexion de la Crimée.

Pourtant, la passivité - au moins apparente - de Barack Obama suscite de nombreuses réserves ou critiques car il semble bien que l'on assiste à un nouvel épisode de la rivalité russo-américaine relancée depuis l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir en 1999. Selon certains, Moscou chercherait, en Ukraine, à infliger aux États-Unis une "défaite symbolique", afin de démontrer que la puissance américaine est en déclin et que les relations internationales demeurent régies par les rapports de force. En tout cas, Vladimir Poutine mène une intense campagne anti-américaine à l'occasion de cette crise ukrainienne. Il prétend agir en réaction aux manipulations de l'Occident, et place la "révolution de Maïdan" dans la continuité des autres "révolutions de couleur" (toutes assimilées à des complots contre la Russie, notamment la "révolution orange" ukrainienne de 2004) et des interventions à ses yeux "contestables" : au Kosovo, parce qu'il y a eu violation de l'intégrité territoriale et atteinte à la souveraineté de la Serbie ; en Irak, parce qu'il s'agissait d'"une guerre impérialiste américaine" ; en Libye, où le renversement de Kadhafi aurait outrepassé le mandat consenti par Moscou avec l'adoption de la résolution 1973, en 2011. Le calcul russe paraît simple : les Occidentaux manquent de détermination (la diminution de leurs budgets de défense en serait la preuve) et ils ont besoin de l'appui de Moscou sur des dossiers beaucoup plus importants que l'Ukraine : la guerre civile en Syrie, le désengagement en Afghanistan et le nucléaire iranien. Donc, la voie serait libre en Ukraine, ce que semble confirmer la

modération pour ne pas dire l'absence de réaction significative après l'annexion de la Crimée. Toutefois, Vladimir Poutine devrait observer que les États-Unis sont en retrait sur la Syrie pour cause de métastases djihadistes, que les négociations sur le nucléaire iranien évoluent de manière plutôt satisfaisante pour l'instant et que le recours aux drones et aux forces spéciales contre les djihadistes réduit l'intérêt d'une présence sur le territoire afghan. En outre, certaines composantes de la coalition hétéroclite qui a renversé le président Ianoukovitch émettent des relents nauséabonds, incompatibles avec la démocratie, ce qui n'incite guère à l'engagement total.

Obama ? Un animal politique à sang froid qui, d'un coup d'œil très sûr, prend l'exacte mesure des enjeux et des rapports de force.

Bref, il ne semble pas assuré que Barack Obama soit le président faible et indécis que certains se plaisent à portraiturer. Il est peut-être bien plutôt cet animal politique à sang froid qui, d'un coup d'œil très sûr, prend l'exacte mesure des enjeux et des rapports de force. Dans cette perspective, l'Ukraine pauvre, désunie, impuissante et désarticulée, pour laquelle la Russie se discrédite et met en péril son économie, nécessite-t-elle plus que des condamnations, des sanctions économiques et quelques gesticulations militaires ? La Pologne, véritable État-nation, est un pivot géopolitique européen autrement plus solide : économiquement dynamique, politiquement stable et uni, culturellement ancré dans les valeurs occidentales, intégré dans l'Alliance atlantique puis l'UE. Ajoutons que Vladimir Poutine méconnaît probablement la culture de guerre de l'adversaire qu'il méprise. Il tirerait le plus grand profit de la lecture de ce qui suit : « La guerre étrangère [...] est un choix que l'on refuse autant que l'on peut, car la guerre écarte de l'état normal de paix, détourne du bonheur promis contractuellement à l'Américain. On retarde la guerre, on l'évite tout en recherchant les moyens de la gagner sans vraiment la faire [...] Mais si on la fait, on la fait totalement [...] l'Amérique se veut une force pour le bien, qui, bien que regrettant l'usage de la violence, l'exerce si le devoir l'y contraint : elle le fait alors librement, rapidement et puissamment, pour rétablir la paix publique, le droit et les valeurs » (Vincent Desportes, *L'Amérique en armes. Anatomie d'une puissance militaire*, Paris, 2002, Economica, pp. 334-335).

La discrétion chinoise traduit, semble-t-il, un profond embarras. Pékin se trouve en face d'une alternative déplaisante. Ou bien elle demeure fidèle à sa ligne diplomatique classique : non-ingérence dans les affaires intérieures d'un autre pays, respect de l'intégrité territoriale et elle peut ainsi écarter toute critique au sujet de ses agissements au Tibet et au Xinjiang. Mais cela suppose qu'elle condamne la Russie, son alliée de circonstance face à l'Occident. Ou bien elle privilégie ses convergences avec Moscou, en particulier le refus de la démocratie et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais elle prend le risque de s'isoler sur la scène internationale tout en renforçant sa mauvaise image.

PAUVRE UKRAINE, TROP FAIBLE ET TROP PROCHE DE LA RUSSIE

Alors que l'Ukraine venait de proclamer son indépendance, l'un des meilleurs spécialistes de la région, Andreas Kapeller, écrivait : « Partout en Europe au XIXe siècle de nombreux groupes ethniques qui n'avaient pas d'État propre, pas de structure sociale complète, pas de langue littéraire autonome et pas de culture de grande civilisation sont devenus des nations. Certains comme les Tchèques et les Finlandais ont rapidement et avec succès mené à bien le processus de construction nationale, d'autres connurent d'importants retards et des rechutes. Les Ukrainiens appartiennent à ce second groupe. Il s'ensuit qu'ils ne sont pas encore à ce jour solidement intégrés en tant que nation et que souvent ils ne sont pas considérés comme tels par les étrangers » (*Petite histoire de l'Ukraine*, Paris, 1997, Institut d'Études Slaves, p. 34). En 2014, il ne semble pas nécessaire de changer un mot de cette analyse et c'est pourquoi la Russie semble avoir des chances raisonnables de réussir son entreprise de destruction de l'Ukraine indépendante. Mais cela ne se produirait probablement pas sans effusions de sang : les Ukrainiens sont trop faibles pour préserver leur embryon d'État-nation, mais leur frange nationaliste extrémiste serait assez déterminée pour mener la lutte armée, fût-elle désespérée (Petlioura et Bandera en témoignent). **S'il était pétri de culture classique et non empreint de celle de la brutalité et de la manipulation propre aux guébiistes de tous les pays, l'autocrate russe saurait que l'hybris (cette démesure qui pousse certains à exiger plus que ce que le destin leur a attribué) signa toujours la perte des humains qui en furent affectés.** En effet, les dieux déchaînent alors contre eux Némésis, la déesse de la vengeance équitable, celle qui ramène l'humain à sa juste place. La communauté internationale tente tout pour que ce retour au réel se fasse sans conflit, mais rien n'est assuré à ce stade de la crise. Espérons que, avec l'épisode ukrainien, la présidence Poutine ne s'inscrira pas dans nos livres d'histoire comme la pire catastrophe géopolitique du début du XXIe siècle !

(Manuscrit clos le 30 avril 2014)

Copyright Avril 2014-Gourdin/Diploweb.com

P.-S.

Docteur en histoire, professeur agrégé de l'Université, Patrice Gourdin enseigne les relations internationales et la géopolitique auprès des élèves-officiers de l'École de l'Air. Auteur de *Géopolitiques, manuel pratique*, Paris, 2010, Choiseul, 736 pages. Membre du Conseil scientifique du Centre géopolitique auquel est adossé le *Diploweb.com*.

Notes

[1] NDLR : Cependant, l'ONU n'a pas reconnu ce rattachement de la Crimée à la Russie, aux dépens de l'Ukraine.

[2] NDLR : Il s'agit ici des données en dollars. En parité de pouvoir d'achat (PPA) le chiffre est presque doublé.

SOMMAIRE

- Devenir membre le mercredi 1er octobre 2014.
- L'Ukraine, une crise politique qui révèle les tensions qui traversent le continent européen par Philippe de SUREMAIN , le samedi 14 décembre 2013.
- Kiev défie Poutine par Xavier GUILHOU, le vendredi 28 février 2014.
- Géopolitique de Sébastopol par CASSINI, Kevin LIMONIER, le mardi 4 mars 2014.
- L'OSCE et la crise ukrainienne par Maxime LEFEBVRE, le samedi 26 avril 2014.
- Ukraine : géopolitique d'un Etat tampon par Patrice GOURDIN, le vendredi 2 mai 2014.
- Russie-Ukraine : de la guerre à la paix ? Entretien avec A. Arjakovsky par Antoine ARJAKOVSKY, Pierre VERLUISE, le samedi 12 juillet 2014.
- Qu'apprend la Transnistrie à l'Ukraine ? par Cyrille BRET, Florent PARMENTIER, le mercredi 3 septembre 2014.
- Quelle Guerre froide ? Du recyclage anachronique d'un concept par Pierre VERLUISE, le dimanche 9 novembre 2014.
- Russie et « Étranger proche » : retour sur une année dramatique par Laurent CHAMONTIN, le mardi 18 novembre 2014.
- Ex-URSS : la bataille des dépouilles de l'empire par Pierre VERLUISE, le samedi 12 avril 2014.

Russie-Ukraine : de la guerre à la paix ? Entretien avec A. Arjakovsky

samedi 12 juillet 2014, par Antoine ARJAKOVSKY, Pierre VERLUISE

Longtemps absente des "écrans radars", l'Ukraine est devenue un enjeu géopolitique. Il importe de mieux connaître son identité bi-culturelle et bi-nationale, quelle est sa compréhension des valeurs européennes, mais aussi les méthodes de "guerre de l'information" utilisées à son sujet depuis plusieurs mois.

Directeur de recherches au Collège des Bernardins et auteur de « Russie-Ukraine : de la guerre à la paix ? » (Paris, Parole et Silence, 2014), Antoine Arjakovsky répond aux questions de Pierre Verluise, Directeur du *Diploweb.com*.

Pierre Verluise : En quoi l'Ukraine est-elle pluriculturelle et binationale ?

Antoine Arjakovsky : Comme je l'explique dans mon livre « Russie-Ukraine : De la guerre la paix ? » (Paris, Parole et Silence, 2014) les Ukrainiens prennent conscience d'eux-mêmes comme formant une communauté essentiellement bi-culturelle, bilingue et œcuménique. Les deux pôles en question du pays sont les pôles ukrainien et russe. Il y a certes d'autres cultures (grecque, tatare, juive, roumaine ou polonaise) qui ont marqué l'histoire de l'Ukraine, mais ces deux pôles russe et ukrainien dominent largement les autres et déterminent l'identité de l'Etat-nation ukrainien.

Cette révolution de la dignité et la centaine de morts tombés place Maïdan ont bouleversé l'Ukraine.

J'insiste sur le fait que la prise de conscience de cette appartenance à un Etat-nation bi-culturel s'est approfondie pendant les événements de ces sept derniers mois. Lors des premiers entretiens que m'a accordé Arsène Yatséniouk ce dernier, actuel premier ministre du président Petro Porochenko, ne comprenait la russité de l'Ukraine orientale que comme une survivance dommageable du passé. Aujourd'hui en soutenant le projet de loi permettant aux régions qui le veulent d'avoir le russe comme deuxième langue officielle il montre qu'il a évolué. Le fait que des russophones aient donné leur vie au nom de la liberté et de la justice sur Maïdan, ou encore que des juifs, des Tatars musulmans ou des chrétiens de toutes les confessions se soient rassemblés sur cette même place de l'Indépendance à Kiev pour chanter l'hymne ukrainien ont bouleversé les représentations que les Ukrainiens avaient d'eux-mêmes. L'une des thèses de mon analyse est que les Ukrainiens expérimentent aujourd'hui sur le plan de la constitution

de l'unité nationale ce que les Français ont connu entre 1789 et 1791.

Nous avons pourtant du mal en France à comprendre cette bi-nationalité de l'Etat car depuis le roi François Ier, et malgré la parenthèse de l'édit de Nantes, l'Etat français a voulu identifier le territoire, la langue et la religion catholique puis laïque. De plus les Ukrainiens eux-mêmes avaient du mal jusqu'à présent à nous expliquer de façon consensuelle qui ils étaient ! Mais, comme je l'ai dit, cette révolution de la dignité et la centaine de morts tombés place Maïdan ont bouleversé le pays. Et nous savons quant à nous qu'il existe d'autres modèles de développement des Etats-nations, le Canada étant probablement pour l'Ukraine le cas le plus marquant.



Antoine Arjakovsky, Directeur de recherches au Collège des Bernardins

Je creuse dans mon livre cette question en racontant l'histoire singulière de l'Ukraine qui est largement ignorée en France en raison du poids de la vision impériale de l'histoire russe dans nos manuels et dans nos chaires universitaires. Heureusement qu'il y a eu quelques historiens russes, malheureusement ils se comptent sur les doigts d'une seule main, comme Georges Fedotov, qui surent, mais seulement après la Deuxième Guerre mondiale, reconnaître l'identité propre de l'Ukraine par rapport à la Russie. Mais ils ne sont toujours pas enseignés dans les cours d'histoire en Russie ce qui explique les discours délirants à Moscou sur l'appartenance de l'Ukraine au monde russe (« rouskij mir ») de personnalités comme Nikita Mikhalkov ou le patriarche Kirill. Malheureusement les meurtres perpétrés en Ukraine aujourd'hui, en Crimée comme dans le Donbass, sont la conséquence de cette mythologie du « monde russe ». Comme dans les romans de Dostoïevski ce ne sont pas les élites qui mettent en pratique ces idées mais de simples citoyens russes « possédés » par leur force d'attraction, comme Igor Guirkine, chef militaire des mercenaires du Donbass, ou Pavlo Goubarev, gouverneur auto-proclamé de Donetsk. Même si nous ne disposons pas encore de toutes les preuves, il y a de fortes présomptions de penser également que le massacre d'Odessa du 2 mai 2014 a été préparé par des forces pro-russes avec la complicité de la police locale en vue de déstabiliser la région. [1]

P. V. : A Kiev, beaucoup se réclament des « valeurs européennes ». Comme vous le savez, beaucoup des citoyens de l'Union européenne doutent de ces valeurs si l'on en croit leur abstention massive aux élections pour le Parlement européen. Qu'entend-on à Kiev par « valeurs européennes » ? En quoi l'Union européenne en est-elle - ou non - l'incarnation ?

A. A. : Les Ukrainiens sont bien informés, surtout à l'Ouest de Kiev, sur la réalité de l'Union européenne. Ils connaissent en particulier les difficultés économiques des Européens de l'Ouest. On estime à plus de 700 000 le nombre d'Ukrainiens vivant dans la seule Italie ! Aussi sont-ils au fait par exemple des difficultés qu'ont les Italiens à mettre en pratique à Lampedusa leurs discours sur les droits de l'homme. Mais l'important pour un peuple est d'avoir un horizon d'avenir qui soit juste et fondé sur la démocratie (ce que les Européens de l'Ouest continuent à soutenir malgré l'érosion de leur participation aux élections européennes). L'ex-président ukrainien Victor Yanoukovytch a provoqué la colère de son peuple en novembre 2013 parce qu'il a voulu mettre un terme à l'espérance collective des Ukrainiens de rejoindre un espace politique dont l'idéal juridique est la Convention européenne des droits de l'homme. En faisant bastonner, sur ordre de Moscou, le 30 novembre 2013 de jeunes manifestants pacifiques, il a réveillé la conscience européenne et chrétienne des Ukrainiens.

P. V. : Depuis le dernier trimestre 2013, quelles ont été les méthodes et les objectifs de la « guerre de l'information » au sujet de l'Ukraine ?

A.A. : Tout le chapitre 3 de mon livre est consacré à ce sujet. J'ai été très surpris cet hiver 2013-2014 que les médias occidentaux relayent sans discernement les informations des agences de presse russe. C'est la raison pour laquelle j'ai voulu réagir par mon livre et par quantité d'articles parus dans *Le Figaro*, *Le Monde*, *Libération*, *La Croix*, *Ouest France* ou encore sur les plateaux télévisés.

Pourtant malgré tout ce travail d'information réalisé avec d'autres experts américains ou européens comme Timothy Snyder, Galia Ackerman ou Anne Applebaum, même après les élections présidentielles en Ukraine du 25 mai 2014, qui ont révélé contre la thèse martelée par les médias pro-russes d'une « révolution fasciste à Kiev » que 2% seulement des Ukrainiens soutenaient des partis extrémistes, les médias occidentaux ont continué à relayer les informations venant d'organes de presse russe.

Le président Poutine affirme lui-même vouloir restaurer une « URSS 2.0 ».

Cette naïveté a une double cause. Selon moi, les médias occidentaux ont « cru » depuis vingt ans que le communisme s'était effondré en Russie, et qu'en conséquence, l'information en régime démocratique devenait nécessairement objective. Mais ce sont deux mythes ! Le communisme ne s'est pas du tout effondré malgré ce qu'en disent les diplomates et les politologues patentés. Bien au contraire, le président Poutine affirme

lui-même vouloir restaurer une « URSS 2.0 ». La meilleure preuve de cet attachement au léninisme est que le corps du fondateur de l'Union soviétique se trouve toujours au Kremlin. Ce n'est pas un hasard non plus que l'un des premiers gestes des manifestants à Kiev en décembre 2013 fut de déboulonner la statue du dictateur russe sur l'avenue centrale de la capitale ukrainienne. Il aurait suffi pourtant que les journalistes et les experts occidentaux lisent un seul livre d'Anna Politkovskaïa, la journaliste russe assassinée en 2006, « Qu'ai-je fait ? » (Paris, Gallimard, 2008), pour comprendre que le système d'information en Russie repose entièrement sur les principes de la propagande et non pas sur ceux de l'information. Même les blogueurs sur internet sont aujourd'hui pourchassés par le Kremlin. Il faut dire qu'à l'ouest, sans que nous ayons la distance suffisante pour l'admettre, notre information repose également sur l'idéologie critique des Lumières, ce qui a le don d'exaspérer les élites qui à l'Est sont pour la plupart devenues anti-modernes.

P. V. : Comment définiriez-vous la Russie de Vladimir Poutine ? Comment comprenez-vous ses relations avec l'Eglise orthodoxe russe, et réciproquement ?

A. A. : Ici encore c'est tout un chapitre de mon livre que je ne peux résumer en quelques phrases. Ma thèse principale est que nous ne pouvons répondre à ces questions que si l'on fait appel à la théologie du politique. Bien souvent la science politique classique - et j'ajouterais la géopolitique aussi ! [2] - sont devenues aveugles pour avoir mis de côté la part symbolique (comprise seulement comme ténébreuse) de l'intelligence humaine et de la vie des peuples. Or ce n'est pas parce que nous avons à faire à du mythe qu'il faut immédiatement congédier l'irrationnel de nos analyses.

La Russie est une nation qui, déboussolée après la chute de l'URSS, a voulu retrouver dans le tsarisme, et sa théologie politique (autocratie, orthodoxie, peuple) les fondamentaux de son identité.

Si la réalité était uniquement faite de rationalité, et si des philosophes n'avaient pas attiré l'attention de leurs contemporains sur les énigmes du monde intelligible, l'humanité aurait disparu depuis longtemps ! Heureusement des historiens comme Raoul Girardet, ancien professeur IEP de Paris, ont montré la voie par leurs analyses sur les mythologies politiques nationalistes. Mais selon moi ce dernier n'est pas allé assez loin dans la compréhension de la logique propre au mythe. C'est pourquoi je suggère d'inventer, avec certains de mes collègues chercheurs au Collège des Bernardins, une nouvelle discipline, la théologie du politique.

Pour répondre brièvement à votre question ce ne sont pas des arguments uniquement conceptuels qui permettent de « définir » le régime poutinien et ses liens avec l'Eglise orthodoxe russe. Certes Vladimir Poutine est un ancien membre du KGB soviétique instrumentalisant la hiérarchie de l'Eglise russe [3], qui collabora elle-même avec « les

organes », afin d'asseoir son pouvoir. Mais il y a plus que cela. Il y a aussi une nation qui, déboussolée après la chute de l'URSS, a voulu retrouver dans le tsarisme, et sa théologie politique (autocratie, orthodoxie, peuple) les fondamentaux de son identité. Il y a aussi une Eglise qui s'interroge sur son rapport à l'Etat après la chute de la théologie pseudo-chrétienne de la symphonie byzantine...

P. V. : Pourquoi le projet russe d'Union eurasiatique n'attire-t-il pas l'Ukraine ? Pourquoi préférez-vous un accord d'association avec l'Union européenne ? Les deux projets - Union eurasiatique et Union européenne - sont-ils incompatibles ? Pourquoi ?

A. A. : Les Ukrainiens depuis vingt ans ont souhaité tenir ensemble leur attachement à la civilisation européenne et leurs affinités historiques avec la Russie. Mais Vladimir Poutine a voulu que cela cesse en raison de son projet de constitution d'une Union eurasiatique en janvier 2015, Union eurasiatique pensée comme un contre-modèle huntingtonien à la civilisation décadente de l'Occident. C'est la raison pour laquelle il a engagé en août 2013 une guerre douanière avec l'Ukraine pour éviter que celle-ci signe le traité d'association avec l'Union européenne. Pour lui le rapprochement à ses frontières de la civilisation occidentale (qu'il associe à tort ou à raison avec l'OTAN) est intolérable car il considère que si l'UE levait ses barrières douanières en matière commerciale et de visa avec l'Ukraine, la Russie perdrait son leadership et sa liberté. Elle ne serait plus en mesure de créer un marché concurrent à celui des 506 millions d'habitants de l'UE.



Antoine Arjakovsky en conférence au Collège des Bernardins, juillet 2014

P. V. : Depuis le début de cette nouvelle crise ukrainienne, quels ont été les « idiots utiles » du Kremlin en Europe occidentale ?

A. A. : Lénine qualifiait d' « idiots utiles » ceux qui à l'Ouest soutenaient l'Union soviétique sans comprendre que cette dernière ne partageait pas du tout leurs idéaux démocratiques et pacifiques. Dans mon livre je ne mentionne que quelques uns des Européens qui prennent fait et cause pour la Russie poutinienne sans comprendre qu'ils se tirent une balle dans le pied. Vous trouverez quelques noms dans l'ouvrage.

Mais j'aurais pu en ajouter bien d'autres. Je pense en particulier à l'interview délirante donnée par Vladimir Poutine à Gilles Bouleau de *TF1* et Jean-Pierre Elkabach d'*Europe 1* à l'occasion de la venue en France le 6 juin 2014 du président russe. Non seulement en 40 minutes d'entretien les deux hommes n'ont pas été capables d'interroger le président russe sur les mensonges avérés de ce dernier lors de son annexion de la Crimée (mars 2014) mais ils ont tout fait pour le faire apparaître, malgré ses propos impérialistes et misogines, comme un homme d'Etat respectable et respectueux (cf les propos en *making off* de G. Bouleau sur le site mytf1.fr). La seule lecture de *La Russie selon Poutine* d'Anna Politkovskaïa ou des travaux de Marie Mendras sont en mesure de « convaincre » le plus virulent des « anti-poutinophobes » pourvu qu'il soit honnête intellectuellement. Ici encore il faut faire appel à la mythologie dominante dans la science politique actuelle selon laquelle il faut « laisser dans le monde globalisé un espace civilisationnel au monde russe, quelle que soit l'étrangeté barbare de ses gouvernants ». Cette « théorie » civilisationnelle, qui a séduit autant le président Poutine que le président Chirac, est très difficile à discuter car il s'agit d'un mythe porteur d'antinomies. Huntington dit que, d'un côté le monde devient civilisationnel mais que, d'un autre côté, ces civilisations sont toutes nécessairement porteuses de conflit. Il dit cela parce qu'il « croit » que l'homme est un loup pour l'homme et qu'il n'existe pas de valeur universelle. C'est ce genre de croyances pavées de bonnes intentions que je cherche à démasquer. Car elles sont sources de guerres.

Comme je ne pratique pas la langue de bois je sais que mes propos peuvent irriter certaines personnes. C'est pourquoi je tiens à préciser deux points. D'une part je ne suis pas russophobe. Bien au contraire c'est par fidélité à mes origines russes que je tiens à ce que la vérité soit dite et c'est par souci de construire la paix que je propose dans mon livre des alternatives politiques au président Poutine alors que beaucoup d'experts ne lui voient plus aucune alternative que la violence. D'autre part je comprends parfaitement qu'on puisse être perplexe par rapport à une réalité fort complexe et difficile à comprendre dans un contexte de guerre de l'information. Aussi je ne reprends pas l'expression de Lénine pour accabler les personnes incriminées mais uniquement pour les pousser à se remettre en question et retrouver le chemin de l'intelligence critique.

P. V. : Avez-vous des preuves de l'action de services secrets étrangers (russes, mais aussi américains, voire polonais, etc.) en Ukraine ?

A. A. : Les services secrets européens, américains et russes sont tous présents en Ukraine. Mais il faut ici encore faire preuve de discernement « logique » par rapport à tous les « mythes » sur le rôle des services secrets occidentaux dans le déclenchement de la révolution orange en 2004 ou de la révolution de la dignité en 2013. Comment sincèrement croire que les révoltes ukrainiennes aient pu être téléguidées de Paris ou de New York alors qu'elles ont mobilisé à chaque fois des millions d'Ukrainiens pendant des mois, sous la neige, prêts à risquer leur vie ? Les Russes ont voulu financer une

manifestation pro-Yanoukovytch au mois de janvier 2014. Elle a duré une demi-journée et on a su immédiatement combien de grivnas (monnaie ukrainienne) les manifestants avaient été payés ! Je trouve ridicules les médias occidentaux qui se permettent de donner du crédit à de tels scénarios. En revanche la découverte des archives du président Yanoukovytch à Mejdouïze, les communications interceptés entre les mercenaires russes et tchéchènes en Ukraine avec les services secrets de l'armée russe, ou encore les armes laissées par les terroristes russes à Sloviansk, ont révélé de façon tangible les liens étroits entre le précédent régime ukrainien et le Kremlin. Toutes ces preuves ont été publiées dans la presse ukrainienne.

P. V. : Quels sont les pays de l'OTAN et / ou de l'UE qui apportent à l'Ukraine de la « révolution de la dignité » le soutien le plus franc ? A l'inverse, quels sont les pays les plus réservés, voire ceux qui seraient prêts à jouer les « idiots utiles » du Kremlin ?

A. A. : D'une façon générale il n'y a que dix pays au sein de l'assemblée des Nations Unies qui aient soutenu la Russie sur l'annexion de la Crimée, des pays comme l'Ouganda ou la Corée du Nord.

Il y a un rapport évident entre l'indépendance énergétique et la liberté politique.

De même au printemps dernier l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a été très claire dans sa condamnation du régime de Poutine en excluant la Russie de tous ses organes décisionnels. Cela dit il y a un rapport évident entre l'indépendance énergétique et la liberté politique. Les Américains sont les plus clairs dans leur soutien au nouveau gouvernement ukrainien. Tandis que le gouvernement serbe a clairement affirmé le 6 juillet 2014 qu'en « raison de sa dépendance énergétique » il s'opposait à toute sanction à l'égard de la Russie. Et pourtant des pays comme la Pologne ou les pays Baltes savent qu'il vaut mieux trouver des alternatives au gaz russe que de céder sur la question du soutien à l'Ukraine, quitte à être moins bien chauffé durant l'hiver 2014-2015. Pour eux le combat des Ukrainiens est un combat pour l'avenir de l'Europe, pour l'avenir du modèle européen, pour l'avenir de valeurs comme la justice, la liberté et la vérité. Il est heureux que les Britanniques, malgré leur euro-scepticisme, soient très clairs également sur ce point. Leur combat contre le fascisme dans les années 1930-40 les a instruit qu'il vaut mieux être très honnête aujourd'hui, même si c'est douloureux, que victime demain.

P.V. : La France doit-elle livrer à la Russie les deux navires de guerre de classe Mistral, suite au contrat signé à l'époque de N. Sarkozy ? Sinon, que faire ?

A. A. : Pour la raison que je viens d'exposer je m'oppose résolument à la livraison des deux navires de guerre par la France à la Russie. Comment la France en tant qu'Etat

membre de l'OTAN peut-elle à la fois cesser toute coopération militaire avec la Russie comme elle l'a annoncé au mois de mars 2014 et en même temps donner à la Russie de la corde pour se faire pendre ? C'est juste impensable ! Sans parler du fait que la France a signé le Mémorandum de Budapest en 1994. La France a donné sa parole d'honneur à l'Ukraine qu'elle garantirait l'intégrité de ses frontières en contrepartie de sa dénucléarisation. Les diplomates français ont beau vouloir minimiser aujourd'hui ce document en expliquant qu'il ne s'agit que de « garanties négatives », ce type de discours est inutile. Car il ne convaincra personne. De plus il y a des solutions alternatives. L'OTAN pourrait acheter ces navires. Et pourquoi pas avec l'aide de certaines banques comme la BNP ? Dans le pire des cas, si le gouvernement français devait les vendre, il serait impératif que ne soit pas installé le suréquipement de pointe de ces navires.

En tous cas j'invite la diplomatie française à soutenir toutes les initiatives en faveur d'un règlement international du statut de la Crimée. Je compte organiser au mois d'octobre 2014 à Paris avec l'appui de plusieurs institutions une conférence qui traitera de ce sujet. Et j'invite tous les experts à se joindre à la proposition d'Arsène Yatséniouk qui consiste à promouvoir un nouveau référendum en Crimée, supervisé cette fois par l'Ukraine et par la communauté internationale, Russie comprise, qui permettrait aux Criméens de déterminer leur avenir en toute liberté.

P. V. : Pour l'évolution à venir de l'Ukraine, quelle différence faites-vous entre la fédéralisation (voulue pas V. Poutine) et la décentralisation (préférée par le chef du gouvernement A. Yatséniouk) ?

A. A. : Dans un cas (la fédéralisation) la Russie demande à l'Ukraine ce qu'elle n'est pas prête de réaliser pour elle-même, c'est-à-dire une autonomisation de ses régions où les gouverneurs pourraient même avoir une action internationale.

Tandis que dans l'autre cas (la décentralisation) l'Ukraine propose la formation d'un Etat-nation où le pouvoir ne fonctionnerait pas uniquement du haut vers le bas, mais aussi de bas en haut puisque les préfets seraient remplacés par les présidents des conseils régionaux.

P. V. : Faut-il envisager une forme de « finlandisation » de l'Ukraine ? Quels en seraient les contraintes et les avantages ?

A. A. : La « finlandisation » de l'Ukraine a été le modèle adopté par la communauté internationale lors de la signature en 1994 du Mémorandum de Budapest par Boris Eltsine, Léonide Koutchma, John Major, Bill Clinton, puis par François Mitterrand et Jiang Zemin. L'Ukraine ne faisait partie d'aucune alliance, devenait neutre et même renonçait, pour la première fois dans l'histoire, à l'arme nucléaire. Ce modèle a manifestement échoué. J'expose dans mon livre les alternatives possibles aujourd'hui.

P. V. : A long terme, la Russie n'a-t-elle pas un intérêt stratégique à se rapprocher géographiquement de l'UE et à pouvoir faire plus facilement des

affaires avec l'UE, via l'Ukraine ?

A. A. : Bien sûr ! Le mythe eurasiatique n'a de vérité que dans la mesure où la Russie se souvient de ses sources européennes.

P. V. : **Quel est le véritable objectif de Maïdan et du gouvernement Yatséniouk : l'association ou l'adhésion à l'UE ? Quels seraient les pays de l'UE les plus réservés sur une adhésion de l'Ukraine à l'UE ? Quels seraient les pays les plus favorables ?**

A. A. : Aujourd'hui il est question d'association avec l'Union européenne, et c'est déjà énorme pour les Ukrainiens. Ils ont un grand travail à réaliser pour parvenir à une association heureuse. Pour l'avenir je suis assez favorable aux thèses de Philippe Herzog sur une construction politique européenne à plusieurs cercles. Pour cela il faudrait que nous sortions de notre conceptualisme pseudo universel et égalitariste. La dynamique de la construction européenne se doit de respecter les espaces-temps de chaque nation.

Elle doit aussi se comprendre comme un échange de dons pour être profitable à tous et à chacun. Les Ukrainiens en particulier ont beaucoup à apporter à l'Europe. Il ne s'agit pas seulement d'un marché de 45 millions d'habitants et du plus grand pays d'Europe en superficie, où de plus tout est à construire. Les Ukrainiens ont aussi une culture très riche et chez certains un sens de l'humanité qui est passé par le feu du totalitarisme. Pour l'instant les Européens, minés par une forte vague de scepticisme à l'égard de la culture politique et économique moderne, sont incapables de voir tout ceci. J'espère qu'avec le temps, et grâce à la création d'une multitude de ponts qui vont s'établir dans les années à venir, nous serons en mesure de réaliser que l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne serait une véritable chance pour tous les Européens.

P. V. : **Et l'OTAN : « N'en parlez jamais, y penser toujours » ?**

A. A. : Je suis personnellement, comme Catherine Durandin, en faveur d'une réforme de l'OTAN. Nous entrons aujourd'hui dans une période extrêmement délicate où on ne pourra plus repousser au lendemain la question délicate de l'avenir de la sécurité européenne.

Mais il est clair que l'attitude du président Poutine est aux antipodes de ce qu'il faudrait faire pour favoriser de nouveaux rapports de confiance entre les anciens pays membres du bloc de Varsovie et les pays membres de l'OTAN. Après l'annexion (provisoire) de la Crimée en mars 2014, et la guerre hybride menée dans le Donbass, de plus en plus d'Ukrainiens veulent désormais, tout comme le gouvernement finlandais, faire partie de l'OTAN.

P. V. : **Quelles différences faites-vous depuis le dernier trimestre 2013 entre l'approche des Etats-Unis et l'approche de l'Union européenne à propos de la crise ukrainienne ? Les réseaux républicains n'ont-ils pas dans une certaine**

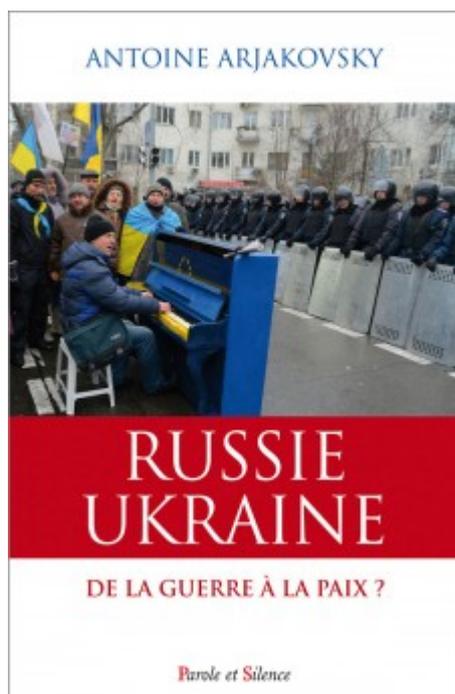
mesure contribué à créer une situation géopolitique qui a contraint le président Obama - démocrate - à s'engager plus qu'il ne l'aurait voulu initialement ?

A. A. : Il y a une grande unanimité chez les Américains au sujet de l'attitude de fermeté à adopter à l'égard de la Russie. C'est ce que je tire de ma lecture de la presse américaine ou des déclarations d'Hillary Clinton qui n'a pas hésité à comparer Vladimir Poutine envahissant la Crimée à Adolphe Hitler annexant les Sudètes. Le président Obama n'a pas besoin des pressions de John MacCain pour comprendre que Vladimir Poutine a menti par exemple sur « les hommes verts de Crimée » ou sur l'indépendance, affirmée par le Kremlin, des terroristes russes de Sloviansk à l'égard de la Russie. C'est peut-être parce que les médias américains comme le *Washington Post* ou le *New York Times* sont plus professionnels que les médias européens. A moins que ce ne soit en raison de la faible dépendance de ces médias américains à l'égard des multinationales commerçant en Russie ? Je me réjouis en tous cas que *Diploweb.com* soit en mesure de faire connaître mes propres analyses sur ce sujet et vous en remercie.

Copyright Juillet 2014- Arjakovsky-Verluisse/Diploweb.com

Plus

Antoine Arjakovsky, Russie - Ukraine. De la guerre à la paix ? (Paris, Parole et Silence, 2014)



4e de couverture

Depuis le 21 novembre 2013 les événements s'enchaînent en ex-URSS à une vitesse et dans des proportions telles qu'ils menacent aujourd'hui le monde d'une nouvelle guerre froide. L'Ukraine s'est dans un premier temps révoltée contre un Etat corrompu et manipulé par la Russie au nom de son attachement à la civilisation européenne et aux valeurs de justice et de dignité. La Russie, se sentant menacée, a réagi en déclenchant une guerre de l'information sans précédent, en annexant la Crimée et en déstabilisant l'Ukraine orientale. L'Assemblée générale de l'ONU et l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ont vigoureusement condamné l'agression du Kremlin. Mais en raison de l'oubli de la logique propre au mythe politique, une grande confusion règne au sein de l'opinion publique européenne. Quels sont, à la lumière de la mythologie politique, les vrais enjeux du conflit entre la Russie et l'Ukraine ? Quelles en sont les causes profondes ? Quelles conséquences cette guerre pourrait entraîner pour l'Europe et pour le monde ? Et surtout, comment retrouver le chemin de la paix ?

Voir sur le livre d'Antoine Arjakovsky, Russie-Ukraine : de la guerre à la paix ? » sur le site de l'éditeur

P.-S.

Antoine Arjakovsky est Directeur de recherches au Collège des Bernardins, et auteur de « Russie-Ukraine : de la guerre à la paix ? » (Paris, Parole et Silence, 2014). Pierre Verluise est Directeur du *Diploweb.com*, auteur de « Géopolitique des frontières européennes », Paris, Argos, 2013. Egalement disponible en anglais, "The Geopolitics of the European Union Borders, Where should expansion stop ?" Eska, 2014.

Notes

[1] en.odfoundation.eu/a/3632,report-destabilization-of-the-situation-in-the--outh-of-ukraine-who-masterminded-the-sanguinary-events-in-odessa

[2] NDLR : Toute une école de la géopolitique accorde une large place à l'étude des représentations.

[3] NDLR : La collaboration de la hiérarchie de l'Eglise orthodoxe avec l'Etat soviétique ne doit pas faire oublier que des prêtres orthodoxes ont été déportés et martyrisés au goulag.

SOMMAIRE

- Devenir membre le mercredi 1er octobre 2014.
- L'Ukraine, une crise politique qui révèle les tensions qui traversent le continent européen par Philippe de SUREMAIN , le samedi 14 décembre 2013.
- Kiev défie Poutine par Xavier GUILHOU, le vendredi 28 février 2014.
- Géopolitique de Sébastopol par CASSINI, Kevin LIMONIER, le mardi 4 mars 2014.
- L'OSCE et la crise ukrainienne par Maxime LEFEBVRE, le samedi 26 avril 2014.

- Ukraine : géopolitique d'un Etat tampon par Patrice GOURDIN, le vendredi 2 mai 2014.
- Russie-Ukraine : de la guerre à la paix ? Entretien avec A. Arjakovsky par Antoine ARJAKOVSKY, Pierre VERLUISE, le samedi 12 juillet 2014.
- Qu'apprend la Transnistrie à l'Ukraine ? par Cyrille BRET, Florent PARMENTIER, le mercredi 3 septembre 2014.
- Quelle Guerre froide ? Du recyclage anachronique d'un concept par Pierre VERLUISE, le dimanche 9 novembre 2014.
- Russie et « Étranger proche » : retour sur une année dramatique par Laurent CHAMONTIN, le mardi 18 novembre 2014.
- Ex-URSS : la bataille des dépouilles de l'empire par Pierre VERLUISE, le samedi 12 avril 2014.

Qu'apprend la Transnistrie à l'Ukraine ?

POUR UNE AUTRE LECTURE DU CONFLIT EN UKRAINE : LES LEÇONS DE LA TRANSNISTRIE

mercredi 3 septembre 2014, par Cyrille BRET, Florent PARMENTIER

Le sommet de l'OTAN invite à se pencher à nouveau sur l'Ukraine, ici avec un regard novateur. Pour mieux comprendre la mêlée ukrainienne, on peut trouver des sources de clarté à l'aune de la Transnistrie, entité séparatiste de la Moldavie, un pays coincé entre l'Ukraine et la Roumanie.

En effet, la Transnistrie, est modèle à Donetsk et contre-modèle à Kiev. La Transnistrie fait figure de modèle pour les séparatistes ukrainiens, ayant réussi à subsister pendant plus de deux décennies. Les dirigeants de la RPD peuvent s'appuyer sur la porosité de la frontière avec la Russie, qui constitue une base arrière. *A contrario*, elle constitue un repoussoir absolu pour les dirigeants de Kiev, qui ont une connaissance fine du cas transnistrien.

LE CONFLIT ukrainien est le plus important sur le continent européen depuis la désintégration de la Yougoslavie (1991-1992). Il constitue pour l'Europe un choc similaire à ce qu'a été le « Printemps arabe » à partir de 2011, où plusieurs changements de régimes et conflits sont apparus.

Pour tenter de clarifier des évolutions complexes et rapides, deux mouvements essentiels peuvent être distingués dans les événements actuels, même s'ils sont intimement liés. Le premier a pour épicerie Kiev et fait suite aux manifestations de novembre 2013 destinées à protester contre la décision de ne pas ratifier l'accord d'association entre l'Ukraine et l'Union européenne. Il aboutit au renversement du Président Viktor Ianoukovitch en février 2014, suivi de son remplacement par Petro Porochenko en mai 2014 suite à des élections démocratiques. La nature de la révolution à Kiev, appelée « EuroMaïdan », a été saluée en Europe et aux Etats-Unis et sévèrement critiquée à Moscou.

Faire un pas de côté peut en effet donner une nouvelle perspective sur le conflit.

Le second mouvement a pour origine l'Est du pays, en proie à une violente déstabilisation. La Russie est aux avant-postes, jouant sa propre partition afin de contrôler les changements politiques à Kiev. La Crimée, péninsule avançant sur la mer Noire, devient partie intégrante de la Russie suite à un référendum contesté en mars 2014. Cette perte est évidemment inacceptable pour les autorités de Kiev, qui voient avec inquiétude d'autres mouvements séparatistes et qui pointent une violation des normes internationales au premier rang desquelles le principe de souveraineté. Face à

cette situation, Kiev lance des « opérations anti-terroristes » afin de récupérer le Donbass, composé des régions de Lougansk et Donetsk. Cette défense légitime de la souveraineté s'accompagne néanmoins d'un lourd bilan (2000 morts à la mi-août 2014 selon l'ONU, près de 300 000 déplacés et réfugiés), et les conséquences à terme sont désastreuses : économies affaiblie, tensions durables, etc.

Au milieu de la mêlée ukrainienne, abondamment observée et commentée, on peut trouver des sources de clarté à l'aune de la Transnistrie, entité séparatiste de la Moldavie, un pays coincé entre l'Ukraine et la Roumanie.

Faire un pas de côté peut en effet donner une nouvelle perspective sur le conflit.

Trois grilles de lecture classiques du conflit ukrainien

Le conflit auquel nous assistons en Ukraine peut être interprété selon plusieurs grilles de lecture.

1. Celle de la « Guerre froide », opposant deux camps inconciliables, les Occidentaux et les Russes, en est une. Elle met l'accent sur les origines internationales du conflit, dont les origines proches coïncident avec la question du rapprochement avec l'Union européenne, via l'accord d'association. Dans cette perspective, deux puissances à vocation internationale se livrent une lutte sans merci pour le contrôle de l'Ukraine. L'enjeu est résumé synthétiquement par le stratège américain Zbigniew Brzezinski [1], selon lequel « sans l'Ukraine, la Russie n'est plus un empire ». La montée des tensions internationales, mais également des sanctions, participent à cette mise en perspective. Toutefois, cette vision dit peu de choses sur les acteurs ukrainiens eux-mêmes, alors qu'ils ont un rôle déterminant dans le conflit.

2. L'émergence d'une « nouvelle Yougoslavie » est une deuxième grille de lecture, appuyée sur le concept de « choc des civilisations ». Le schéma opposant deux Ukraine, l'une unanimement pro-russe et industrielle (le Sud et l'Est) et l'autre unanimement russophobe, agricole et tournée vers l'Occident (Kiev et l'Ouest), est certes exagérée. En la matière, il y a des gradients, c'est-à-dire des dégradés dans les préférences, et des nuances à apporter.

Ces trois grilles de lecture dominantes mettent l'accent sur différents éléments, cohérents, souvent pertinents, mais n'épousant pas totalement les faits.

De nombreux intellectuels de l'Est sont enclins à un futur européen. A l'inverse, les minorités à l'Ouest du pays (Hongrois et Ruthènes notamment) sont plutôt solidaires des russophones, craignant le nationalisme ukrainien. Le scénario yougoslave suppose que l'effondrement de l'Etat découle de la diversité interne de la population. Pourtant, force est de constater que même la Crimée, majoritairement peuplée de populations ethniquement russes, n'était pas favorable à un rattachement avec la Russie avant les

événements de Maïdan. Ce qui n'empêche pas aujourd'hui de nombreux civils à l'Est de considérer que c'est Kiev, et non Moscou, qui leur fait la guerre et s'attaque aux civils. La version extrême de cette perspective, le conflit de civilisation, montre également ses insuffisances.

3. On peut enfin faire découler le conflit des caractéristiques internes des régimes post-soviétiques. C'est la troisième grille de lecture. Le premier d'entre eux, la Russie, cherche à réaffirmer sa puissance au niveau international depuis plusieurs années. L'une des modalités de cette puissance consiste pour Moscou à créer une zone économique autour d'elle, l'Union eurasiatique, dont l'Ukraine était la pierre angulaire. Le rapprochement de Kiev avec l'UE réduisait les chances de voir advenir ce rapprochement économique, que les Etats-Unis ont explicitement combattu. D'où la tentation pour la Russie de jouer la carte de la « Nouvelle Russie », terme qui désigne l'Ukraine de l'Est et du Sud, afin de conserver sa puissance dans la région. Cependant, il ne faut pas surestimer l'influence du seul Président Poutine, ni penser que l'oligarchie qui l'accompagne est mue par une idéologie. De Marx, c'est plus vraisemblablement la notion de capital que les dirigeants ont retenu.

Ces trois grilles de lecture dominantes mettent l'accent sur différents éléments, cohérents, souvent pertinents, mais n'épousant pas totalement les faits. C'est la raison pour laquelle **une grille de lecture transnistrienne du conflit semble pertinente.**

La Transnistrie, modèle à Donetsk et contre-modèle à Kiev

La situation en Moldavie présente des traits comparables à ceux de la situation ukrainienne. La Transnistrie est cette région séparatiste de l'Est de la Moldavie. A l'époque, la population locale, majoritairement slave dans une population latine, avait mal accueilli les changements liés à la *Perestroïka* et aux volontés indépendantistes moldaves à la fin de l'Union soviétique (1991). Cette situation avait fait naître un « nationalisme réactif » que la Russie avait soutenu par le biais de la XIVe Armée, dont le chef était Alexandre Lebed, un général devenu ensuite un homme politique influent. Le cessez-le-feu, signé en 1992, n'a pas permis depuis de déboucher sur une paix durable. Cet épisode sert de leçon aux différents belligérants aujourd'hui. Pour diverses raisons, la Transnistrie constitue à la fois un modèle et un contre-modèle pour les belligérants.

La Transnistrie, située à l'Ouest de l'Ukraine, n'est naturellement pas sans lien avec ce pays. D'abord humain, puisque cette région comptait davantage d'Ukrainiens que de Russes au moment de l'indépendance, en 1991. Aux Ukrainiens ruraux présents dans la région se sont ajoutés les Ukrainiens venus dans le cadre de l'industrialisation soviétique. L'actuel Président de la Transnistrie, Evgueny Chevtchouk, a lui-même des origines ukrainiennes et a fait des études à Kiev.

Les Transnistriens, ou Russes passés par la Transnistrie, sont très présents dans les

De plus, cette entité séparatiste, qui a vu prospérer la contrebande sur son territoire, peut être considérée comme un arrière-pays économique du grand port d'Odessa. La mission de surveillance à la frontière européenne entre la Transnistrie et l'Ukraine, EUBAM, a d'ailleurs ses quartiers généraux dans la ville portuaire. Paradoxalement, cette opération européenne, censée lutter contre la contrebande, a été prolongée par Viktor Ianoukovitch lorsqu'il était au pouvoir. Et Petro Porochenko, l'actuel président ukrainien, a lui-même eu des intérêts économiques importants en Transnistrie.

Militairement également, des liens existent. Pour mémoire, la conquête de la Crimée a été réalisée par le Maréchal Souvorov (1787), le même qui a conquis la Transnistrie en 1792. La monnaie locale transnistrienne a d'ailleurs pris le nom de « Souvorovki » en son honneur. Plus près de nous, des Ukrainiens ont pris part au conflit de 1991-1992, soutenant l'indépendance de la Transnistrie, qui était un territoire ukrainien pendant l'entre-deux-guerres (elle a ensuite été donnée à la Moldavie dans le cadre d'un échange de territoires). Petro Porochenko, lui-même, avait fait ses propres recommandations sur le conflit transnistrien lorsqu'il était secrétaire à la sécurité nationale et à la défense en 2005, garantissant un rôle pour l'Ukraine et la Russie.

Parallèlement, les Transnistriens, ou Russes passés par la Transnistrie, sont très présents dans les événements ukrainiens de 2014. Le premier Ministre de Crimée, Sergey Aksionov, est originaire de Balti, dans le nord de la Moldavie, mais il a lutté pour l'indépendance de la Transnistrie où il a vécu jusqu'en 2006. En août 2014, le lieutenant-général du KGB et ancien Ministre de la sécurité transnistrien, Vladimir Antyufeyev, est vice-premier Ministre de la « République populaire de Donetsk » (RPD), tandis Alexandre Karaman, ancien vice-président de Transnistrie, est devenu responsable des affaires sociales. Le vice-premier Ministre russe Dmitri Rogozine, qui a fait l'objet de sanctions par les Etats-Unis (interdiction de visa et gel des avoirs), est en outre lui-même officiellement en charge de la Transnistrie. On voit ici qu'il y a aujourd'hui un continuum très fin entre régions séparatistes ukrainiennes, Russie et Transnistrie.

*

La Transnistrie fait donc figure de modèle pour les séparatistes ukrainiens, ayant réussi à subsister pendant plus de deux décennies. Les dirigeants de la RPD peuvent s'appuyer sur la porosité de la frontière avec la Russie, qui constitue une base arrière. *A contrario*, elle constitue un repoussoir absolu pour les dirigeants de Kiev, qui ont une connaissance fine du cas transnistrien, à commencer par le président en exercice. Devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, il a lui-même déclaré en juin 2014 « qu'il ne laisserait pas le Donbass devenir une Transnistrie ». Il ne veut pas d'une entité séparatiste, qui est à même de bloquer le pays dans le choix de

ses options géopolitiques. En d'autres termes, l'idée de fédéralisation proposée par Moscou se trouve décrédibilisée aux yeux de Kiev : il faudra pourtant trouver divers arrangements pour rétablir la paix dans la région.

Copyright Août 2014-Bret-Parmentier/Diploweb.com

Plus

Florent Parmentier, vient de publier « Les chemins de l'Etat de droit. La voie étroite des pays entre Europe et Russie », Paris, Presses de Sciences Po, 2014.

4e de couverture

En novembre 2013, les révoltés ukrainiens de la place Maïdan revendiquaient la constitution d'un État « normal », débarrassé des ingérences des oligarques et des agissements d'un président contre lequel ne s'exerçait aucun contre-pouvoirs. De semblables appels ont retenti à plusieurs reprises dans des pays situés entre l'Europe et la Russie, comme la Moldavie ou la Géorgie. L'Europe peut-elle répondre à l'attente suscitée par son modèle politique ? Ou, au contraire, faut-il voir dans la force d'inertie et dans les héritages culturels les facteurs de résilience de régimes plus ou moins autoritaires dans la région, soutenus par la Russie ?

Entre pessimisme de raison et optimisme de la volonté, Florent Parmentier propose une analyse d'actualité sur les possibilités d'émergence d'un État de droit dans les pays d'Europe de l'Est et du Caucase, condition sine qua non de leur modernisation et d'un éventuel rapprochement profond et durable avec l'Union européenne.

. Voir le sommaire du livre de Florent Parmentier, « Les chemins de l'Etat de droit. La voie étroite des pays entre Europe et Russie », sur le site des éditions Presses de Sciences Po

P.-S.

Florent Parmentier, enseignant et responsable de programmes à Sciences Po, vient de publier « Les chemins de l'Etat de droit. La voie étroite des pays entre Europe et Russie », Paris, Presses de Sciences Po, 2014. Cyrille Bret, Maître de conférence à Sciences-Po et Haut Fonctionnaire, a étudié à l'ENS, ENA, IHEDN et ancien professeur de sciences politiques à l'Université de Moscou.

Notes

[1] NDLR : Zbigniew Kazimierz Brzezinski (né le 28 mars 1928 à Varsovie en Pologne) est un politologue américain d'origine polonaise.

SOMMAIRE

- Devenir membre le mercredi 1er octobre 2014.
- L'Ukraine, une crise politique qui révèle les tensions qui traversent le continent européen par Philippe de SUREMAIN , le samedi 14 décembre 2013.
- Kiev défie Poutine par Xavier GUILHOU, le vendredi 28 février 2014.
- Géopolitique de Sébastopol par CASSINI, Kevin LIMONIER, le mardi 4 mars 2014.
- L'OSCE et la crise ukrainienne par Maxime LEFEBVRE, le samedi 26 avril 2014.
- Ukraine : géopolitique d'un Etat tampon par Patrice GOURDIN, le vendredi 2 mai 2014.
- Russie-Ukraine : de la guerre à la paix ? Entretien avec A. Arjakovsky par Antoine ARJAKOVSKY, Pierre VERLUISE, le samedi 12 juillet 2014.
- Qu'apprend la Transnistrie à l'Ukraine ? par Cyrille BRET, Florent PARMENTIER, le mercredi 3 septembre 2014.
- Quelle Guerre froide ? Du recyclage anachronique d'un concept par Pierre VERLUISE, le dimanche 9 novembre 2014.
- Russie et « Étranger proche » : retour sur une année dramatique par Laurent CHAMONTIN, le mardi 18 novembre 2014.
- Ex-URSS : la bataille des dépouilles de l'empire par Pierre VERLUISE, le samedi 12 avril 2014.

Quelle Guerre froide ? Du recyclage anachronique d'un concept

QUAND LA FACILITÉ EST MAUVAISE CONSEILLÈRE

dimanche 9 novembre 2014, par Pierre VERLUISE

Le concept de Guerre froide est-il éclairant pour expliquer la situation des relations internationales presque un quart de siècle après la fin de la Guerre froide (1947-1990) ? La réponse semble négative, aussi bien en ce qui concerne l'espace considéré que la réalité stratégique.

UN quart de siècle exactement après l'ouverture du Mur de Berlin, il est peut-être utile de se pencher sur le recyclage du concept de Guerre froide à l'occasion de nouvelles crises entre les Etats-Unis et la Russie post-soviétique. Il ne s'agit pas de nier l'existence de nouvelles tensions - loin de là - mais d'interroger une facilité de langage comme de plume. Le concept de Guerre froide est-il éclairant pour expliquer la situation des relations internationales presque un quart de siècle après la fin de la Guerre froide (1947-1990) ?

Voyons successivement pourquoi l'espace considéré (I) et la réalité stratégique (II) diffèrent d'une période à l'autre.



Pierre Verluise, sur Arte, invité du 28 minutes

I. L'espace considéré diffère

La Guerre froide [1] s'explique par l'incompatibilité de deux messianismes idéologiques. Les Etats-Unis se veulent les champions de la démocratie parlementaire et de la libre entreprise. L'Union soviétique pratique le monopole du pouvoir au bénéfice du parti communiste et la planification économique. La Guerre froide oppose donc des puissances se réclamant de valeurs opposées et organisées selon des principes

différents.

Quand les réalités stratégiques, les méthodes et les menaces diffèrent à ce point de l'époque de la Guerre froide, en quoi le concept de Guerre froide est-il éclairant ?

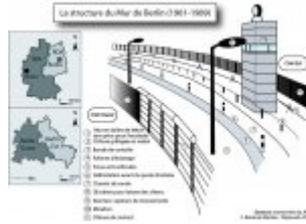
Durant la Guerre froide, les pays satellites de l'Union soviétique (République démocratique d'Allemagne, Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie et Bulgarie) [2] sont derrière le Rideau fer construit par l'Union soviétique à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. Ils font partie de l'alliance militaire dominée par Moscou, le Pacte de Varsovie (1955) [3]. En outre, la République socialiste fédérative soviétique de Russie domine alors une forme d'empire qui ne dit pas son nom, l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS, 1922-1991). L'URSS rassemble alors sur 22 millions de km² 15 républiques, dont les trois républiques baltes : République socialiste soviétique d'Estonie, République socialiste soviétique de Lettonie et la République socialiste soviétique de Lituanie.

A la suite de la dislocation du Rideau de fer (mai-décembre 1989) la configuration géostratégique de l'Europe géographique est profondément renouvelée. Le Pacte de Varsovie implose - comme l'Union soviétique (1991) - et des pays précédemment satellites ou mêmes membres de l'Union soviétique « changent de camp » puisqu'ils deviennent membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (1949), en 1999, 2004 et 2009. Deux anciennes composantes de la Yougoslavie - qui implose en 1991-1992 - entrent également dans l'OTAN (Slovénie et Croatie), ainsi que l'Albanie.

Depuis, quand la Pologne et la Lituanie sont membres de l'OTAN et y développent une posture volontiers critique à l'égard de la Russie [4], en quoi le concept de Guerre froide est-il éclairant ? En rien puisque des pays qui étaient précédemment dominés par l'URSS ou à la République socialiste fédérative soviétique de Russie se retrouvent à soutenir la Géorgie en 2008 et l'Ukraine en 2014, deux ex-républiques soviétiques dont certains pans de l'opinion entendent sortir de la zone d'influence de la Russie post-soviétique de Vladimir Poutine. 22 des 28 Etats membres de l'UE sont également, voire d'abord, membres de l'OTAN.

Certes, **il s'agit de pointer en recyclant le concept de Guerre froide la dégradation des relations entre les Etats-Unis et la Russie, mais leurs alliés et leurs zones d'influences ne sont plus les mêmes.** Dès lors, de qui et de quoi parle-t-on ? Nous sommes en droit de nous demander si cela ne brouille pas plus que cela n'éclaire.

En va-t-il autrement pour la dimension stratégique ?



Le mur de Berlin

Schéma réalisé par Charlotte Bezamat-Mantes. Cliquer sur l'image pour l'agrandir.

II. La réalité stratégique diffère

La réalité stratégique de la Guerre froide et celle d'aujourd'hui ont peu de points communs.

La Guerre froide se singularise par deux caractéristiques essentielles.

Premièrement, elle oppose deux très grandes puissances, les Etats-Unis et l'Union soviétique, dotés de vastes territoires et de moyens militaires considérables, affirmant des valeurs idéologiques rigoureusement incompatibles, fondées sur des systèmes économiques antinomiques.

Deuxièmement, dès 1949, chacune de ces deux puissances dispose de l'arme nucléaire [5], et dans les années suivantes de vecteurs balistiques capables de la transporter sur des distances intercontinentales, sans aucune perspective de défense efficace.

F. Géré, Président de l'IFAS, écrit : "Cette situation nouvelle de vulnérabilité excessive interdit à chaque partie l'affrontement direct pour tenter de dénouer un conflit radical. Dès lors, les manœuvres indirectes (guerres périphériques limitées dans l'espace et dans l'échelle de la violence), les affrontements économiques et politico-idéologiques (guerre psychologique) prennent une importance croissante" [6].

L'ensemble de la période de la Guerre froide est marquée par la problématique de l'équilibre de la terreur et plus largement de la course aux armements. Celle-ci ponctionne considérablement les budgets publics mais participe de la dynamique de Recherche et Développement, avec dans le meilleur des cas des synergies entre secteur militaire et secteur civil.

Il manque aujourd'hui un Bernard Baruch et un Walter Lippmann pour inventer et médiatiser un concept pertinent pour qualifier la situation présente des relations entre Washington et Moscou... et leurs alliés.

Un quart de siècle après l'ouverture du Mur de Berlin, la situation stratégique diffère considérablement. Les stocks d'armes nucléaires des Etats-Unis et de la

Russie ont considérablement diminué, même si ils restent très supérieurs aux vecteurs dont la France dispose. Dans aucune des crises récentes (2008, 2014) il n'a été sérieusement envisagé d'échanger des missiles nucléaires entre Moscou et Washington, même s'il y a eu quelques opérations psychologiques pour faire monter la tension, donc les enchères. Un quart de siècle après l'ouverture du Mur de Berlin, la plupart des pays européens ont engrangé les dividendes de la paix, c'est-à-dire diminué leur effort de défense, à l'abri de l'OTAN

De surcroît, les méthodes et les menaces stratégiques ont changé. L'usage d'Internet pour porter la contestation, notamment par les réseaux sociaux et les sites comme YouTube sont une nouveauté post-guerre froide. La cyber-guerre est devenue un dossier majeur pour les états - majors. De même l'utilisation des drones pour collecter du renseignement voire intervenir militairement était inenvisageable à l'époque de la Guerre froide. Chacun cherche aujourd'hui à s'en doter. Quant aux menaces, qui pensait à Daech en 1989 ? Personne.

Quand les réalités stratégiques, les méthodes et les menaces diffèrent à ce point de l'époque de la Guerre froide, en quoi le concept de Guerre froide est-il éclairant ? Il brouille la compréhension plus qu'il n'apporte des clés de lecture.

Conclusion

Le concept de Guerre froide est-il éclairant pour expliquer la situation des relations internationales presque un quart de siècle après la fin de la Guerre froide (1947-1990) ? La réponse semble négative, aussi bien en ce qui concerne l'espace considéré que la réalité stratégique.

Il manque aujourd'hui un Bernard Baruch et un Walter Lippmann pour inventer et médiatiser un concept pertinent pour qualifier la situation présente entre Washington et Moscou... et leurs alliés. Certes, l'héritage de la Guerre froide reste important, mais les cartes ont été rebattues. Aussi **les concepts d'avant hier sont-ils d'une facilité trompeuse pour comprendre le monde d'aujourd'hui**, un quart de siècle après l'ouverture du Mur de Berlin.

Copyright 9 novembre 2014-Verluisse/Diploweb.com

Vient de paraître

. Pierre Verluisse, *Geopolityka granic Wspólnoty Europejskiej*, Wydawnictwo Adam Marszałek, 2014, ISBN : 978-83-8019-016-0

Unia Europejska, światowa potęga gospodarcza, przechodzi kryzys. Obecny brak wewnętrznej jedności i koordynacji jest słabością, zagraża zdolności działania i wpływom UE w coraz bardziej konkurencyjnym świecie. Europa waha się : Partnerstwo ? Z kim ?

Czy nadal rozszerzać Unię Europejską ? Czy te rozszerzenia, których już dokonano, były korzystne ? Czy przyjąć Turcję do Wspólnoty ? Co z Rosją ? Jakie zobowiązania mogą wynikać z dalszych rozszerzeń ? Badając kwestię granic geopolitycznych Europy, Pierre Verluise przedstawia aktualne rozważania - swoje i nie tylko. Jego nastawienie do badania konkretnych przypadków - Maroka, Turcji, Rosji itd. - sprawia, że lektura tej książki jest zarówno przyjemna, jak i konkretna.

[Sur le site de l'éditeur](#)

P.-S.

Directeur du *Diploweb.com*. P. Verluise est Docteur en Géopolitique. Il a publié de nombreux ouvrages, dont "The Geopolitics of the European Union Borders", ed. Eska, 2014, et sa traduction en polonais "Geopolityka granic Wspólnoty Europejskiej", Wydawnictwo Adam Marszałek, 2014. Les éditions Armand Colin viennent de rééditer l'ouvrage qu'il a co-signé avec G-F Dumont, "Géopolitique de l'Europe" (2014). Deux nouveaux ouvrages à paraître en 2015. Suivez le sur twitter.com/diploweb.

Notes

[1] L'expression « Guerre froide » a été inventée en 1947 par le financier américain Bernard Baruch dans un discours à propos de la doctrine Truman. Quelques semaines plus tard, elle est popularisée par l'éditorialiste américain Walter Lippmann qui publie sous ce titre une série d'articles.

[2] L'Albanie et la Yougoslavie - également communistes - ne peuvent pas être considérées comme des satellites de l'URSS, pour des raisons de dissensions idéologiques.

[3] L'Albanie est membre du Pacte de Varsovie jusqu'en 1968, puis quitte l'organisation.

[4] La superficie de la Russie est aujourd'hui de 17 millions de km².

[5] Les Etats-Unis disposent de l'arme nucléaire les premiers, dès 1945

[6] François Géré, La sortie de guerre. Les États-Unis et la France face à l'après-guerre froide, Economica, 2002.

SOMMAIRE

- Devenir membre le mercredi 1er octobre 2014.
- L'Ukraine, une crise politique qui révèle les tensions qui traversent le continent européen par Philippe de SUREMAIN , le samedi 14 décembre 2013.
- Kiev défie Poutine par Xavier GUILHOU, le vendredi 28 février 2014.
- Géopolitique de Sébastopol par CASSINI, Kevin LIMONIER, le mardi 4 mars 2014.
- L'OSCE et la crise ukrainienne par Maxime LEFEBVRE, le samedi 26 avril 2014.
- Ukraine : géopolitique d'un Etat tampon par Patrice GOURDIN, le vendredi 2 mai 2014.
- Russie-Ukraine : de la guerre à la paix ? Entretien avec A. Arjakovsky par Antoine

ARJAKOVSKY, Pierre VERLUISE, le samedi 12 juillet 2014.

- Qu'apprend la Transnistrie à l'Ukraine ? par Cyrille BRET, Florent PARMENTIER, le mercredi 3 septembre 2014.
- Quelle Guerre froide ? Du recyclage anachronique d'un concept par Pierre VERLUISE, le dimanche 9 novembre 2014.
- Russie et « Étranger proche » : retour sur une année dramatique par Laurent CHAMONTIN, le mardi 18 novembre 2014.
- Ex-URSS : la bataille des dépouilles de l'empire par Pierre VERLUISE, le samedi 12 avril 2014.

Russie et « Étranger proche » : retour sur une année dramatique

mardi 18 novembre 2014, par Laurent CHAMONTIN

Géopolitique et carte de la Russie. Le refus de l'accord d'association avec l'UE par V. Yanoukovitch le 21 novembre 2013 donnait le signal d'une crise diplomatique majeure avec la Russie. C'est aujourd'hui l'occasion pour Laurent Chamontin, auteur de *L'empire sans limites. Pouvoir et société dans le monde russe* (éd. de l'Aube), de revenir sur la situation particulière des pays de « l'Étranger proche ». Ceux-ci, devenus indépendants il y a presque un quart de siècle, doivent toujours compter avec un voisin russe incontournable et resté fort jaloux de sa prérogative impériale. Cependant, une lecture purement géopolitique de la crise ukrainienne ne suffit pas à rendre compte de cet épisode extrême : c'est aussi d'une crise de modernisation qu'il s'agit, qui pourrait bien opposer durablement une Russie conservatrice et une Ukraine révolutionnaire.

Avec une carte inédite réalisée par Charlotte Bezamat-Mantes, La Russie et son "Etranger proche".

CONSIDERONS successivement les Etats de « l'Étranger proche et leur grand voisin » (I), l'autre face du conflit : la question de la modernisation (II), enfin une crise à l'issue incertaine qui s'annonce durable (III).

I) Les Etats de « l'Étranger proche et leur grand voisin »

LA CRISE ukrainienne repose crûment la question de la marge de manœuvre dont disposent les pays de « **l'Étranger proche** », cette zone tampon qui, selon le dictionnaire russe de référence [1], se compose de **l'ensemble des quatorze anciennes républiques soviétiques non russes**.

A) « L'Étranger proche » : propagande impériale ou réalité stratégique ?

C'est à un objet étrange et fondamental que nous avons affaire avec ce discret oxymore : une trouvaille sémantique qui renvoie à un passé commun, et en même temps à la nostalgie du temps où la Russie était le centre d'un empire qui n'avait pas encore éclaté. Que le terme devienne proverbial au début des années 1990 dans la bouche du ministre russe des affaires étrangères n'est évidemment pas un hasard [2], alors que les forces centrifuges identifiées par H. Carrère d'Encausse en 1978 [3] finissent d'achever l'URSS.

Du fait de cet éclatement, il ne faut pas attendre de la notion d'Étranger proche qu'elle

dise grand-chose de chacun des pays auxquels elle fait référence : que l'on considère la démographie, le niveau de développement économique ou la culture politique [4], c'est la disparité qui domine, des pays baltes à l'Asie centrale en passant par le Caucase, l'Ukraine, la Biélorussie et la Moldavie.

Si l'on ajoute à cela la diversité des situations géopolitiques (influence chinoise à l'est, européenne à l'ouest, turque et iranienne au sud, et aussi, dans ce dernier cas, la pénétration islamiste [5]), on peut être tenté de se poser des questions sur l'intérêt qu'il y a à conserver cette expression dans le vocabulaire des relations internationales... au risque de méconnaître qu'elle a effectivement **un sens du point de vue russe** .

Il faut d'abord noter à cet égard que la disparition de l'URSS n'empêche nullement la persistance d'un espace relativement intégré qui s'enracine à la fois dans la géographie et dans l'histoire. Y contribuent le statut de *lingua franca* conservé par le russe et la présence de minorités russes dans toutes les républiques, mais aussi la rémanence du modèle politique russe, caractérisé par un État qui ne se reconnaît pas de responsabilités vis-à-vis de la société dont il émane, avec ce que cela entraîne : corruption, inefficacité, captation des ressources par des oligarques...

Y contribue également l'intégration économique de l'ancien espace soviétique, que ce soit par le biais des flux migratoires vers une Russie relativement riche par rapport à ses voisins, ou par celui des échanges de biens via des circuits et des infrastructures communes qui n'ont pas disparu, loin s'en faut.

La source de la crise actuelle n'est donc pas tant un supposé déterminisme géographique que la difficulté qu'il y a à dépasser les antagonismes et à établir avec le Kremlin une relation de confiance dans l'Étranger proche.

Il faut enfin mentionner - par exemple dans le cas des gazoducs biélorusses et ukrainiens - le rôle crucial des anciennes républiques dans le transit des exportations russes, inséparable d'une configuration géographique qui fait de la Russie une puissance continentale excentrée.

À l'issue de ce rapide survol, nous pouvons nous faire une meilleure idée de ce qui confère son unité à **l'Étranger proche : celui-ci apparaît comme la zone d'intérêts vitaux par excellence de la Russie, une zone dont la cohésion paradoxale est matérialisée par les multiples points d'appui que le Kremlin entretient loin de ses frontières**, du Kirghizstan et du Tadjikistan à Kaliningrad, en passant par l'Arménie et bien sûr la Crimée et la Transnistrie.

Il importe à ce point de souligner que « zone d'intérêts vitaux » et « zone d'influence exclusive » sont deux concepts tout à fait différents : en pratique, comme nous l'avons déjà relevé, les influences russes sont loin d'être seules à s'exercer dans l'Étranger proche - **c'est une autre manière de dire que l'URSS a disparu**.

De ce fait, si l'État russe, structuré à partir d'un centre isolé se projetant dans toutes les directions, connaît un problème très spécifique de contrôle de ses débouchés, il ne s'ensuit pas par exemple que le transit par les gazoducs ukrainiens doive nécessairement se traduire par l'assujettissement de l'Ukraine.

La source de la crise actuelle n'est donc pas tant un supposé déterminisme géographique que la difficulté qu'il y a à dépasser les antagonismes et à établir avec le Kremlin une relation de confiance dans l'Étranger proche. En contrepoint, l'accord signé en 1863 par la Belgique et les Pays-Bas pour assurer l'accès au port d'Anvers à partir de la mer du Nord, accès qui suppose de transiter par les eaux territoriales néerlandaises, paraît bien relever d'une autre sphère culturelle.

B) Russie et États de l'Étranger proche : une asymétrie structurelle

Il est commode pour explorer les facteurs qui entretiennent la défiance entre la Russie et ses voisins de commencer par un thème très riche, celui de la différence de taille et de statut entre celle-ci et ses voisins.

Il y a ici une asymétrie qui est pour partie inévitable, en premier lieu sur le plan stratégique : cohabitent d'un côté un pays-continent nucléarisé, pour qui l'option du repli sur soi reste toujours plus ou moins viable, et de l'autre des États qui, eux, ne peuvent ignorer leur puissant voisin ; c'est l'une des hypothèques qui pèse par exemple sur l'Union Économique Eurasiatique, dans laquelle l'égalité du Kazakhstan et de la Biélorussie avec leur partenaire russe peut difficilement être autre que formelle, tant le poids de cette dernière est écrasant, surtout si on pense que la géographie l'interpose fatalement entre les autres membres.

Une passion bien russe pour le rang, qui conduit à évaluer en permanence « lequel est le plus fort ».

Cet état de fait complique d'autant plus l'instauration de la confiance que la Russie est actuellement en plein traumatisme post-impérial. Le recul de celle-ci en termes de puissance relative au XXI^e siècle, à l'issue de l'effondrement extrêmement brutal de l'URSS, ne la prédispose pas, c'est le moins qu'on puisse dire, à accorder spontanément sa considération à des États jeunes de taille plus restreinte que la sienne, d'autant que ceux-ci ont joué un rôle déterminant dans le processus d'éclatement de l'Empire. C'est le cas en particulier de l'Ukraine, qui pour ne rien arranger se trouve en compétition avec son voisin pour l'héritage symbolique de la Rus' de Kiev.

Cette conjoncture amère s'ajoute d'ailleurs à **une passion bien russe pour le rang, qui conduit à évaluer en permanence « lequel est le plus fort »**, à l'opposé du concept anglo-saxon de transaction « qui suppose une égalité sommaire entre les parties » [6]. Et, à ce jeu-là, la perception des diplomates du Kremlin est sans doute

L'action de Moscou en Crimée et en Ukraine a fonctionné « comme un mécanisme compensateur.

Il faut s'arrêter un peu plus sur cette volonté féroce de ne pas se laisser voler la vedette par la révolution ukrainienne ; celle-ci ne peut en fait se comprendre sans tenir compte du caractère profondément ambivalent de la population russe vis-à-vis de ses dirigeants, comme l'explique l'un des plus grands sociologues moscovites [10] : « La montée actuelle du patriotisme (...) ne peut s'expliquer sans la sensation très massive d'humiliation, de dépendance vis-à-vis des autorités, sans le sentiment permanent de discrimination, d'écrasement, d'arbitraire, d'impuissance et de haine vis-à-vis du pouvoir, d'irrespect et de haine. » **L'action de Moscou en Crimée et en Ukraine a fonctionné « comme un mécanisme compensateur.** Enfin le pouvoir agissait aux yeux de cette majorité comme il devait, pas moralement, mais comme il faut, 'en défendant les nôtres'. (...) Mais il n'est pas possible de construire un système de gouvernement durable sur cette base. Aux premiers signes de crise il commencera assez vite à se déliter. »

On ne saurait mieux mettre en évidence **les ressorts internes qui alimentent la fuite en avant du Kremlin, menacé par la faiblesse de sa légitimité fonctionnelle vis-à-vis d'une population à laquelle il peine à garantir « la santé, l'éducation, la gestion des infrastructures, l'ordre public [11] ».** Avec l'annexion de la Crimée, c'est - si l'on peut dire - une forme de victoire morale que le pouvoir met en scène, qui permet d'enrayer l'érosion de la cote de popularité de V. Poutine, mise à mal par une stagnation économique qui se prolonge depuis la crise de 2008 [12]. Que le droit international fasse les frais de l'opération n'est pas perçu comme un problème, tant dans une société où les garanties juridiques ne signifient pas grand-chose, ce type de transgression fait partie des prérogatives des puissants.

B) Une crise qui ne survient pas par hasard sur la façade occidentale de la Russie

Du côté des États échappés à l'orbite de la Russie, ce voisin énorme et imprévisible suscite une méfiance inévitable, perceptible jusque dans les réactions des dirigeants du Kazakhstan ou de la Biélorussie, peu suspects de sentiments pro-occidentaux mais néanmoins réservés vis-à-vis des agissements russes en Crimée et dans le Donbass, autant que leur position le leur permet [13]. Cette méfiance vient d'ailleurs de recevoir un nouvel aliment avec l'instrumentalisation des minorités russes héritées de l'Empire à laquelle le Kremlin n'hésite plus à recourir.

La société russe poutinienne, alliage d'autoritarisme, de corruption et de stagnation économique, en regard duquel l'Occident fait toujours aujourd'hui figure d'Eldorado.

Cependant, au delà de cette constatation, les positions des pays de l'Étranger proche

sont comme nous l'avons déjà relevé extrêmement variées : il y a les pays baltes, protégés par leur appartenance à l'OTAN ; l'Asie centrale et l'Azerbaïdjan, où les régimes autoritaires prédominent, où la Russie doit faire preuve de prudence face à un partenaire chinois en position de force ; et il y a enfin une façade occidentale, avec des pays n'appartenant pas à l'OTAN, exposés cependant aux influences de l'Ouest.

Que les crises récentes surviennent dans cette dernière zone n'est assurément pas un hasard : au-delà des causes conjoncturelles et des menées américaines destinées à contester l'influence du Kremlin, l'antagonisme russe avec la Géorgie et l'Ukraine met en cause des populations qui, grâce à leur relative proximité avec l'Europe, sont à même de distinguer, derrière l'intention hégémonique bien visible dans le cas russe, **le caractère répulsif du modèle de société, alliage d'autoritarisme, de corruption et de stagnation économique, en regard duquel l'Occident fait toujours aujourd'hui figure d'Eldorado.**

En dernier ressort, c'est à n'en pas douter cette contestation de la Russie en tant que modèle qui est à l'origine de la crise ukrainienne : les images du « retour de la Crimée dans le giron de la Patrie » ou d'un « mouvement pro-russe du Donbass » fortement suscité par Moscou ont pour fonction essentielle de **masquer au public russe** ce que l'éviction de V. Yanoukovitch ou les infortunes de députés véreux jetés dans des bacs à ordures pourraient fort bien lui rappeler : **qu'en Russie, autant qu'en Ukraine, la légitimité fonctionnelle des pouvoirs en place est des plus douteuses.**

Avec la fin de la Guerre froide et l'entrée des pays d'Europe centrale dans l'UE et l'OTAN, le Kremlin a perdu le premier glacis de cette « frontière épaisse [14] » qui le séparait de l'Ouest et de ses influences déstabilisatrices ; presque un quart de siècle après, avec l'Ukraine, c'est le second qui vacille, ce qui met l'État dans une véritable impasse : **on voit mal comment celui-ci, qui éprouve les pires difficultés à fédérer la société russe autour d'une vision d'avenir, pourrait en proposer une à ses voisins...** d'où une fuite en avant dans les certitudes rassurantes de la force armée, qui contribue à consolider à son encontre la cristallisation de l'identité ukrainienne.

III) Une crise à l'issue incertaine qui s'annonce durable

A) Russie : pas de retour en arrière, malgré les risques

Au total, le régime de V. Poutine semble pouvoir se reposer sur une certaine promesse de longévité, tant il bénéficie d'un réel soutien dans une population pour qui « démocratie » est surtout synonyme de « désordre ». On peut raisonnablement supputer que ce conservatisme foncier va perdurer tant que les générations qui ont connu à l'âge adulte l'URSS et le chaos des années 1990 resteront aux commandes, ce qui nous amène vers 2025, avant une éventuelle remise en cause.

Cependant, les fragilités mises en évidence ci-dessus pourraient devenir critiques, surtout si la crise économique s'approfondit. De ce point de vue, avoir sacrifié au bras de fer avec l'Ouest les quelques tentatives en cours de constitution d'un « soft power » russe a bien sûr un effet absolument négatif, que mesurent la chute du rouble comme la fuite des cerveaux et des capitaux. Il est difficile de prévoir ce qui pourrait arriver si l'économie russe, exposée à ces phénomènes ainsi qu'aux sanctions occidentales, ne permettait plus au pouvoir de garantir un niveau de vie minimum à la population ; il est cependant probable qu'encore une fois l'exportation du chaos l'emporterait sur les remises en cause internes.

B) L'Ukraine est en situation difficile et n'a pas le droit à l'erreur

Le fait d'avoir tourné le dos à la Russie fait-il de l'Ukraine un pays occidental ?

Du côté ukrainien, il faut insister sur l'affirmation incontestable de l'identité nationale, dans la continuité de la déclaration d'indépendance de 1991 et de la révolution orange. Il faut noter également la consistance du mouvement révolutionnaire, mesurée par deux fois lors des élections présidentielles et législatives, sans toutefois oublier d'en pointer les incertitudes. Celles-ci sont décelables en particulier dans la faiblesse, peu relevée, des taux de participation à ces scrutins ; qu'il faille compter avec plus de 40 % de citoyens sceptiques ou passifs dans un contexte aussi dramatique dit assez que là aussi, l'État doit partir à la recherche d'une légitimité jusqu'à présent bien problématique – comme le signale sans doute la maladresse colossale de l'abrogation du statut de la langue russe en Crimée, qui a offert au Kremlin un prétexte en or pour intervenir.

Le défi à relever est de taille, dans la mesure où le modèle de pouvoir du monde russe est constitutif de l'héritage culturel de l'Ukraine.

Le défi à relever est de taille, dans la mesure où le modèle de pouvoir du monde russe est constitutif de l'héritage culturel de l'Ukraine [15] ; **le fait d'avoir tourné le dos à la Russie ne fait pas de celle-ci un pays occidental**, et elle se retrouve, certes avec l'aide de l'Ouest, à devoir tout inventer dans une aire où individu, propriété et contrôles institutionnels manquent de racines. Assurément, la messe n'est pas dite, d'autant que Kiev pourra compter, comme nous l'avons montré ci-dessus, avec l'hostilité vigilante d'un voisin incontournable, qui avec la création d'entités séparatistes dans le Donbass aura sans doute réussi à distraire de son influence l'une de ses régions les plus riches.

Conclusion : Pour l'Union européenne, l'occasion d'un réveil salutaire ?

C'est peu de dire que l'Union européenne a été prise à froid par la crise russo-ukrainienne ; le Narcisse post-moderne, l'hédoniste de la guerre à zéro mort imaginait paresseusement que les États post-soviétiques s'aligneraient à plus ou moins long terme sur son mode de vie, d'autant que ses dépenses militaires étaient au plus bas et que l'OTAN s'était judicieusement abstenue d'installer des bases aux frontières de la Russie.

La redécouverte, à l'occasion de la signature d'un banal traité d'association, d'un militarisme que ni Seconde guerre mondiale, ni Guerre froide n'ont réussi à éroder n'en est que plus brutale et conduit à des réactions excessives de deux sortes. Schématiquement, il y a d'un côté ceux qui s'émeuvent légitimement du révisionnisme russe en matière de traités, et tendent un peu vite à agiter le spectre des accords de Munich ; ceci ne contribue pas à faire comprendre le contexte d'un conflit du XXIe siècle, en vérité très différent de celui des années 1930 : une guerre larvée certes meurtrière, mais informée par les impératifs de la compétition médiatique, de plus limitée par la dissuasion nucléaire et la conscience d'interdépendances fort difficiles à remettre en cause ; on notera à ce sujet qu'aucune coupure de gaz n'est intervenue à cette date [16], et que la Russie reste membre du Partenariat pour la paix de l'OTAN.

D'un autre côté, certains prennent la défense de Moscou contre l'impérialisme américain, ce qui satisfait **un anti-américanisme dont J.F. Revel avait exploré les impasses** [17], et qui est devenu hors de saison dans le monde multipolaire ; cette position présente l'inconvénient d'occulter, avec la voix des Ukrainiens, la question incontournable de la modernisation de l'espace post-soviétique.

Cet objectif reste le seul susceptible de fédérer Union européenne, Ukraine et Russie – qui ne représenteront *ensemble* que 8 % de la population mondiale en 2050 [18] et devraient adapter leurs ambitions à cet horizon ; du côté de l'Europe, au-delà de la diminution de la dépendance vis-à-vis du gaz russe, la stabilisation de cet espace, comme d'ailleurs celle du monde arabe, est une priorité d'ordre stratégique, qui mériterait de primer sur la construction d'institutions supranationales à la légitimité problématique.

Copyright Novembre 2014-Chamontin/Diploweb.com

Plus

. La carte La Russie et son "Etranger proche" au format pdf



Carte. La Russie et son "Etranger proche"

Carte et légende
conçues par L.
Chamontin, P. Verluise,
C. Bezamat-Mantes.
Réalisation C. Bezamat-
Mantes.

. Laurent Chamontin, *L'empire sans limites - Pouvoir et société dans le monde russe* (préface d'Isabelle Facon), Éditions de l'Aube, 2014

L'URSS a disparu à jamais, entraînant dans sa chute l'idéologie qui en faisait l'avant-garde éclairée du monde moderne. Pour autant, le passage à la démocratie et à l'économie de marché n'a pas produit les effets escomptés : les populations de Russie, de Biélorussie et d'Ukraine peuvent certes voyager, surfer sur Internet ou acheter une voiture, mais leur position vis à vis de l'État demeure précaire, et il n'y a pas eu de décollage économique à la chinoise. Cet ouvrage rend ce paradoxe intelligible en mettant en évidence le lien, éclipsé un temps par le communisme, qui relie le monde russe actuel et la civilisation dont il est issu, où l'individu, pris dans la démesure du territoire, peine à trouver sa place.

Voir le livre de Laurent Chamontin, *L'empire sans limites - Pouvoir et société dans le monde russe* sur le site des éditions de l'Aube

P.-S.

Écrivain et russophone, Laurent Chamontin est auteur de *L'empire sans limites - Pouvoir et société dans le monde russe* (préface d'Isabelle Facon, Éditions de l'Aube, 2014). Né en 1964, il est diplômé de l'Ecole Polytechnique. Il a vécu et voyagé dans le monde russe.

Notes

[1] Entrée « зарубежье », « Толковый словарь русского языка С. И. Ожегова », version en ligne <http://slovarozhegova.ru> (en russe).

[2] Sophie Tournon, « Retour sur le concept d'un Étranger proche russe », 15 décembre 2010, Regard sur l'Est, <http://www.regard-est.com/home/brev...>

[3] Hélène Carrère d'Encausse, *L'empire éclaté*, Flammarion, 1978.

[4] En matière de culture politique, cf. les classements de « Nations in transit », freedomhouse.org/report/nations-transit/nations-transit-2014#.VE0L9kvbkb8

[5] René Cagnat, « Où va l'Asie centrale ? Entre Chine, Russie et Islam », Diploweb, 1er juin 2014, <http://www.diploweb.com/Ou-va-l-Asi...>

[6] Hedrick Smith, *The Russians*, Quadrangle / The New York Times Book Co., 1975, trad. française : *Les Russes - la vie de tous les jours en Union Soviétique*, Belfond, 1976.

[7] Développement inspiré par une réflexion de Jean-Marc Huissoud lors du Festival de Géopolitique de Grenoble (2014).

[8] lexpress.fr/actualite/monde/europe/russie-une-ong-de-meres-de-soldats-russes-classee-agent-de-l-etranger_1571631.html

[9] Voir dans mon ouvrage la richesse inépuisable de ce thème.

[10] « Крымский эффект » (« L'effet Crimée »), Radio Svoboda, interview de Lev Goudkov et de Maxim Troudolyubov (Quotidien Vedomosti) avec la participation du député Vyatcheslav Nikonov (Russie Unie), 3 juin 2014, levada.ru/03-0-2014/krymskii-effekt, traduction de l'auteur.

[11] Marie Mendras, Russie, l'envers du pouvoir, Odile Jacob, 2008.

[12] Voir l'évolution de la cote de popularité de V.Poutine sur levada.ru/29-1-2014/oktyabrskie-reitingi-odobreniya-i-doveriya

[13] Voir par exemple bbc.co.uk/russian/international/2014/04/140422_belarus_lukashenko_ukraine_view.shtml ou lb.ua/news/2014/05/31/268423_nazarbaev_vsled_lukashenko_priznal.html

[14] Concept présenté par Sabine Dullin, La frontière épaisse. Aux origines des politiques soviétiques, 1920 - 1940, EHESS, 2014.

[15] Voir mon ouvrage à ce sujet.

[16] 10 novembre 2014.

[17] Jean-François Revel, L'obsession anti-américaine. Son fonctionnement, ses causes, ses conséquences, Plon, 2002.

[18] ONU, « World population prospects », 2010, in G. Chaliand, Vers un nouvel ordre du Monde, Seuil, 2010.

SOMMAIRE

- Devenir membre le mercredi 1er octobre 2014.
- L'Ukraine, une crise politique qui révèle les tensions qui traversent le continent européen par Philippe de SUREMAIN , le samedi 14 décembre 2013.
- Kiev défie Poutine par Xavier GUILHOU, le vendredi 28 février 2014.
- Géopolitique de Sébastopol par CASSINI, Kevin LIMONIER, le mardi 4 mars 2014.
- L'OSCE et la crise ukrainienne par Maxime LEFEBVRE, le samedi 26 avril 2014.
- Ukraine : géopolitique d'un Etat tampon par Patrice GOURDIN, le vendredi 2 mai 2014.
- Russie-Ukraine : de la guerre à la paix ? Entretien avec A. Arjakovsky par Antoine ARJAKOVSKY, Pierre VERLUISE, le samedi 12 juillet 2014.
- Qu'apprend la Transnistrie à l'Ukraine ? par Cyrille BRET, Florent PARMENTIER, le mercredi 3 septembre 2014.
- Quelle Guerre froide ? Du recyclage anachronique d'un concept par Pierre VERLUISE, le dimanche 9 novembre 2014.
- Russie et « Étranger proche » : retour sur une année dramatique par Laurent CHAMONTIN, le mardi 18 novembre 2014.
- Ex-URSS : la bataille des dépouilles de l'empire par Pierre VERLUISE, le samedi 12 avril 2014.

Ex-URSS : la bataille des dépouilles de l'empire

samedi 12 avril 2014, par Pierre VERLUISE

Le 8 décembre 1991, l'URSS implose. Les 15 républiques devenues indépendantes veulent chacune écrire une nouvelle page. Quelles sont les stratégies de la Russie, des États-Unis et de l'Union européenne pour (re)mettre la main sur ces territoires ? Avec quels résultats ?

L'Union douanière voulue par V. Poutine permettrait à la Russie d'étendre son influence sur 2,96 millions de km², via la Biélorussie, l'Arménie et le Kazakhstan. Ce qui représente 4,3 fois plus que les hypothétiques gains d'influence de l'UE via la Moldavie, la Géorgie et l'Ukraine sans la Crimée (0,68 million de km²). Pourtant, la Russie ne semble pas prête à lâcher l'Ukraine. 23 ans après l'implosion de l'URSS, la bataille pour ses dépouilles fait rage.

La crise ukrainienne conduit à proposer sans plus tarder ces réflexions formulées dans le cadre d'une conférence pour le 6e Festival de géopolitique (avril 2014) consacré à l'Eurasie. La prochaine édition (mars 2015) aura pour thème « Les frontières ».

Née de la révolution d'Octobre 1917 - que certains présentent comme un mythe fondateur, d'autres comme un coup d'État - l'Union des Républiques socialistes soviétiques voit formellement le jour en décembre 1922. Son territoire est immense et il s'étend encore au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. En effet, il n'est pas tenu rigueur à Joseph Staline d'avoir signé le 23 août 1939 le pacte germano-soviétique et envahit la Pologne orientale comme les pays Baltes en septembre 1939. Parce que l'Allemagne nazie prend l'initiative de rompre le pacte germano-soviétique le 22 juin 1941, avec l'opération Barbarossa. Officiellement, en URSS, la « Grande guerre patriotique » commence en juin 1941. Après avoir laissé l'Allemagne s'enfoncer jusqu'à Stalingrad, les Soviétiques repoussent les Allemands au prix de nombreuses pertes humaines, les laissent écraser l'insurrection polonaise à Varsovie (été 1944) puis arrivent à Berlin. Résultat : l'URSS est le pays qui s'étend le plus à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, notamment sur son flanc occidental. Elle remet ainsi la main sur des territoires perdus en 1918 avec le traité de Brest-Litovsk. Durant la Guerre froide (1947-1990), **l'URSS est un de loin le pays le plus étendu du monde : 22, 4 millions de kilomètres carrés. Soit 33 fois la superficie de la France, Dom-Tom compris.** L'URSS s'étend sur presque la moitié de la circonférence terrestre, de la mer Baltique à la mer Noire et jusqu'à l'océan Pacifique. En 1991, l'URSS rassemble 293 millions d'habitants en 15 républiques fédérées, sous la domination de la République socialiste

fédérative soviétique de Russie (RSFSR). Celle-ci est le centre et les 14 autres la périphérie. Le Professeur Jean-François Soulet utilise à propos de l'URSS le terme d'empire, avec la justification suivante : « Dès l'époque de Staline, l'URSS, à elle seule, et à plus forte raison l'URSS et les États est européens liés à elles au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, présentent tous les traits d'un empire : un vaste territoire, une dynamique expansionniste, une diversité culturelle et ethnique, une administration uniforme et centralisée, un chef sacralisé ... [1] ». Voilà pour la justification et l'explication du mot empire dans notre propos. Nous réduisons ici le mot empire aux républiques ex-soviétiques, Russie non comprise pour simplifier le propos, mais il serait possible de considérer la Russie d'aujourd'hui comme un empire au vu du nombre de nationalités qui restent sous la coupe des Russes.

J'ai rédigé en 1983 un modeste mémoire de Maîtrise d'Histoire des relations internationales, à l'Université Paris I - Sorbonne intitulé "La crise du système soviétique". Soit 8 ans avant l'implosion de l'URSS. Nonobstant cette analyse, permettez-moi de vous confier que peu nombreux étaient alors ceux qui envisageaient l'implosion d'un système qui se croyait parti pour un millénaire.

Pour des causes internes et externes l'URSS éclate pourtant en décembre 1991.

Les causes internes sont multiples, à commencer par la volonté des peuples, notamment Baltes, de recouvrer leur indépendance, mais aussi l'incapacité du système à se réformer depuis plusieurs décennies, comme Michel Heller l'a démontré.

Les causes externes sont également nombreuses, mentionnons la relance de la course aux armements par les États-Unis, sous le nom d'Initiative de défense stratégique (IDS) par Ronald Reagan (1983). Il s'agissait d'asphyxier l'URSS en l'obligeant à reprendre la compétition militaire. Cela a parfaitement fonctionné puisque selon une « connaissance » du KGB, Moscou aurait consacré jusqu'à 25% de son PIB à la défense durant les années Gorbatchev. Pour y avoir vécu à cette époque dans le cadre de la coopération, je veux bien le croire, compte tenu du niveau de pénuries des biens élémentaires constatées alors sur le terrain.

Quoi qu'il en soit, le 8 décembre 1991 le président de la République socialiste fédérative soviétique de Russie, Boris Eltsine, et les présidents biélorusse et ukrainien signent l'acte de décès de l'URSS. Ils créent la Communauté des États indépendants (CEI). KO debout, Mikhaïl Gorbatchev démissionne le 25 décembre 1991 de la présidence d'une URSS qui n'existe plus formellement le 26 décembre 1991. A compter de cette date, il est possible de parler de l'ex-URSS pour désigner cet espace. La Fédération de Russie se trouve contrainte de réinventer ses relations avec **les 14 autres composantes de l'ex-URSS que j'ai appelé ici les « dépouilles de l'empire soviétique », soit un total cumulé de 5,21 millions de kilomètres carrés.** Le mot dépouille désigne d'abord la peau enlevée à un animal après sa mort. Il s'utilise aussi pour un cadavre. Il pointe encore tout ce qu'on enlève à l'ennemi sur un champ de bataille. C'est ce sens que je privilégie dans une approche géopolitique. L'enjeu c'est ici le territoire, les

hommes, les ressources naturelles, mais aussi les ressources symboliques donc politiques. Le mot bataille vient d'être formulé, il s'agit donc ici de mettre en perspective à grands traits les stratégies des grands acteurs - Russie, Etats-Unis, et Union européenne - au sujet des 14 territoires de l'ex-URSS autour de la Fédération de Russie. Celle-ci a parfois utilisé le concept d' « étranger proche » pour désigner ceux qui lui tiennent le plus à cœur. Pour le dire autrement, **il s'agit de réfléchir à la problématique suivante : quelle géopolitique de l'après-guerre froide à la périphérie de la Russie ?**

Parce que ces 23 années ont été très riches, ce propos ne prétend pas être exhaustif et se limitera aux neuf pays les plus proches de l'UE : Estonie, Lettonie, Lituanie, Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Géorgie, Arménie et Azerbaïdjan.

Il s'agit d'identifier quelques moments déterminants dans cette formidable « bataille des dépouilles ».

Nous distinguerons comment après avoir marqué des points sur la Baltique (I) les Américains et les Européens soutiennent les révolutions colorées (II) mais se heurtent à la volonté russe de reprendre la main (III).

I. APRES AVOIR MARQUE DES POINTS SUR LA BALTIQUE...

Rappelons deux éléments du contexte stratégique pour commencer.

. En 1991-1992 survient dans une ancienne république soviétique, la Moldavie - la sécession de la Transnistrie, à l'Est du pays. Cette mince bande de terre de 4 163 km² compte 555 000 habitants. Depuis cette date, la XIVe armée russe stationne en Transnistrie, un État de facto que la communauté internationale n'a pas reconnu. Il s'agit cependant d'un caillou dans la chaussure de la Moldavie. Le nombre de soldats russes en Transnistrie varie selon les années et les estimations dans une fourchette entre 1 500 et 4 500 mais il peut augmenter facilement en quelques rotations aériennes. C'est indiscutablement un moyen de peser sur la Moldavie, voire sur la Roumanie, dont la Moldavie est une ancienne province sous le nom de Bessarabie. Nous y reviendrons.

. Mentionnons pour mémoire le GUAM. En 1996, la Géorgie, l'Ukraine et l'Azerbaïdjan s'unissent pour former ce qui devient le GUAM. Sans rentrer dans le détail, le GUAM témoigne - dès 1996 - d'une tentative d'organisation pour échapper à la mainmise russe. Les États-Unis et plusieurs pays d'Europe centrale et orientale s'y sont intéressés.

Entrons maintenant dans le sujet balte.

Après tout un processus de préparation dans la seconde moitié des années 1990 [2] survient le 21 novembre **2002**. Ce jour, le sommet de l'OTAN à Prague invite sept pays à engager des pourparlers d'adhésion pour 2004 : **Estonie, Lettonie, Lituanie**, Bulgarie, Roumanie, Slovaquie et Slovénie. Pour les chefs d'État présents, cette

rencontre est un grand moment d'émotion à cause de sa signification historique et géopolitique : l'adhésion à court terme à l'OTAN de pays précédemment intégrés de force au bloc de l'Est sous domination soviétique, voire à l'URSS dans le cas des trois baltes.

En 2003, l'ambassadeur honoraire de Lituanie Richard Backis confie dans un entretien pour le Diploweb.com : « Il est vrai que dans les pays de l'Est, on trouve en 2003 nombre d'anciens nomenklaturistes à des postes clés. Mais ce n'est pas gênant. En Lituanie, A. Brazauskas ancien Premier Secrétaire du PC, est revenu au poste de Premier Ministre. Il sera tenté de promouvoir des hommes proches de lui, même si une loi protège théoriquement les fonctionnaires de l'alternance politique. Mais il en est de même de tous les pouvoirs. Il faudra juste d'un peu plus de temps pour se débarrasser de l'héritage communiste... »

Je ne sais pas s'il n'est pas gênant de retrouver d'anciens nomenklaturistes à des postes clés dans les anciens pays de l'Est... mais le 29 mars 2004, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Bulgarie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie deviennent officiellement membres de l'OTAN. Autrement dit, **trois anciennes républiques socialistes soviétiques entrent dans l'alliance militaire précédemment ennemie...** Elles pensent ainsi échapper aux menaces de la Russie. Les Russes feraient observer que le Pacte de Varsovie n'existe plus depuis 1991 et qu'ils ne comprennent pas cette crainte. Bizarrement, cela ne semble pas convaincre les Baltes dont les grands parents ont été déportés en Sibérie...

Notons que ces trois anciennes Républiques soviétiques entrent ensuite dans l'Union européenne le 1er mai 2004, avec d'anciens satellites de l'URSS ou composante de l'ex-Yougoslavie (Slovénie) et les îles méditerranéennes de Malte et Chypre (divisée). Il y a donc un décalage d'un mois entre l'adhésion des Baltes à l'OTAN et à l'UE.

La chronologie indique ici une idée forte : les faits démontrent que c'est l'OTAN qui détermine le rythme et le périmètre des élargissements et l'UE qui court derrière. L'OTAN assure la sécurité et l'UE gère l'intendance, mais ceci est une autre histoire.

Ajoutons que - beaucoup plus tard - deux pays Baltes entrent même dans la zone euro, l'Estonie (1er janvier 2011) et la Lettonie (1er janvier 2014).

Si nous regardons les données de base, cela signifie que les trois pays baltes cumulés représentent une superficie de 175 000 km² et 6,3 millions d'habitants (2013) qui échappent à priori à une mainmise directe de la Russie. Ou pour le dire autrement 0,17 millions des 5,2 millions de kilomètres carrés de dépouilles de l'ex-URSS (Russie non comprise), soit un petit vingt neuvième. Restent donc en jeu 28 / 29e de la superficie de l'ex-URSS (Russie non comprise), soit 11 anciennes Républiques soviétiques qui représentent 5, 036 millions de kilomètres carrés...

Ne soyons pas totalement naïfs, cela n'empêche pas les Russes d'avoir des leviers sur les pays Baltes, d'abord via l'instrumentation possible de la situation des minorités

russophones - particulièrement en Estonie et en Lettonie - ensuite à travers leurs investissements et les partis politiques qu'ils financent. Sans parler des services secrets. En dépit d'une inquiétude certaine dans le contexte de la crise ukrainienne, les pays Baltes ont reçu au cours du premier trimestre 2014 des garanties de l'OTAN. La France, membre de l'OTAN mais parfois singulière dans ses relations avec la Russie, a envoyé quelques avions de chasse supplémentaires pour assurer la surveillance du ciel balte. Cette décision témoigne d'un véritable engagement politique puisque cela signifie que les autorités politiques sont alors prêtes à aller en cas d'incursion d'un avion russe jusqu'à l'ordre d'abattre cet avion. Imaginez la Une des journaux si cela venait à arriver...

Sans être d'un optimisme béat, on peut considérer à cet instant que ces territoires baltes sont sortis du champ de domination directe de la Russie. Une opération militaire russe dans les pays Baltes susciterait très probablement un changement de dimension, via une réaction militaire de l'OTAN justifiée par l'article 5.

Il en va autrement pour les autres ex-républiques de l'URSS, soit **les 28/29e restant**.

II. ... LES AMERICAINS ET LES EUROPEENS SOUTIENNENT LES REVOLUTIONS COLOREES...

Si nous ôtons les pays Baltes, les ex-républiques soviétiques - Russie non comprise - représentent donc 5, 03 millions de km². Ils restent donc de l'espace à s'approprier pour le dire un peu crûment.

Certaines dynamiques sont engagées durant la phase de finalisation de l'intégration des pays Baltes à l'OTAN comme à l'UE. Nous sommes alors au début des années V. Poutine (2000 -) et les États-Unis sont présidés par G. W. Bush, un républicain, fils du président George Bush mais nettement moins doué. Les États-Unis et leurs alliés européens - particulièrement la Pologne et la Lituanie - s'engagent avec une belle énergie dans le soutien à un mouvement qu'on appelle parfois les « révolutions colorées ».

La bataille des 28/29e.

Que signifie l'expression « révolutions colorées » ? Florent Parmentier, enseignant à Sciences Po répond : « On a appelé "révolutions colorées" une série de protestations populaires contre les régimes semi-autoritaires des pays post-communistes. Ces dernières ont été portées notamment par des mouvements de jeunesse, agissant par des moyens non-violents contre des régimes perçus comme autoritaires et corrompus. Ils se sont développés en dehors des cercles d'opposition des pays concernés, mais partagent l'objectif général du changement de régime. Ces organisations se développent selon un modèle horizontal. Elles n'ont généralement pas de leaders irremplaçables ou de structures centralisées. Elles disposent d'un sens aigu de la

communication, avec des logos facilement identifiables. »

La dynamique s'amorce en Serbie dès l'an 2000 avant de gagner progressivement l'espace post-soviétique. Le mouvement étudiant Otpor ("Résistance") a joué un rôle déterminant dans le soulèvement de l'automne 2000 contre le régime de Milosevic.

C'est ensuite au tour de Kmara ("Assez") de participer à la "révolution des roses" après les élections législatives géorgiennes de 2003. Le jeune président Mikhaïl Saakashvili remplace alors l'ancien ministre des Affaires étrangères (URSS), Édouard Chevarnadze. Il met notamment en œuvre une lutte contre la corruption qui fait aujourd'hui de la Géorgie un des espaces les moins corrompus de l'ex-URSS, du moins pour la corruption au quotidien.

La troisième étape se déroule en Ukraine, lors de l'élection présidentielle de 2004. La fameuse "révolution orange" éclate au grand jour, en plein hiver, sur la place centrale de Kiev, Maïdan. La présence de l'ONG Pora ("Il est temps") n'est pas étrangère à la mobilisation massive des Ukrainiens contre les fraudes électorales. Précisons que la Pologne et la Lituanie sont actives dans cette bataille. Pourquoi ? Parce qu'entre le XVe et le XVIIIe siècle, le royaume de Polono-Lituanie s'étend de la mer Baltique à la mer Noire et intègre Kiev, il va même plusieurs centaines de kilomètres plus à l'Est. Autrement dit, les Polonais considèrent que l'Ukraine occidentale les concerne. Et leur diaspora aux États-Unis a porté cette idée de l'autre côté de l'Atlantique. La Russie a vécu la révolution orange de 2004 comme son 11 septembre 2001, parce qu'elle considère, pour sa part que l'Ukraine est son « berceau ». Il s'agit dans les deux cas de représentations historiques qui peuvent se discuter et s'instrumenter - comme le Professeur Daniel Beauvois l'a montré - mais c'est justement leur fonction géopolitique, il n'y a donc pas lieu de s'en offusquer ici. Pour chacune des parties, il s'agit de faire bouger les lignes, c'est-à-dire les zones d'influence, voire les frontières.

En 2005-2006, il est même question d'intégrer l'Ukraine à l'OTAN et à l'UE. Les deux têtes de l'exécutif ukrainien, le président Victor Iouchtchenko et le Premier ministre Ioulia Timochenko - passent leur temps à se déchirer et gâchent une opportunité historique majeure. Le propos n'est pas ici de détailler ces années perdues, de 2005 à 2010 en Ukraine, cela a été fait ailleurs [3].

Enfin, en mars 2005, la "révolution des tulipes" survient au Kirghizistan et aboutit au renversement du président Akayev, grâce notamment aux jeunes activistes de Kelkel ("Renaissance et étincellement du bien").

Ces « révolutions » contribuent à la dégradation des relations russo-américaines, la Russie voyant un « complot de Washington » derrière les ONG à l'œuvre dans ce que Moscou considère comme sa zone d'influence. Après les élargissements de l'OTAN et de l'UE, V. Poutine lit ces événements à travers le prisme d'une opposition géopolitique entre l'Occident et la Russie.

Cependant l'écume des révolutions colorées retombe.

Depuis 2005, les autres tentatives se sont soldées par des échecs. La Biélorussie, la Moldavie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan... et la Russie ont « échappé à la contagion démocratique ».

Les espoirs de démocratisation partagés par les Occidentaux et une partie des populations semblent en partie déçus. Les dirigeants arrivés au pouvoir après les « révolutions colorées » étaient déjà souvent des familiers de ses arcanes et le renouvellement des « élites » tarde. Ce qui peut expliquer non seulement la poursuite de la corruption, du népotisme et du clientélisme, mais encore la lenteur des réformes. Le partage des richesses entre clans rivaux semble généralement bien plus urgent, via des privatisations et une redistribution des ressources au profit des vainqueurs. La Géorgie constitue ici une forme d'exception, ce qui explique en partie la prise de gages russes en 2008.

III. ... MAIS SE HEURTENT A LA VOLONTE RUSSE DE REPRENDRE LA MAIN

La Russie essaie d'éviter que les pays qui ont connu des « révolutions colorées » lui échappent totalement. La palette comprend des mesures politico-militaires, des représailles économiques, des expulsions de ressortissants... Pour éviter la contagion à de nouveaux pays, le FSB russe aide par exemple le KGB biélorusse à surveiller les ONG locales et étrangères, notamment leurs sources de financement. Les renseignements récoltés permettent de couper les ailes des mouvements d'opposition.

Dès 2005, V. Poutine retourne contre l'Occident les techniques du *soft power*, explique F. Parmentier dans un article du Diploweb. Le cas de l'ONG transnistrienne Proryv ("Percée") est intéressant par le renversement qu'il opère. Comme ses prédécesseurs, Proryv s'appuie sur une iconographie emblématique et la maîtrise d'actions de rue. Mais l'installation de tentes et la célèbre photo en noir et blanc d'Ernesto "Che" Guevara, choisie comme emblème, ne doivent pas cacher des objectifs politiques de non-ingérence de l'Occident plutôt que de réformes internes. Au début de 2005, ce mouvement de jeunesse est créé par des forces radicales transnistriennes, notamment par Dimitri Soin, un officier du ministère de la sécurité d'État de Transnistrie. Sa création se veut une assurance contre une éventuelle révolution colorée.

Cependant, si ce groupe de Transnistrie s'appuie sur la même logique de communication que les mouvements précédemment cités de Géorgie ou d'Ukraine, il ne conteste pas la situation politique locale. Au contraire, il tend à vouloir des changements externes - la reconnaissance de l'indépendance transnistrienne, ainsi que la non-ingérence de l'OSCE et des États-Unis. Il dénonce également la « manipulation de la démocratie » à l'œuvre dans les révolutions colorées. De plus, ils ont pris racine en Ukraine, en Crimée, mais également en Abkhazie et en Ossétie du Sud, Républiques séparatistes de Géorgie. L'ONG Proriv a été particulièrement active dans les manifestations anti-OTAN, comme en Crimée en juin 2006. Oui, en Crimée, cela montre un précédent avant 2014... En outre, Proriv apporte son soutien à la minorité ruthène en

Transcarpathie, afin d'affaiblir l'unité ukrainienne.

Faut-il s'étonner que des experts de l'agitation et de la propagande politiques maîtrisent assez rapidement les nouvelles techniques de masses ? Les mesures prises pour tenter de stopper la vague des révolutions colorées permettent de verrouiller les situations politiques, mais laissent les tensions internes des territoires concernés sans exutoire. Ce qui peut augmenter à terme les risques d'instabilité.

En Russie, V. Poutine contraint bientôt les ONG qui reçoivent des subventions de l'étranger à se déclarer auprès de l'administration russe comme « agent de l'étranger », ce qui dans la mémoire post-soviétique est lourd de sens.

La Russie escompte aussi mettre fin à des révolutions colorées par des moyens plus « classiques ». L'année 2008 marque un tournant. La déclaration d'indépendance du Kosovo choque les esprits russes. Début août 2008, pour la première fois depuis l'invasion soviétique de l'Afghanistan (1979), Moscou lance officiellement une campagne de bombardements contre un État souverain : la Géorgie. Selon Nathalie Nougayrède : « Les opérations militaires russes en Géorgie ouvrent, de fait, une nouvelle phase dans l'ère post-soviétique ». Au terme de cette bataille, la Géorgie perd le contrôle de 20% de son territoire, à travers les déclarations d'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud.

Rappelons, en passant, que ce sont la France et l'Allemagne qui ont refusé que l'OTAN ouvre à la Géorgie comme à l'Ukraine un MAP c'est-à-dire le chemin d'un processus d'adhésion à l'OTAN. Paris et Berlin, en l'occurrence, ont fait échos aux inquiétudes de Moscou. Et - cerise sur le gâteau - le gouvernement de N. Sarkozy brise un tabou de l'OTAN en acceptant de vendre à la Russie des navires de guerre ultra-modernes.

Inspirée par la Pologne, la Lituanie et la Suède, l'Union européenne lance en 2009 le partenariat oriental. Le Partenariat oriental rassemble maintenant les 28 pays de l'Union européenne et les six pays de l'espace ex-soviétique Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan. Il a pour objectif la préparation d'accords de libre-échange avec chaque pays, l'établissement d'un régime sans visa ou la coopération en matière énergétique ou sectorielle. Avant d'y revenir, poursuivons le fil chronologique.

En janvier 2010, surviennent de nouvelles élections en Ukraine. Le président sortant, Viktor Iouchtchenko, chef de l'Etat depuis la Révolution orange de l'automne 2004, n'obtient que 5,5% des suffrages. Le candidat pro-russe dont l'élection avait été invalidée en 2004, Viktor Ianoukovitch, remporte cette fois le second tour avec 48,9% des voix devant Ioulia Timochenko (45,5%).

L'Ukraine, avec 604 000 kilomètres carrés représente le gros morceau des dépouilles aux frontières occidentales de l'ex-URSS, mais elle reste quatre fois et demie moins étendue que le Kazakhstan.

En quelques semaines, Moscou obtient de V. Ianoukovitch le renouvellement du bail de la flotte russe en Crimée, à Sébastopol... jusqu'en 2042. Et le président ukrainien déclare bientôt qu'il met fin aux discussions avec l'OTAN. Moyennant quoi le prix du gaz russe vendu à l'Ukraine diminue. Et Ioulia Timochenko est envoyée en prison, ce qui devient un point de crispation des relations UE-Ukraine. Cependant, les négociations pour un accord d'association UE-Ukraine se poursuivent.

L'Ukraine, avec 604 000 kilomètres carrés représente le gros morceau des dépouilles aux frontières occidentales de l'ex-URSS, mais elle reste quatre fois et demie moins étendue que le Kazakhstan. Par sa superficie, l'Ukraine représente un huitième de la superficie de l'ex-URSS, Russie et pays Baltes non compris. Par sa population, l'Ukraine pèse 45,5 millions de personnes, soit 7,2 fois la population cumulée des trois pays Baltes (2013). À elle seule, l'Ukraine représente la population cumulée de la Biélorussie, de la Moldavie, d'Arménie, d'Azerbaïdjan, de la Géorgie et du Kazakhstan, à deux millions près. Soit la population de six pays de l'ex-URSS. Enfin, l'Ukraine représente un enjeu symbolique et stratégique majeur. La Russie entend garder la main sur ce territoire ou a minima l'instrumenter dans sa relation avec l'UE. Les Etats-Unis, la Pologne et la Lituanie voudraient sortir l'Ukraine du champ d'influence russe et la faire si possible basculer dans l'espace de l'UE et ou de l'OTAN.

Chacun sait qu'en novembre 2013 le sommet de Vilnius consacré au partenariat oriental se conclut par la finalisation de deux accords d'association de l'UE avec la Moldavie et la Géorgie, dont la signature définitive devrait intervenir dans les prochains mois. La Moldavie est un territoire qui fait officiellement 34 000 kilomètres carrés, peuplé de 4,1 millions d'habitants. La Géorgie est un territoire qui fait officiellement 70 000 kilomètres carrés, peuplé de 4,5 millions d'habitants. Relevons que ces deux territoires avec lesquels l'UE engage au sommet de Vilnius la signature d'un accord d'association ont un point commun qui n'a guère été mentionné dans les commentaires de presse : leur gouvernement n'est pas souverain sur la totalité du territoire. La Moldavie, depuis 1991-1992 a perdu le contrôle de la Transnistrie. La Géorgie, depuis août 2008, a perdu la main sur deux régions occupées par la Russie : l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie. Soit environ 20% de l'espace national.

Outre les deux textes mentionnés, est signé un accord de facilitation des visas avec l'Azerbaïdjan. Dans la déclaration conjointe, l'UE et les pays du Partenariat oriental déclarent leur volonté de continuer à développer des relations étroites et la coopération dans des domaines stratégiques. Les relations avec la dictature biélorusse de Loukachenko restent toujours assez distantes bien que théoriquement celle-ci soit concernée par le Partenariat oriental.

Le sommet de Vilnius est terni par la décision du gouvernement ukrainien, annoncée un peu plus tôt, le 21 novembre 2013, sous la pression de Moscou, de suspendre les négociations en vue de la signature d'un accord d'association avec l'UE. La Russie souhaite en effet intégrer l'Ukraine dans son **Union douanière** qui regroupe

déjà la Russie, le Kazakhstan et la Biélorussie. En septembre 2013, l'Arménie a également accepté d'adhérer à cette Union douanière.

Sans l'Ukraine, la Russie ajouterait avec la Biélorussie, le Kazakhstan et l'Arménie une influence sur 2,96 millions de kilomètres carrés et 29,5 millions d'habitants. La Russie préférerait y ajouter l'Ukraine pour faire bon poids. Dans cette hypothèse, la Russie ajouterait avec l'Ukraine, la Biélorussie, le Kazakhstan et l'Arménie une influence sur 3,56 millions de kilomètres carrés et 75 millions d'habitants. Si nous intégrons les paramètres de la Russie, nous passons dans un ordre de grandeur qui en impose. **Une Union douanière qui rassemblerait la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie, l'Arménie, le Kazakhstan s'étendrait sur 20,66 millions de km² et rassemblerait 218,5 millions d'habitants** [4]. Voilà qui fait déjà plus sérieux...C'est grand, c'est beau, c'est assez pauvre mais enfin, cela a belle allure sur une carte, cela fait presque penser à un empire...

Le projet d'accord UE-Ukraine était en cours de négociation depuis 2005. Après la volte-face de leur gouvernement le 21 novembre 2013, des dizaines de milliers de manifestants défilent dans les rues de Kiev pour protester contre cette décision et demandent la démission du Président Viktor Ianoukovitch. Ce qui témoigne à la fois d'une aspiration à l'Etat de droit et de l'attractivité de l'UE.

Des manifestations se poursuivent dans le pays, à l'appel de l'opposition pro-européenne. Le 26 novembre 2013, le Premier ministre, Mykola Azarov, reconnaît que c'est bien la Russie qui a dissuadé l'Ukraine de signer l'accord. Des milliers, puis des dizaines de milliers d'opposants installent un village de tentes sur Maidan, à Kiev, suivant un scénario en apparence proche de celui de la Révolution orange en 2004. Les 30 novembre et 11 décembre 2013, les tentatives de déloger par la force les manifestants, dont plusieurs centaines sont blessés et plusieurs dizaines arrêtés, ne font qu'amplifier la contestation et radicaliser leurs exigences. Ils demandent désormais la démission du Président V. Ianoukovitch. A partir du 2 décembre 2013, les manifestants bloquent le siège du gouvernement, puis occupent la mairie de Kiev. Les autorités les accusent de fomenter un coup d'Etat. Le 13 décembre 2013, une table ronde réunit le gouvernement et l'opposition qui réclame la démission de Mykola Azarov, la libération de toutes les personnes arrêtées depuis le début du mouvement et l'organisation d'élections anticipées. V. Ianoukovitch propose pour sa part d'amnistier toutes les personnes arrêtées. Le 17 décembre 2013, à l'issue d'une rencontre avec le chef de l'Etat ukrainien, le président russe, V. Poutine, annonce que la Russie va réduire d'un tiers, le prix du gaz vendu à l'Ukraine. Ce qui illustre une fois de plus que le prix du gaz est un moyen politique pour la Russie. Moscou promet d'investir par ailleurs 15 milliards de dollars dans des titres du gouvernement ukrainien.

La situation bascule dans un processus révolutionnaire entre la mi-janvier et la fin du mois de février 2014.

Le 17 janvier 2014, le Président V. Ianoukovitch promulgue de nouvelles lois visant à limiter les manifestations. Le 19 janvier 2014, plus de 200 000 opposants manifestent sur la place de l'Indépendance pour protester contre cette législation qui renforce la répression. Le 22 janvier 2014, cinq militants de l'opposition sont tués et 300 blessés lors d'un assaut des forces anti-émeutes qui tentent de reprendre le contrôle du centre-ville de Kiev. Les manifestants lancent l'occupation des administrations des gouverneurs de plusieurs régions de l'ouest du pays, majoritairement ukrainophones et acquises au mouvement de contestation et occupent le ministère de l'agriculture à Kiev.

Le gouverneur de la région de Lviv démissionne. Tandis que les manifestations continuent, V. Ianoukovitch offre le 25 janvier 2014 les postes de Premier ministre et de vice-Premier ministre à des leaders de l'opposition, espérant mettre ainsi fin à la contestation, mais ces derniers refusent cette proposition. Le 27 janvier 2014, des manifestants s'emparent du ministère de la Justice à Kiev. Ce même jour, le Président décide l'abrogation des lois liberticides incriminées et le Premier ministre, Mikola Azarov démissionne. Le 29 janvier 2014, le Parlement adopte une amnistie pour les contestataires arrêtés lors des heurts avec la police. Le 5 février 2014, Catherine Ashton, Haut Représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, rencontre les représentants de l'opposition à Kiev. Elle évoque une aide occidentale sous condition que le pays reprenne le chemin des réformes. Le 6 février 2014, alors que la secrétaire d'État adjointe américaine arrive à Kiev pour rencontrer les différents protagonistes, un conseiller du président russe Vladimir Poutine somme les États-Unis de cesser de « faire du chantage » à l'Ukraine et de « financer les rebelles ». Il accuse l'opposition de fomenter un coup d'État.

Entre le 18 et le 20 février 2014, des affrontements entre des policiers et les manifestants qui campent depuis novembre 2013 sur Maïdan, dans le centre de Kiev, font une centaine de morts dont une quinzaine de policiers. Le 21 février 2014, le président ukrainien, V. Ianoukovitch, signe un accord de sortie de crise avec l'opposition, sous la médiation de l'Union européenne. Dès le lendemain, destitué par le Parlement, V. Ianoukovitch quitte le pouvoir. Le même jour, le président du Parlement démissionne et est remplacé par **Olexandre Tourtchinov**, proche de l'opposante emprisonnée, I. Timochenko. Ce dernier est élu le 23 février 2014 **Président par intérim**, tandis que I. Timochenko est libérée et que V. Ianoukovitch quitte piteusement l'Ukraine pour se réfugier en Russie. Le 26 février 2014, le **Parlement désigne un pro-européen, Arseni Iatseniouk comme Premier ministre d'un gouvernement de transition.**

Dans les jours qui suivent, des forces pro-russes prennent le contrôle de la Crimée, République autonome ukrainienne à majorité russophone. Sa superficie est de 27 000 km².

Soit un vingt deuxième de la superficie de l'Ukraine. Reste à cet instant dans un statut instable tout le reste de l'Ukraine, soit 577 000 km², soit 21/22e de l'Ukraine. Bien

évidemment, la superficie n'est pas le seul paramètre à prendre en compte, il y a aussi une dimension symbolique, comme l'a montré Kevin Limonier [5].

C'est d'ailleurs pourquoi, le 27 février 2014, un commando s'empare du Parlement de Crimée à Simféropol, capitale de la région. Les députés votent en faveur de l'organisation d'un « référendum » sur le statut de la région et limogent le gouvernement local. Des soldats armés (russes) mais non identifiés prennent le contrôle des aéroports de Belbek (près de Sébastopol) et de Simféropol. Kiev accuse Moscou d'« invasion armée et d'occupation ». La Crimée présente un intérêt stratégique majeur pour Moscou, la flotte russe de la mer Noire et ses 20 000 hommes étant basés à Sébastopol. Pour autant, ces bateaux sont en piètre état, du moins aussi longtemps que les bateaux vendus par la France n'y sont pas à quai.

Le 28 février 2014, V. Ianoukovitch, visé par un mandat d'arrêt pour « meurtres de masse » et réfugié en Russie, réaffirme être le président légitime de l'Ukraine. Le 1er mars 2014, le Conseil de la Fédération (Sénat) russe approuve une éventuelle intervention militaire en Ukraine. Le 4 mars 2014, lors d'une conférence de presse, le président russe Vladimir Poutine nie toute implication russe, mais se réserve le droit de recourir à tous les moyens pour protéger ses citoyens. Le 5 mars 2014, la Commission européenne présente un plan d'aide à l'Ukraine « d'au moins 11 milliards d'euros. » Ce qui tend à démontrer qu'il est devenu possible de trouver des ressources financières pour l'enjeu ukrainien.

Le 6 mars 2014, le Parlement de Crimée demande à V. Poutine le rattachement de la péninsule à la Russie et annonce l'organisation d'un « référendum » local sur cette question le 16 mars 2014. Le même jour, l'Union européenne et les États-Unis, à l'issue d'un sommet extraordinaire consacré à la crise, prennent des mesures de sanctions coordonnées, notamment des gels d'avoirs de responsables russes et ukrainiens. Le 7 mars 2014, un sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne à Bruxelles confirme le choix de sanctions graduées. Le 11 mars 2014, les députés du Parlement de Crimée déclarent la péninsule indépendante de l'Ukraine, étape préalable à un éventuel rattachement à la Russie à l'issue du référendum du 16 mars. Le 13 mars, l'Ukraine entérine la création d'une Garde nationale comprenant notamment les groupes d'autodéfense constitués lors des manifestations à Maïdan.

Le 16 mars 2014, le pseudo « référendum » donne un score très positif pour un rattachement de la Crimée à la Russie, validé dans la semaine par les institutions russes. Un rattachement qui n'est pas reconnu par l'ONU.

En creux, cela veut dire que tout le reste de l'Ukraine, soit 577 000 km², c'est à dire 21/22e de l'Ukraine à cet instant, restent dans un état instable plus ou moins indépendant de l'influence russe. Nul ne sait ce qui va se passer si l'UE et les États-Unis réussissent à établir des relations favorables avec le reste de l'Ukraine. Finalement, cette nouvelle bataille serait plutôt à l'avantage de l'Union européenne. D'ailleurs, l'UE

a signé dans la foulée le volet politique de l'accord d'association avec le nouveau gouvernement ukrainien. Autrement dit, ce qui s'est joué entre novembre 2013 et mars 2014, c'est une tentative pour faire sortir de la sphère d'influence directe de la Russie 21/22e de la superficie de l'Ukraine.

A moins que la Russie ne réussisse – et c'est une hypothèse – à valoriser le gage pris en Crimée pour à minima avoir une prise sur le jeu politique à Kiev, voire les relations UE/Etats-Unis – Ukraine. La Russie peut aisément reprendre pied dans l'Est de l'Ukraine, où elle dispose de nombreux relais. Moscou dispose d'une marge de manœuvre confortable avec les Ukrainiens russophones de la partie orientale. Il est facile de mobiliser, de manipuler, de mettre en scène, etc. Reste à savoir comment V. Poutine jouera la partie. Un autre scénario, plus rustique, serait d'intervenir une nouvelle fois militairement en Ukraine sous prétexte de porter secours à des ukrainiens pro-russes qui auraient été malencontreusement mis à mal. La partie reste ouverte. Nul ne sait si les élections présidentielles en Ukraine auront bien lieu le 25 mai 2014. Nul ne sait sur quelle proportion de l'Ukraine la Russie réussira à remettre la main ni la nature des relations que Moscou construira avec Kiev, l'UE et les Etats-Unis. La bataille des dépouilles de l'ex-URSS continue.

Elle se poursuit aussi en Transnistrie.

Depuis l'adhésion de la Roumanie à l'UE, la Transnistrie prend un relief plus prégnant pour l'UE. La Transnistrie représente un enjeu de sécurité pour l'UE : risques de déstabilisation régionale, présence non désirée de troupes militaires russes, criminalité transfrontalière... Il s'agit du conflit le plus proche de ses frontières de l'UE. Ajoutons que la Roumanie distribue depuis plusieurs années des passeports roumains aux Moldaves, ce qui pourrait faire débat, mais comme cela ne se dit pas, cela ne fait donc pas débat. Il n'en demeure pas moins que la crise ukrainienne a semble-t-il ravivé mi-mars 2014 les craintes d'une intervention russe en Transnistrie... Une opération qui se ferait aux dépens de la Moldavie, sur les marges de la Roumanie donc de l'UE. La Transnistrie demande depuis 20 ans son rattachement à la Russie, celle-ci instrumente ce territoire pour peser sur la Moldavie et gêner l'UE. Pour les Moldaves, la Transnistrie est déjà presque perdue. Ce qui ne veut pas dire que les Russes vont l'annexer. On ne peut pas exclure cette possibilité radicale, mais Moscou souhaite plutôt favoriser l'indépendance de cette région et s'appuyer dessus pour peser sur la Moldavie.

Ainsi, entre l'Ossétie du Sud, l'Abkhazie, la Crimée, la Transnistrie et pourquoi pas l'Ukraine orientale, Moscou ne manque par de leviers à sa périphérie.

*

Quelle géopolitique de l'après-guerre froide dans la périphérie de la Russie ?

Les faits démontrent que depuis la fin de la Guerre froide la périphérie de la Russie reste un enjeu, aussi bien pour les acteurs nationaux, que pour la Russie, les Etats-Unis

ou l'Union européenne. Chacune des parties dénonce le jeu de l'autre, et reste discrète sur ses actions. Cette mauvaise foi fait partie du jeu, il n'y a pas à s'en étonner. Globalement, l'Union européenne a marqué des points en Moldavie, en Géorgie et en Ukraine - amputée de la Crimée, voire de la partie orientale - si on en croit la signature des accords d'association qui restent à finaliser. Ce qui représenterait un nouveau gain d'influence sur une superficie de l'ordre de 0,68 millions de km² à 0,4 millions de km² si la Russie remettait la main sur l'Ukraine orientale. Rappelons cependant que le point commun de ces trois gouvernements est de ne pas être souverain sur la totalité de leur territoire, avec à chaque fois une emprise de la Russie. C'est pourquoi rien n'est acquis. D'autant que la Russie a marqué des points.

Concernant l'Union douanière voulue par V. Poutine, outre la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan et l'Arménie représentent déjà pour Moscou un gain d'influence sur 2,96 millions de km². Ce qui représente déjà 4,3 fois plus que les hypothétiques gains d'influence de l'UE via la Moldavie, la Géorgie et l'Ukraine sans la Crimée (0,68 million de km²).

Moscou pourrait peut-être espérer faire basculer de son côté le Kirghizstan et le Tadjikistan. Ce qui représenterait alors un gain d'influence - Russie non comprise - sur 3,3 millions de km². Ce qui représenterait alors 4,7 fois les hypothétiques gains d'influence de l'UE. Dans tous les cas, la Russie étendrait son influence sur des territoires plus étendus que ceux attirés par l'UE.

Pour autant, l'attractivité du projet, voire du modèle russe, reste modeste. Mis à part l'adhésion potentielle de ces deux États, il n'est pour le moment pas possible de se prononcer au sujet d'une adhésion d'autres anciennes républiques soviétiques au projet d'union eurasiatique, du moins sur une base volontaire. Reste la force, une méthode classique qui a fait ses preuves.

Il faudrait ajouter la Chine à ces acteurs de la périphérie, parce qu'elle a marqué des points en Asie centrale. Décidemment, 23 ans après la disparition de l'URSS, la bataille pour ses dépouilles reste d'actualité.

Manuscrit clos le 4 avril 2014

Copyright Avril 2014-Verluisse/Diploweb.com

P.-S.

Directeur du *Diploweb.com*. P. Verluisse enseigne la Géographie politique à la Sorbonne, au Magistère de relations internationales et action à l'étranger de l'Université Paris I. Il a fondé le séminaire géopolitique de l'Europe à l'Ecole de guerre. *Distinguished Professor* de Géopolitique à GEM. Membre du Conseil scientifique du Festival géopolitique. Pierre Verluisse publie *Géopolitique des frontières européennes. Elargir, jusqu'où ?*, Paris, Editions Argos, Diffusion PUF, 20 cartes en couleur.

Notes

[1] SOULET, Jean-François, "L'Empire stalinien. L'URSS et les pays de l'Est depuis 1945", Livre de poche, LGF, coll. Références, 2000, p. 15.

[2] La deuxième moitié des années 1990 est aussi occupée par le premier élargissement post-guerre froide de l'OTAN. Le 8 juillet 1997, à l'occasion du sommet de Madrid, les Alliés invitent la Pologne, la Hongrie et la République tchèque à commencer des pourparlers d'adhésion avec l'OTAN, sur la base de critères politiques et militaires. Ces trois anciens satellites de l'empire soviétique entrent officiellement dans l'OTAN le 12 mars 1999.

[3] Gérard-François Dumont et Pierre Verluise : Géopolitique de l'Europe, éd. Sedes (2009), et Pierre Verluise, Géopolitique des frontières européennes, éd. Argos (2013).

[4] A titre de "comparaison", l'UE-28 s'étend sur 4,3 millions de km² et compte 506 millions d'habitants.

[5] LIMONIER, Kevin, « Géopolitique de Sébastopol », Diploweb.com, 4 mars 2014. <http://www.diploweb.com/Geopolitiqu...>